هكذا من الاصل

Le Monde

TÉLÉVISION-RADIO MULTIMÉDIA
■ Les filles rebelles de Fuji TV
■ Sexe, mensonge : affaires sur le Net

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE – Nº 16657 – 7,50 F - 1,13 EURO | DIMANCHE 16 - LUNDI 17 AOÛT 1998 | FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Sans-papiers : la régularisation étendue

● Le gouvernement assouplit cinq des critères pris en compte pour régulariser les étrangers sans papiers ● Le ministère de l'intérieur suit les avis de la commission consultative instituée en juillet ● 10 000 à 15 000 des 60 000 déboutés pourraient bénéficier de cette ouverture

LE MINISTRE de l'Intérieur vient d'adresser aux préfets une circulaire dans laquelle il assouplit cinq des critères pris en compte pour la régularisation des étrangers sans papiers. Il les invite à davantage d'ouverture dans l'examen des recours déposés auprès de l'administration. Jean-Pierre Chevènement suit ainsi les premiers avis rendus par la commission consultative, instituée début juillet, qui est placée à ses côtés et présidée par le conseiller d'Etat Jean-Michel Galabert. Une deuxième circulaire, qui sera diffusée dans les prochains jours, devrait reprendre les cinq autres propositions d'assouplissement proposées par les huit hauts fonctionnaires membres de la commission. Ces différents aménagements pourraient déboucher sur la régularisation de 10 000 à 15 000 sans-papiers supplémentaires, sur les 60 000 déboutés depuis le début des opérations.

Dans le document qui vient d'être transmis aux préfets, les modifications portent sur cinq points à l'origine de nombreux refus : *la nature des ressources* dont les sans-papiers ont pu bénéficier depuis leur arrivée en France ; *la durée et la continuité* de leur séjour ; l'acquittement des obligations fiscales ; le traitement des couples sans enfant ; et enfin l'existence d'une période en situation régulière.

Cet assouplissement intervient dans un paysage dominé par le flou. Alors que l'on prévoyait un face-à-face particulièrement animé entre gouvernement et sans-papiers, pas plus la célébration d'une équipe de France victorieuse et multicolore que les diverses occupations d'églises et de temples ne se sont révélées décisives. Le ministère de l'intérieur a laissé les préfectures gérer, chacune à leur manière, le traitement des recours, pendant que les sans-papiers s'étiolaient dans leurs batailles internes.



Lire page 6

La rébellion dans l'ex-Zaïre : confusion à Kinshasa et dans l'Ouest

EN RÉPUBLIQUE démocratique du Congo, rebelles et gouvernement congolais échangeaient, samedi 15 août, des communiqués contradictoires sur la situation dans l'ouest du pays, tandis que la plupart des capitales occidentales se préparent à évacuer leurs ressortissants. Sans nier l'état de quasi-sécession de l'est du pays, les autorités disent avoir arrêté la progression de la rébellion à l'ouest. L'électricité a été rétablie à Kinshasa, la capitale, et le gouvernement dément que la rébellion ait pris le contrôle du barrage hydro-électrique d'Inga, toujours à l'ouest. Contredisant l'agence Reuters, les porte-parole officiels assurent que le président Kabila est toujours à Kinshasa, et non réfugié dans sa province natale du Katanga.

Lire page 2

La saga Lewinsky

■ Bill Clinton serait prêt à un demi-aveu de « contact sexuel »

■ Le procureur Kenneth Starr, vestale du conservatisme revanchard

■ Le président américain pourrait intervenir lundi soir à la télévision

Lire page 4 et notre éditorial page 9

En Italie, les clients des « lucioles » sont à l'amende

ROME
correspondance

Deux scénarios : 333 000 lires, payables sur place immédiatement, ou 1 million de lires, payables plus tard, après avoir reçu l'amende à son domicile et avec, en prime, des explications à donner en famille. Mais un seul objectif : en Italie, depuis quelques jours, être client de *prostituées est devenu un exercice à la fois coû*teux et périlleux.

De nombreuses municipalités, petites et grandes, de droite ou de gauche, ont lancé une croisade sans précédent contre la prostitution. Les embouteillages nocturnes dans les endroits « chauds » des différentes villes, où il était devenu pratiquement impossible de circuler, ont donné des idées aux collectivités locales. La prostitution en tant que telle n'étant pas interdite, aucune dissuasion contre les belles de nuit n'avait réellement marché jusqu'ici. Il fallait donc frapper ailleurs. Or, en s'arrêtant pour négocier le prix d'une prestation, le client-automobiliste ne gêne-t-il pas la circulation ?

Un simple décret du maire fera l'affaire, instituant des amendes sanctionnant ces embarras routiers. Quant aux prostituées, elles feront l'objet d'un décret sur leur tenue, les plus déshabillées devenant passibles d'une amende de *1 million de lires. Un étrange panneau lumi*neux est ainsi apparu ces derniers jours sur les routes italiennes. De la même façon que la *Sécurité routière signale des ralentissements* ou des encombrements, il avertit les automobilistes que des *« contrôles à clients et lucioles »* ont lieu, *transformant* le surnom populaire des prostituées sur la voie publique en euphémisme officiel.

La ville de Rimini a pris la tête de cette bataille. Les amendes y sont en vigueur depuis le mois de janvier, avec succès : une baisse de 82,6 % de la présence des prostituées, au grand dam des villes voisines. Car, évidemment, le marché ne fait que se déplacer – simple question d'offre et de demande. Quand les mêmes décrets ont été adoptés, fin juillet, à Padoue et à Vérone, Vicenza, qui est située entre ces deux villes, s'est retrouvée envahie. Aussi s'est-elle empressée de copier ses voisines. Du coup, c'est l'effet domino. Dans le nord et le centre de la Péninsule, les amendes antiprostitution ne font que gagner du terrain. Milan est la première grande ville à s'y résoudre. Dans la capitale lombarde, trente-trois zones « chaudes » ont été retenues, l'objectif étant de déplacer la *prostitution ambulatoire hors de la ceinture* urbaine.

Certaines municipalités ont voulu aller plus *loin, en mettant au point un mécanisme parti*culièrement pervers. Elles se réservent le droit d'expédier directement l'amende au domicile sans, pour autant, avoir constaté l'infraction en flagrant délit. Aucun client ne serait donc à l'abri du soupçon. Chargé de veiller au droit à la discrétion des citoyens, le *« garante per la privacy »*, le professeur Stefano Rodotà, n'a pas manqué de protester. Dans la crainte d'une annulation par un tribunal administratif pointilleux, les communes ont précisé que l'amende reçue au domicile ne comporterait pas le mot « prostitution ». Des voies de recours sont toujours possibles, mais personne – on comprend aisément pourquoi – n'a cherché à les utiliser. La Lila, l'organisation de lutte contre le sida, a proposé que l'argent ainsi récolté serve à financer des projets de réinsertion de prostituées.

Salvatore Aloise

Coquillages et algues toxiques

LA PRÉFECTURE du Calvados vient d'interdire le ramassage *des moules et autres coquil*lages sur les plages situées entre Honfleur et Courseulles. Ces fruits de mer risquent d'être contaminés par le développement d'une micro-algue toxique, la dynophisis, pouvant entraîner des troubles gastriques. Pour mieux gérer ces épisodes de toxicité fréquents en été, des chercheurs de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer) ont mis en place, depuis 1984, un réseau de surveillance du phytoplancton et des algues. Ils étudient l'influence, sur la multiplication de ces espèces nuisibles, des polluants d'origine agricole, urbaine et industrielle rejetés par les fleuves.

Lire page 12



■ Voyages en utopies

Un microsatellite lancé en 2001 pourrait revenir sur Terre 50 000 ans plus tard. Pour témoigner. Notre sixième et dernier voyage en utopies, illustré par Jean-Claude Mézières. p. 8
et notre grand jeu de l'été p. 18

■ La droite face au FN

Tandis que Gilles de Robien marque spectaculairement sa rupture avec Alain Madelin, la législative partielle de Toulon, fin *septembre*, illustre les divisions de la droite face à l'extrême droite. p. 5

■ Crise en Russie

Les banques manquent de liquidités et le rouble chute d'autant plus. Bill Clinton exhorte Boris Eltsine à prendre *« des mesures décisives »* pour ramener la confiance. p. 3 et 11

■ Jaguar type E, le retour

Jaguar s'est inspiré du coupé sport mythique des années 60 pour réaliser la XK8, moins fougueuse, mais toujours habillée de cuir Conoly. p. 13

■ « Out of actions », première

A Vienne – et bientôt à Barcelone – sont réunis pour la première fois les témoignages des performances de l'art corporel, des années 50 à 70, de Pollock à Mike Kelley. p. 15

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 16 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 450 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0146 - 816 - 7,50 F

Les banques d'affaires dans un maelström

LES BANQUES d'affaires – les Américains parlent de banques d'investissements – traversent dans le monde l'une des périodes les plus paradoxales de leur histoire. Firmes au pouvoir considérable – elles gèrent des fonds énormes, conseillent les décideurs, publics ou privés, etc. –, ces banques sont entraînées dans une spirale de croissance rapide et voient, *toutes ou* presque, leurs revenus progresser. Il n'est pas pour autant certain que *toutes en ressortiront plus solides.* Il s'en faut. Il est presque sûr en tout cas qu'aucune ne portera, dans l'avenir, le drapeau français.

Au cours de la dernière décennie, tous les métiers qui font le quotidien d'une banque d'affaires ont connu une croissance extraordinaire. Les activités liées aux marchés de capitaux, l'émission et le placement de titres (actions, obligations et produits dérivés...) ont partout explosé ; la demande en conseil en matière de fusions, acquisitions et montages financiers aussi. La gestion d'actifs est devenue une véritable industrie. Deux chiffres : les opérations de fusions et acquisitions dans le monde dépasseront le seuil des 2 000 milliards de dollars en 1998 et la valeur des actions, obligations et autres titres cotés en Bourse dans 80 pays à travers le monde, est passée de 2 700 milliards de dollars en 1980 à plus de 18 000 milliards aujourd'hui ! Au gré des privatisations et du désengagement des Etats, ces montants ne cessent d'augmenter. Portées par cette vague de fond, même les banques d'affaires les moins dynamiques s'en sortent honorablement.

Leur activité est pourtant fragile, et, pour certaines, pas si rentable qu'il y paraît. Rares sont les banques – européennes notamment – qui peuvent affirmer aujourd'hui sans l'ombre d'un doute : *« Nous ferons partie des leaders mondiaux dans cinq ans. »* Ce diagnostic sévère ressort d'un rapport écrit conjointement par le cabinet de conseil en stratégie AT Kearney et par The Economist Intelligence Unit (EIU), sur « La stratégie de banque d'investissement vue par les groupes leaders ».

Les experts y voient plusieurs raisons. La première est que, si la demande explose, l'offre de services de banque d'affaires reste elle aussi toujours très abondante.

Sophie Fay

Lire la suite page 9

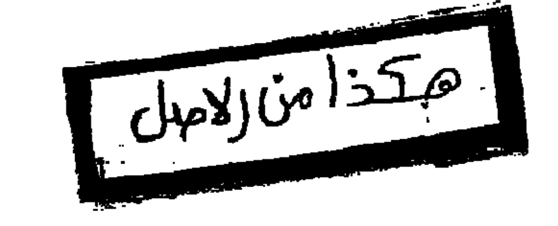
Une famille assiégée



ANNE-CLAIRE TAITTINGER

HÉRITIÈRE de la troisième génération, Anne-Claire Taittinger, quarante-huit ans, prend, en juin 1997, la tête de la Société du Louvre. Sa mission : protéger des prédateurs la holding familiale, propriétaire du Crillon et de la cristallerie Baccarat. Un raider américain, Asher Edelman, « infiltré » dans le capital, veut profiter des dissensions internes pour prendre le contrôle du groupe.

Lire page 10



REBELLION Dans un climat de grande confusion, où les informations sûres sont rares, rebelles et gouvernement congolais échangeaient, vendredi 14 août, des communiqués contradictoires sur l'état de l'avancée des premiers et de la résistance du second. ● A en croire les autorités, la coupure de courant, dont a été momentanément victime Kinshasa, aurait été le fait d'une panne, et non de la prise du contrôle du barrage hydro-électrique d'Inga, à 400 kilomètres au sud de la capitale. ● Vendredi toujours, le président Laurent-Désiré Kabila était à Kinshasa, et non retranché dans son fief katangais de Lumumbashi, comme *Le Monde* (15 août) l'avait affirmé sur la foi de dépêches d'agence. ● La situation met en relief l'isolement intérieur et extérieur de M. Kabila qui, déjà désavoué par le Rwanda et l'Ouganda, paraît ne plus pouvoir compter sur le soutien de l'Angola.

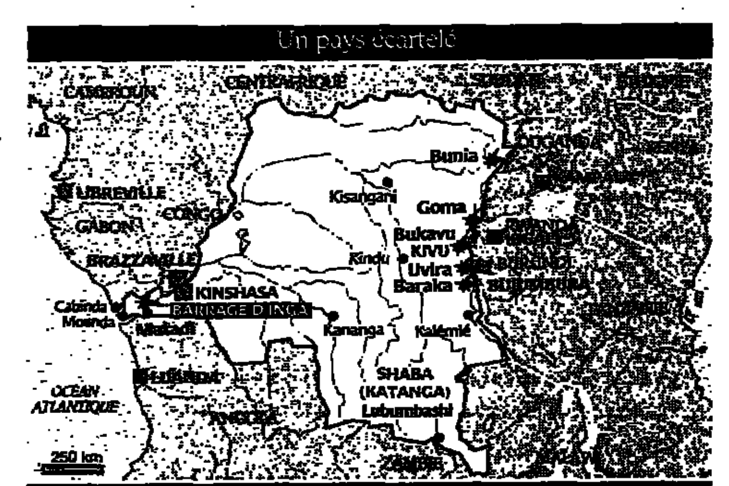
Les autorités du Congo-Kinshasa démentent la percée des rebelles à l'ouest

Les porte-parole de l'ex-Zaïre se sont efforcés, vendredi 14 août, de rejeter les affirmations de la rébellion selon lesquelles nombre de localités de l'ouest du pays auraient été conquises. L'électricité a été rétablie à Kinshasa, où se trouvait toujours le président Kabila

REBELLES et gouvernement congolais se sont battus toute la journée du vendredi 14 août apparemment beaucoup plus à coups de communiqués contradictoires que sur le terrain. Cette bataille de propagande n'en a pas moins créé un climat de confusion et de panique qui a conduit la plupart des capitales occidentales à mettre sur pied des dispositifs d'urgence pour rapatrier leurs ressortissants de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre).

Alors que le gouvernement s'est jusqu'à présent avéré incapable de démentir la fulgurante avancée de la rébellion, aussi bien à l'est qu'à l'ouest du pays, la polémique portait vendredi sur la situation de la ville de Matadi. L'un des chefs politiques de la rébellion (au départ déclenchée dans l'Est par les Banyamulenges, des Congolais d'origine tutsie), Bizima Karaha, l'ancien ministre des affaires étrangères du président Laurent-Désiré Kabila, affirmait que cette ville, située à quelque 350 kilomètres de Kinshasa, avait été conquise. « *Matadi est libérée (...), toutes les forces de Kabila ont été défaites (...). Kabila va bientôt fuir Kinshasa, il se prépare à faire sécession et amasse des armes au Katanga, sa province natale* », a dit à l'AFP M. Karaha. « *Il va essayer de se retrancher à Lumumbashi, mais le Katanga, c'est aussi le Congo et on le boutera de là aussi* », a poursuivi l'ancien ministre.

On dément à Kinshasa, où l'on affirme que l'armée tient toujours la ville de Matadi. De même, on nie que la rébellion se soit emparée du barrage d'Inga qui, à plus de 400 kilomètres de la capitale, alimente en électricité, outre Kinshasa, les provinces du bas Congo et du Katanga, ainsi que, de l'autre côté du fleuve, la ville de Brazzaville. On assure que c'est une panne dans les installations techniques du barrage qui a un moment, vendredi, privé Kinshasa et Brazzaville de courant. Enfin, on affirme que le président Kabila était bien à Kinshasa vendredi après-midi et non – comme *Le Monde* l'avait annoncé dans son édition du 15 août sur la foi de dépêches d'agence – retranché dans son fief de Lumumbashi. Selon ses proches, le président congolais était jeudi à Lumumbashi mais a regagné la capitale dès vendredi matin.



Composition et structures de cette rébellion – militairement appuyée par le Rwanda et, sans doute, par l'Ouganda – restent opaques. « *L'organe militaire respecte l'organisation politique*, a dit à l'AFP M. Karaha, *il y a une répartition des rôles et du pouvoir en quelque sorte* ». Il a poursuivi : « *Nous essayons de mettre sur pied, dans la transparence, des institutions, les plus démocratiques possible pour éviter tout accaparement du pouvoir par un seul individu. Cette nouvelle révolution cherche par tous les moyens à éviter la création de nouveaux Mobutu ou Kabila.* »

« ACCORD IMPLICITE »

A Bruxelles une source anonyme, se présentant comme proche de la rébellion – et immédiatement démentie à Paris –, a déclaré que les Etats-Unis et la France avaient donné leur « *accord implicite* » à la rébellion. « *Six mois après la chute de Mobutu, dès qu'il a été établi que Kabila n'était pas l'homme de la situation, nous avons demandé à tout le monde, aux Français et aux Américains, d'aider à normaliser la situation*, a poursuivi cette source : *Leur accord implicite était acquis, à condition d'éviter tout bain de sang et l'exode de populations.* » Le ministère français des affaires étrangères a catégoriquement rejeté ces déclarations : « *La France n'est en rien mêlée aux événements actuels en République démocratique du Congo et dans la région des Grands Lacs* », dit-on au Quai d'Orsay.

A Paris toujours, cinq formations politiques congolaises d'opposition ont appelé au départ de M. Kabila et déclaré leur soutien à la rébellion. Il s'agit de la « section française des ex-Forces armées zaïroises (FAZ) », du parti dit La Cause nationale, du Parti du renouveau démocratique, du Forum pour la renaissance nationale et du Forum des rénovateurs pour la démocratie. Le texte est aussi signé, à titre de « *personnalité indépendante* », par Crispin Kabasele, représentant en France de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UPDS), la formation de l'opposant Etienne Tshisekedi.

A l'instar des Etats-Unis, la France a pris des mesures pour évacuer ses ressortissants de la RDC. Trois avions de transport militaire ont quitté Libreville, au Gabon, pour être pré-positionnés à Brazzaville (en République du Congo), en vue d'une éventuelle évacuation de Français et d'étrangers de Kinshasa.

Service International (avec AFP, Reuters)

Un président autoproclamé qui s'est coupé de ses alliés intérieurs et extérieurs

PRIS EN TENAILLE dans Kinshasa, Laurent-Désiré Kabila regrette peut-être Mobutu Sese Seko. Le défunt dictateur zaïrois avait réussi à dresser contre lui non seulement son peuple, mais tous les pays voisins de l'actuel Congo démocratique. La fulgurante accession au pouvoir de Laurent-Désiré Kabila ne s'explique que par la détestation universelle qu'avait suscitée le maréchal Mobutu. Avec la fuite de ce dernier, la gigantesque coalition militaro-politique qui avait permis l'entrée de M. Kabila à Kinshasa a perdu sa raison d'être. Le déclenchement de la rébellion des Banyamulenges, appuyés par le Rwanda, qui menace aujourd'hui Kinshasa, a consacré cet éclatement.

ANALYSE

Pendant quinze mois, M. Kabila a multiplié erreurs et *provocations*

Entre la prise du pouvoir par l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL, le mouvement de M. Kabila) et le déclenchement de l'actuelle rébellion, il s'est écoulé quinze mois. Quinze mois au cours desquels M. Kabila a multiplié les erreurs et les provocations, rejetant un à un les soutiens politiques, diplomatiques, militaires, qui avaient fait de lui le maître imprévu du troisième plus grand pays d'Afrique subsaharienne.

Pourtant, malgré cette accumulation d'échecs, « l'homme qu'il fallait » que célèbrent les affiches de propagande gouvernementale n'est pas tout à fait devenu un nouveau Mobutu et rien ne permet d'assurer que le dénouement de la crise actuelle reproduira fidèlement le finale de la guerre civile de 1997. Le régime de M. Kabila peut se prévaloir de quelques succès. Il a réussi à stabiliser la situation monétaire et à maîtriser l'inflation, mais la production n'a pas vraiment repris. L'administration congolaise fonctionne mieux que la zaïroise, sans que les réformes profondes nécessaires à la reconstruction aient été entreprises. Les forces de sécurité, même si les cas de rackets se sont multipliés au fil des mois, n'en étaient pas encore arrivées à la prédation intensive qui caractérisait les FAZ du maréchal Mobutu.

Ces semi-réussites n'ont pas réussi à faire oublier le reste : l'interdiction des partis politiques, l'isolement international croissant et la misère dont personne ne voit la fin. Depuis qu'il s'est autoproclamé chef de l'Etat congolais, Laurent-Désiré Kabila a passé plus de temps à manœuvrer entre les différentes factions qui l'ont porté au pouvoir qu'à œuvrer à la reconstruction du pays, sans cesse invoquée, jamais mise en œuvre.

CAMOUFLAGE RWANDAIS

Il n'est pas certain que cette impuissance soit le seul fait de M. Kabila. Les circonstances de son arrivée à la tête de la rébellion – à l'automne 96 – n'ont toujours pas été exactement établies. La volonté du Front patriotique rwandais, au pouvoir à Kigali, était à l'époque de trouver aux militaires banyamulenges et rwandais une figure de proue zaïroise qui ne fût pas tutsie. On pouvait ainsi camoufler une opération purement rwandaise – neutraliser les milices extrémistes hutues qui opéraient au Rwanda à partir des deux Kivu zaïrois – en guerre civile zaïroise. Les militaires rwandais avaient probablement sous-estimé deux facteurs : la volonté de tout un sous-continent de voir partir Mobutu Sese Seko et le formidable appétit de pouvoir de Laurent-Désiré Kabila.

A l'intérieur du Zaïre, une fois l'AFDL constituée et sa volonté de prise du pouvoir proclamée, les rebelles ont bénéficié d'une complicité généralisée dans toutes les couches de la population et en particulier dans l'armée mobutiste qui n'a presque jamais combattu les rebelles mais a souvent trahi son maître. M. Kabila a réussi aussi à mobiliser derrière lui des forces qui, a priori, n'avaient aucune sympathie pour la cause de Kigali et des Banyamulenges, guerriers maï maï de l'extrême Est, gendarmes katangais.

Sur le plan international, le vieux guérillero a déclenché le même effet d'avalanche. Outre ses commanditaires originels, Ouganda et Rwanda, il a réussi à s'attirer la sympathie de pays aussi différents que la Zambie (qui le considère, en tant que Katangais, comme un voisin recommandable) ou l'Angola du président Dos Santos, trop heureux de contribuer à la chute du maréchal Mobutu qui, vingt ans durant, avait aidé l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola de Jonas Savimbi, l'ennemi mortel du régime de Luanda.

Fort de son expérience de chef de guérilla, négociant en matières précieuses, M. Kabila avait réussi également à trouver des sources de financement propres (ce qui lui permettait de dépendre moins de Kigali et de Kampala), en signant des contrats avec des sociétés occidentales au fur et à mesure qu'il libérait des régions minières.

Il en allait des politiques et des militaires comme des industriels : M. Kabila a maintenu cette coalition à coup de promesses, forcément contradictoires. A peine l'avion du maréchal agonisant eut-il quitté Gbadolite que le nouveau maître du Congo a commencé à rompre ses alliances. D'abord en bâillonnant, puis en embastillant l'opposition politique au maréchal Mobutu, se privant ainsi d'un soutien intérieur et s'attirant les critiques des puissances occidentales. Puis en revenant sur certains contrats miniers, ce qui a immédiatement découragé d'éventuels investisseurs.

Militairement, le processus a été plus lent. Dans les semaines qui ont suivi son entrée à Kinshasa, M. Kabila a laissé les troupes rwandaises pénétrer très loin à l'intérieur du pays afin qu'elles puissent massacrer les milices interhamwe et les réfugiés hutus qu'elles avaient pris en otage. Mais au fil des semaines, il est apparu clairement que M. Kabila entendait d'abord amoindrir puis éliminer toute influence rwandaise au sein de son équipe. Les militaires banyamulenges et rwandais ont été remplacés par des proches du chef de l'Etat. Au gouvernement, on a assisté à l'irrésistible ascension d'hommes comme Gaëtan Kakudji, Katangais longtemps exilé en Belgique et parent de M. Kabila, au détriment d'hommes comme Deogratias Bugera, qui avait été gouverneur du Nord-Kivu au début de la rébellion.

RUSES POLITIQUES

Face aux difficultés immenses qui l'attendaient à Kinshasa, M. Kabila a eu recours à toutes les ruses de la vieille politique africaine. En bâtissant un pouvoir clanique dont le clan s'estime non pas détenteur mais propriétaire, en revenant à des pratiques de parti unique et d'endoctrinement presque partout abandonnées sur le continent, en remettant au goût du jour un discours économique autarcique qui a fait tant de ravages, de la Guinée à la Tanzanie, M. Kabila s'est comporté comme s'il venait de réussir un coup d'Etat en 1965.

Pour les alliés du nouveau maître du Congo, il fallait procéder à une rectification. Le Rwanda était particulièrement pressé. D'une part, les attaques des milices hutues génocidaires à partir du Congo se sont multipliées ; d'autre part, l'hostilité croissante de M. Kabila à l'égard de Kigali bloquait toute perspective d'ouverture économique du Rwanda en direction non seulement des deux Kivu (où vit une importante minorité rwandophone) mais aussi du Congo central. Le nord du pays sert désormais de base arrière à une rébellion ougandaise bien plus virulente que du temps de Mobutu Sese Seko, ce qui a décidé Kampala à se retourner contre M. Kabila, qui passait pourtant pour un proche du président ougandais Yoweri Museveni.

Pour l'instant, les succès de l'opération anti-Kabila sont essentiellement dus au savoir-faire militaire des officiers tutsis, banyamulenges ou rwandais. Succès qui reste sans contrepartie politique claire.

En face, M. Kabila tente, enfin, de donner une base politique et populaire à son pouvoir. Mais il utilise pour cela la plus toxique des méthodes en attisant la xénophobie et les divisions ethniques, en encourageant la chasse aux Tutsis, en recrutant des enfants, afin de les placer en travers de la route de soldats professionnels.

Thomas Sotinel

L'Angola observe une neutralité de façade

APRÈS LE RWANDA et l'Ouganda, *l'Angola a-t-il lâché, à son tour*, Laurent-Désiré Kabila ? Alors que le sort de son ancien allié se joue dans des combats à ses frontières, Luanda continue d'afficher sa *neutralité*. Au moment où la capitale de la République démocratique du Congo (RDC) est menacée par les rebelles, la réserve affichée par l'Angola revient à se faire le complice des ennemis de M. Kabila, incapable de leur résister sans aide extérieure.

Devant l'accélération des événements en RDC, le président José Eduardo Dos Santos a écourté son séjour au Brésil et les troupes angolaises ont été mises en alerte dans l'enclave de Cabinda, proche des zones de combats. L'ancienne colonie portugaise constitue une puissance *régionale* incontournable, dotée d'une des meilleures armées du continent, et elle n'est pas indifférente au sort de l'ex-Zaïre. Elle l'a prouvé en jouant un rôle décisif *dans la prise de pouvoir de M. Kabila*, en mai 1997. C'est grâce aux troupes angolaises que les forces rebelles opposées au maréchal Mobu*tu Sese Seko avaient pu marcher sur* Kinshasa et contraindre le dictateur à l'exil. Les « gendarmes » katangais, une des composantes essentielles de l'armée de M. Kabila, avaient servi dans les forces angolaises avant de rejoindre le tombeur de Mobutu.

BASE ARRIÈRE

En prenant ses distances avec le Rwanda et l'Ouganda, M. Kabila aurait pu rééquilibrer ses alliances, en resserrant les liens avec l'Angola. Mais comme le Rwandais Paul Kagamé et l'Ougandais Yoweri Museveni, *M. Dos Santos n'a jamais* caché sa déception et son mécontentement à l'égard de M. Kabila. En favorisant la chute du maréchal Mobutu, les alliés régionaux de son tombeur souhaitaient avant tout se débarrasser de rébellions utilisant le territoire de l'ex-Zaïre comme base arrière. M. Kabila *s'est avéré incapable* de remplir cette mission.

Il s'est tout particulièrement attiré la rancœur de Luanda par son incapacité à chasser de la RDC l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita). Malgré tous les avertissements de Luanda à Kinshasa, l'ancienne rébellion de Jonas Savimbi continue de se servir de la RDC comme d'un sanctuaire dans sa lutte contre le régime de M. Dos Santos. *Les ennuis* de M. Kabila interviennent d'ailleurs à un moment où les combats reprennent, dans le nord de l'Angola, entre *forces gouvernementales* et troupes de l'Unita. Dans ce contexte, la tentation est grande pour Luanda de lâcher M. Kabila afin de pouvoir priver l'Unita d'une de ses bases de repli, quitte pour les troupes angolaises à aller ultérieurement y faire le ménage elles-mêmes.

Pour l'instant, l'Angola se contente officiellement d'une neutralité bienveillante à l'égard de la rébellion anti-Kabila. Il fait sans doute partie des pays que les insurgés *ont contactés avant le* déclenchement de leur mouvement afin d'obtenir leur « *accord implicite* ». Il semble peu probable que les rebelles *et leurs alliés aient envoyé* des troupes aussi près de la frontière angolaise sans en avertir Luanda. Rien n'interdit d'ailleurs de penser que l'Angola pourrait aller plus loin. Comme lors de la chute du maréchal Mobutu, l'éventuel soutien logistique ou militaire de Luanda à la rébellion anti-Kabila constituerait en tout cas un facteur décisif.

Frédéric Chambon

La Russie est victime d'une crise bancaire qui a fait dangereusement chuter le rouble

Un climat alourdi par les déclarations de Boris Eltsine

Les banques russes, confrontées à un manque aigü de liquidités, ont peine à faire face à leurs lourds engagements. Dans l'espoir d'éviter la panique, la Banque centrale a commencé à renflouer certains établissements. Cette crise pèse sur le rouble qui a chuté. Les autorités sont réticentes à dévaluer, craignant une déroute du système bancaire. Mais certains experts estiment la dévaluation du rouble inévitable.

MOSCOU
de notre correspondante

« Le rouble est tombé », titrait, samedi 14 août, le quotidien russe des affaires *Kommersant*, en publiant à la « Une » la photo d'une enseigne *de changeur moscovite réclamant* huit roubles pour un dollar. Alors que son cours, tel qu'établi chaque jour par la Banque centrale, était vendredi de 6,3 roubles, c'est-à-dire au plancher du corridor officiel. Un guichet du centre de Moscou, ville assoupie en cette période de vacances, a pourtant offert à quelques clients, samedi matin, d'échanger un maximum de 100 dollars à un taux de 6,82 avant de fermer boutique. D'autres guichets faisaient de même ou demandaient de revenir *« plus tard »*, les rares clients paraissant plus désorientés qu'affolés.

Les premiers signes de la crise bancaire étaient en effet apparus pour la première fois la veille dans la rue, après un nouveau « jeudi noir » sur les marchés. La Banque centrale, dans l'espoir d'éviter la panique, a annoncé vendredi qu'elle avait commencé à renflouer *« certains »* établissements, après avoir limité, mercredi, leur accès aux dollars. Elle a *affirmé avoir injecté* jeudi dans le système bancaire près de 680 millions de roubles de crédits Lombards, qu'elle prenait *« sous strict contrôle quotidien »*. Seule la banque SBS-Agro fut officiellement citée au nombre des *« banques saines »* dignes d'être soutenues.

Une série de prestations télévisées confuses de Boris Eltsine, réapparu vendredi pour affirmer à son tour qu'il n'y *« aura pas de dévaluation en Russie »*, ont de plus alourdi le climat politique du pays. Ses grands argentiers, le président de la Banque centrale, Iouri Doubinine et le représentant présidentiel auprès des créditeurs étrangers, Anatoli Tchoubaïs, interrompaient le même jour les vacances qu'ils avaient ostensiblement prises la semaine *dernière dans le but avoué* de tenter de *« calmer les marchés »*...

« PANNE D'ORDINATEUR »

Une série de grandes banques russes servant les particuliers, dont SBS-Agro et Most-Bank, ont commencé, vendredi, à limiter les retraits en dollars. Leurs responsables expliquaient, rapporte la *presse, que les déposants devaient* faire une demande écrite préalable afin qu'ils puissent en justifier auprès de la Banque centrale. D'autres, comme la banque Impérial, qui a interrompu vendredi ses opérations courantes, parlaient de *« panne d'ordinateur qui serait réparée lundi »*...

Officiellement, on parle d'une *« crise de liquidités »* des banques russes. Mais tous les experts soulignaient depuis des mois leur fragili*té sytémique dûe à de lourds engagements*. Notamment vis-à-vis de banques *étrangères*, allemandes avant tout, mais aussi françaises et autres. Leurs actifs ont maintenant fondu, car ils étaient composés pour une grande part d'euro-obligations, d'actions russes (en chute de 70 % depuis le début de l'année) et surtout de Bons du Trésor (GKO), désormais dévalorisés. Mais surtout, les banques doivent assurer les échéances des remboursements en dollars aux investisseurs étrangers de prêts en roubles, conclus avant le début de la crise financière russe en octobre dernier. Ces échéances commencent à tomber, même si leur point critique se situe à *la* mi-octobre. Les engagements représenteraient parfois le double, *voire le triple des actifs*, estimés avant la crise, des banques en question, dont certaines très renommées.

Cette extrême fragilité des banques russes serait la cause principale du refus des autorités, réaffirmé encore vendredi, d'envisager une dévaluation du rouble. Le ministre des finances, Mikhaïl Zadornov avouait dès le mois de juin *qu'une dévaluation, même limitée* à moins de 30 %, causerait la faillite des quelque 1 500 banques russes actuelles, *« sauf une trentaine des meilleures »*. Les experts étaient beaucoup plus pessimistes, affirmant que toutes seraient touchées. A commencer par la Sberbank, une banque d'Etat, qui est de loin le plus gros des établissements russes car elle draîne le gros des dépôts des particuliers, ainsi que des GKO. Elle aussi avait commencé vendredi à li*miter les retraits à 100 dollars. La* Banque centrale est elle-même *« virtuellement en faillite »*, malgré ses réserves actuelles de quelques 16 milliards de dollars, comme l'affirmait vendredi un analyste occidental sous le sceau de l'anonymat. Il estimait une dévaluation quasi inévitable.

Cette situation explique donc pourquoi le président Bill Clinton a trouvé le temps, malgré ses propres problèmes, de passer quarante minutes à téléphoner vendredi à Boris Eltsine. Son porte-parole Michael McCurry a indiqué que les deux présidents avaient évoqué les perspectives d'une dévaluation du rouble, précisant qu'il ne pouvait commenter plus avant. Il est pourtant difficile d'imaginer le président russe *capable de* tenir une *telle* discussion soutenue. Vendredi, parlant de nouveau avec difficulté et force gestes, il avait publiquement affirmé qu'il prolongeait ses vacances, puis qu'il allait se remettre au travail. Samedi, on annoncait qu'il restait en vancances, mais *« près de Moscou »*.

Boris Eltsine s'est aussi lancé dans une critique de son ministre *de l'économie Iakov Ourinson*, un libéral objet d'une nouvelle cabale de l'opposition communiste et de certains proches du président. *« Il ne comprend rien à l'économie réelle, il retarde, il a passé sa vie dans un laboratoire... »* L'ancien ministre des finances, Evgueni Iassine, unanimement respecté pour ses compétences mais récemment congédié, a expliqué que le président *« confondait sans doute »* M. Ourinson avec lui-même. M. Iassine, *contrairement à M. Ourinson* (issu du « Gosplan » soviétique), a en effet travaillé, *lui*, « en laboratoire ». Ce qui est considéré comme l'insulte suprême par tous les tenants d'un retour à l'économie administrée, dont les premiers signes percent avec la crise qui s'étend.

Sophie Shihab

Lire aussi page 11

L'Iran s'en prend aux talibans et aux Etats-Unis

Téhéran dénonce également la position pakistanaise. La France dépêche un émissaire auprès des pays soutenant les nouveaux maîtres de l'Afghanistan

L'IRAN a sensiblement haussé le ton, vendredi 14 août, envers les talibans, le ministre des affaires étrangères, Kamal Kharazi, dénonçant la *« fausse image »* de l'islam qu'ils véhiculent et l'ancien président Ali Akbar Hachémi Rafsandjani leur lançant un sévère avertissement.

« Les talibans (...) sont une menace pour la stabilité de toute la région, donnent une image tronquée de l'islam et violent (...) les droits humains, en particulier ceux des femmes », a déclaré M. Kharazi, qui était en visite au Turkménistan, et dont les propos ont été rapportés par l'agence officielle iranienne Irna. De son côté, dans un prêche à l'université de Téhéran à l'occasion de la prière du vendredi, M. Rafsandjani a averti les talibans et *« ceux qui les soutiennent »* que l'Iran *« ne tolérera pas l'insécurité et les complots à ses frontières »*.

L'Iran *« fait preuve de retenue face aux talibans »*, a encore dit l'ancien chef de l'Etat, qui préside actuellement le Conseil de discernement, la plus haute instance d'arbitrage et de décisions stratégiques du régime. *« Nous nous retenons, mais qu'ils* [les talibans] *sachent que nous ne tolérerons pas l'insécurité et le trafic de drogue à nos frontières. »* A ses yeux, les talibans sont des *« irresponsables »*, qui cherchent *« à propager un islam complètement déformé »*.

Plusieurs centaines d'intégristes se sont rassemblés après la prière du vendredi devant l'ambassade du Pakistan à Téhéran pour condamner le *« soutien »* d'Islamabad et des Etats-Unis à la milice *« fanatique et médiévale des talibans »*, et demander la libération des ressortissants iraniens. Pour les manifestants, en majorité des membres du groupe Ansar-Hezbollah, et parmi lesquels se trouvaient plusieurs jeunes réfugiés afghans, *« le Grand Satan américain doit savoir que les musulmans se vengeront de lui pour son soutien aux talibans et aux crimes qu'ils commettent en Afghanistan »*.

GAZODUC PRÊT À ÊTRE CONSTRUIT

De Novgorod, où il se trouvait vendredi, le président russe Boris Eltsine a déclaré que *« la menace (...) de la part des talibans, qui s'approchent des frontières sud de la Communauté des Etats indépendants, existe »*, mais la Russie, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan sont décidés à *« empêcher les talibans de passer la frontière »*. Pour le Turkménistan, l'évolution de la situation en Afghanistan ne remet pas en cause le calendrier de construction d'un gazoduc devant relier son territoire au Pakistan *via* le territoire afghan. Les travaux de construction sont supposés commencer avant la fin de 1998.

La France a dépêché un émissaire en Arabie saoudite, dans les Emirats arabes unis et au Pakistan pour discuter de la situation politico-militaire en Afghanistan. Ancien ambassadeur de France en Iran et au Pakistan, Pierre Lafrance a également été chargé de demander à ces pays, ayant des *« liens privilégiés »* avec les talibans, *« d'exercer des pressions »* pour permettre aux organisations humanitaires de retourner dans ce pays, a indiqué le ministère des affaires étrangères. – *(AFP, Reuters.)*

Une Chine rurale abattue et fataliste face aux inondations

JIAYU
(Province du Hubei)
de notre envoyé spécial

La route vers Jiayu file entre les rizières et le Yang-tseu, invisible derrière le haut rempart de terre qui fait office de digue. Le soleil miroite sur la surface des étangs en crue et des champs inondés à perte de vue. En quête de fraîcheur, des routiers y font trempette après avoir garé sur le bas-*côté leur camion chargé de bois* ou de conserves. Accroupis sous des parapluies plantés dans l'herbe, les guetteurs civils mobilisés par les autorités patientent, l'oeil rivé sur la ligne des eaux.

REPORTAGE

« Si c'est une décision des autorités, alors ce doit être pour éviter des catastrophes plus grandes »

Situé à cent cinquante kilomètres au nord de Wuhan, le district de Jiayu est le *« premier front »* où se mène le combat de l'Armée populaire de libération (APL) contre les inondations qui ravagent la province du Hubei. Ici, la détresse est palpable et tranche avec l'atmosphère de relative sécurité régnant à Wuhan. La route est encombrée de paysans sans abri, chassés de leur villages immergés. Coiffés de chapeau de paille, le visage cuivré par le labeur, ils errent en petite colonnes au milieu des tracteurs, charrettes à bras, des buffles, des cochons et des poules. Des camps de fortune, bric-à-brac de toile et de bois, sont installés en contrebas. C'est l'heure de la préparation du dîner : un responsable distribue des rations de poisson.

Dans la cour d'une école, on aperçoit une voiture de police garée. Le bâtiment a été réquisi*tionné pour reloger des villageois*. Ils s'entassent dans des misérables chambrées. Les plus fatigués sont allongés sur des lit de bois. Ils ont à peine le temps de raconter leur malheur – les champs de céréales engloutis, l'élevage de poulets noyés – que deux responsables en civil font irruption et mettent un terme à la conversation. Ils requièrent des documents, des accréditations, des laissez-passer. Le plus ombrageux du tandem, un *petit gros* boudiné dans un maillot de corps, s'éponge en permanence le front, perlé de sueur. La tension finit par retomber, une fois expliqué tout l'intérêt de témoigner au *« peuple français solidaire »* des souffrances des campagnes chinoises.

Dans la fabrique de coton voisine, le dialogue est plus aisé. Les trois cents paysans hébergés sont seuls. Leur village, Zhongbao, a été endeuillé par la disparition de trente-deux habitants. *« On a tout perdu »*, s'écrie une femme en pointant du doigt sa chemise, le *« seul bien »* qui lui reste. *« Nos maisons sont détruites*, continue-t-elle, *et on n'a pas d'argent pour les reconstruire. »* Mais l'humeur n'est pas à la colère. C'est l'abattement et le fatalisme qui se lisent sur les visages.

Dehors, la circulation est rendue fébrile par le passage en trombe de convois d'officiels, claquemurés dans de rutilants 4 x 4 aux vitres fumées. Indifférente à l'agitation alentour, une paysanne d'une cinquantaine d'années clopine en bord de route. Zhang Huimei rejoint son campement provisoire. *Souriante malgré les* épreuves, elle raconte comment son village, Hongxing, a été inondé. *« C'était la nuit du 1er août, vers huit heures et demie du soir. Je dormais quand on m'a réveillée brutalement pour m'informer que la digue voisine de Paizhou avait éclaté. Il fallait quitter les lieux immédiatement. J'ai eu à peine le temps d'emmener avec mois quelques réserves de céréales et un peu d'argent. »* A titre d'indemnités, elle reçoit maintenant 25 yuans (20 francs) par jour de la part du gouvernement qui, en outre, la nourrit gratuitement.

« RÉSISTANCES » DE VILLAGEOIS

Zhang Huimei pèse soigeusement ses mots. Elle ne dira pas si la digue a cédé sous la pression des flots ou si elle a été dynamitée par les autorités. Elle dit l'ignorer. *« Si c'est une décision des autorités, alors ce doit être pour éviter des catastrophes plus grandes. »* Un autre réfugié rencontré en bord de route, le jeune Xiao Wang, cultivateur et pêcheur d'anguilles, pense pour sa part que le désastre est d'origine naturelle. *Mais il admet* que l'évacuation de son village, Huakou, a recontré des *« résistances »* de la part de certains habitants, confirmant ainsi les échos sur les multiples tiraillements ayant marqué la retraite de certaines localités.

L'après-midi touche à sa fin. Un voile couleur de plomb se dépose sur les étangs en crue. Les paysans ramènent vers leurs camps de fortune les buffles à la démarche zigzagante. On ne voit toujours pas le Yang-tseu, « ennemi » si proche mais tenu en lisière par la haute digue, hors d'atteinte des regards. Sur la crête de la fortification, des unités de l'Armée populaire de libération se préparent à une nouvelle nuit de veille. Orgueilleusement fichés dans la terre meuble, des drapeaux rouge vif claquent au vent.

Frédéric Bobin

Nouvelles destructions de digues envisagées

Les autorités chinoises envisageaient, samedi 15 août, de détruire des digues le long d'un affluent du Yang-tseu, la rivière Han, à une centaine de kilomètres au sud-ouest de Wuhan, afin de protéger le centre industriel. A Wuhan, le niveau du fleuve s'est abaissé d'un centimètre mais continue de provoquer des alertes régulières.

Dans le nord-est de la Chine, le champ pétrolier de Daqing, qui assure près d'un tiers de la production nationale, est partiellement inondé depuis la rupture, survenue vendredi, d'une digue importante, sur 500 mètres du cours de la rivière Nen. Quelque 155 puits de pétrole ont été fermés et 20 000 habitants ont été évacués de leurs villages.

Enfin, l'agence semi-officielle China News Service a indiqué que 78 personnes avaient trouvé la mort, le 7 août, dans la rupture d'une digue à Jiujiang, sur le Yang-tseu, en aval de Wuhan. Les témoins avaient fait état de plusieurs milliers de disparus et les autorités s'étaient élevées contre la publication de cette information par la presse étrangère. – ***(AFP, Reuters.)***

La « feuille noircie » d'un réfugié kosovar

ULCINJ (Monténégro)
de notre envoyé spécial

Idriz Berisha passe la main dans ses cheveux, frotte ses yeux rougis par la fatigue et les larmes. *« Quand retournerai-je chez moi, au Kosovo ? »*, demande-t-il. Idriz est un artiste peintre qui a suivi jadis des cours au Louvre. L'été venu, il esquissait le portrait des touristes *dans les rues de Ulcinj, au sud du* Monténégro, *« pour le plaisir et pour gagner quelques sous »*. Cette année, Idriz n'a ni feuille ni crayon. Il rôde autour de la mairie, observe les 200 ou 300 Albanais qui affluent chaque jour, espérant reconnaître un visage et collecter quelques informations sur le Kosovo. *« Je pourrais coucher sur le papier les traits de ces gens-là, mais il y a tant de gravité et de malheur que la feuille serait noircie. C'est devenu la couleur de mon pays »*, dit-il.

REPORTAGE

Ulcinj draine aujourd'hui les réfugiés comme elle attirait autrefois les touristes

Idriz a tout perdu, sa maison, qui a brûlé, mais aussi son atelier et les trente-cinq tableaux qui représentaient l'oeuvre de sa vie. *« Lorsque les Serbes se sont approchés le 2 août de notre village de Dobrovoda* [région de la Drenica au centre du Kosovo], raconte-t-il, *j'ai dit à mon fils d'attacher la remorque au tracteur et de partir avec toute la famille. Je me suis caché dans la forêt pendant trois jours et j'ai regardé. Ceux de l'UCK* [Armée de libération du Kosovo] *ont résisté un peu et puis ils ont filé. Ensuite, les Serbes ont tout pillé et ils ont mis le feu à chaque habitation. Je n'ai quitté ma cachette que lorsque mon atelier n'a plus été qu'un tas de cendres. J'ai éprouvé plus de douleur en voyant mes peintures partir en fumée qu'en observant les flammes s'élever au-dessus de ma maison. On peut reconstruire une maison, pas une œuvre. »*

L'exil forcé de Idriz Berisha l'a naturellement conduit à Ulcinj, grosse bourgade de 11 000 habitants près de la frontière avec l'Albanie. A 80 % albanaise, avec à sa tête un maire albanais, Ulcinj draine aujourd'hui les réfugiés comme elle attirait autrefois les touristes. Les Kosovars, qui ont tous au moins un parent proche résidant à Ulcinj, y descendaient dès juillet. Ces mêmes Kosovars sont venus plus nombreux cette année et dans un état d'esprit tout autre. 10 000 s'y sont déjà installés, sur les quelque 30 000 Albanais du Kosovo qui ont fui vers le Monténégro. *« Ils viennent ici parce qu'ils connaissent bien la ville. Ils savent qu'elle avait suffisamment d'habitations privées pour absorber des milliers de touristes, donc potentiellement autant de réfugiés. On leur a ouvert les portes, la population s'est mobilisée pour leur porter secours, mais on frôle l'asphyxie »*, commente Tahir Pereziqi, un élu municipal chargé des affaires sociales.

Les pelouses de la mairie se muent la nuit tombée en un dortoir à ciel ouvert. Enfants, femmes, vieillards épuisés par des jours de marche s'endorment là, à même le sol, tandis que les hommes partent à la recherche d'un hypothétique logement. *« Dans un premier temps, la population a répondu spontanément à notre appel. Les habitants se déplaçaient et proposaient une chambre à une famille. Ils commencent à comprendre que cette situation va durer et que ces gens n'ont pas le sou. Ce ne sont plus des touristes, ce sont des personnes qui ont tout perdu »*, poursuit Tahir Pereziqi. Certains tentent de franchir la frontière avec l'Albanie, puis de monter dans un bateau pour l'Italie. La plupart envisagent de passer l'hiver à Ulcinj en attendant des jours meilleurs. *« Les conditions de vie ici ne seront pas pires qu'au Kosovo. L'hiver, là-bas, sera terrible, nous n'avons pas pu assurer les récoltes et couper du bois. Ici, nos familles sont en sécurité, elles ne mourront pas de faim. Nous les hommes, nous repartons nous battre avec l'UCK. Les Serbes croient qu'ils ont gagné, mais ils se trompent. On est parti mais on revient déjà. C'est notre tactique de combat. On se replie et on réattaque »*, lâche Dinos, originaire de Klina.

Sur la côte monténégrine, la saison touristique bat son plein. Les Belgradois investissent les plages et les terrasses de café. Réfugiés du Kosovo et touristes serbes se côtoient, s'ignorent, s'évitent. On identifie les premiers à leurs vêtements élimés, les seconds à un bronzage impeccable. Idriz Berisha pense qu'il y aurait là matière à peindre une fresque. S'il retourne un jour au Kosovo, il se rendra dans l'église de Klina. Un de ses portraits de Mère Teresa y est accroché. Il espère qu'il lui redonnera le goût de peindre.

Christian Lecomte

Les négociations toujours dans l'impasse

Les négociations sur la crise du Kosovo, interrompues par les Albanais, fin mai, en raison d'opérations serbes dans la province, sont toujours en suspens. Jeudi, le leader des Albanais du Kosovo, Ibrahim Rugova, a désigné une équipe de cinq négociateurs dirigée par M. Agani, l'un de ses plus proches collaborateurs. Elle ne comprend cependant pas de ***représentants de l'Armée de libération*** **du Kosovo (UCK). Après de longues** ***semaines d'hésitations,*** **l'UCK a désigné, jeudi également, six** ***représentants politiques*** **et a demandé à Adem Demaçi, président du** ***Parti parlementaire*** **du Kosovo (PPK) et principal rival de M. Rugova, de prendre leur tête. –** ***(AFP.)***

هكذا من الأصل

Bill Clinton pourrait admettre avoir eu un « contact » sexuel avec Monica Lewinsky

Le président américain ferait une déclaration télévisée lundi 17 août

D'après l'hebdomadaire *Time*, le président Clinton a réservé un temps d'antenne sur les principaux réseaux de télévision, lundi soir 17 août, après son audition sur l'affaire Lewinsky, au cours de laquelle il doit répondre, depuis la Maison Blanche, aux questions d'une chambre populaire de mise en accusation. Le *New York Times* croit savoir que M. Clinton reconnaîtra avoir eu un *« contact »* sexuel avec Mlle Lewinsky. *(Lire notre éditorial page 9.)*

LE PRÉSIDENT américain Bill Clinton pourrait admettre avoir eu un *« contact »* sexuel, y compris bucco-génital, avec l'ancienne stagiaire de la Maison Blanche Monica Lewinsky, lors de son audition, lundi 17 août, par une chambre populaire de mise en accusation *(Grand Jury)*, écrivait, vendredi 14 août, le *New York Times*. Bill Clinton et son proche entourage étudient la stratégie qui consisterait à reconnaître un certain comportement sexuel, sans s'écarter du témoignage fait par le président en janvier, indique le quotidien qui cite de hauts conseillers ayant requis l'anonymat.

Dans ce témoignage du 17 janvier, effectué à la demande des avocats de Paula Jones, une jeune femme de l'Arkansas qui le poursuivait pour harcèlement sexuel, M. Clinton avait affirmé n'avoir jamais eu de relation sexuelle avec Monica Lewinsky. Selon la stratégie en cours de discussion, Bill Clinton expliquerait son précédent témoignage par une définition des relations sexuelles qui n'incluait pas, selon les conseillers du président, les rapports bucco-génitaux. Les discussions sur la stratégie à adopter se poursuivent.

D'après un sondage Gallup pour le journal *USA Today* et la chaîne de télévision CNN, 60 % des Américains pensent que M. Clinton devrait démissionner s'il devait mentir sous serment, lundi, devant ce *Grand Jury* – qui, grâce à un circuit vidéo, entendra le président répondre à partir de 13 heures aux questions du procureur indépendant Kenneth Starr. Mais 71 % affirment qu'ils continueraient à lui faire confiance s'il admettait avoir eu des rapports sexuels avec l'ancienne stagiaire de la Maison Blanche.

LES RISQUES ENCOURUS

Trois quarts des Américains – 73 % – pensent que Bill Clinton a bien eu des rapports sexuels de quelque sorte avec Mlle Lewinsky et 65 % estiment qu'il a menti sous serment à ce propos, lors de l'instruction de l'affaire Paula Jones (celle-ci sera finalement déboutée de sa plainte par un tribunal de l'Arkansas).

Que risque M. Clinton ? Si les allégations de mensonge, voire d'obstruction à la justice ou subornation de témoins sont clairement démontrées, le procureur Starr, en vertu de la loi ayant créé la fonction de « procureur indépendant » en 1978, doit envoyer un rapport au Congrès à partir du moment où il découvre *« toute information substantielle et crédible (...) qui pourrait conduire à une destitution* [impeachment] ». C'est au Congrès de décider s'il y a là *« trahison, corruption, ou autres crimes et délits »* qui, selon la Constitution, justifient une destitution.

Plusieurs hypothèses sont alors possibles :

– la commission judiciaire de la Chambre des représentants rejette les accusations, estimant insuffisants les éléments à charge collectés par le juge Starr ;

– la commission estime les accusations fondées. Elle tient des auditions sur la question avant de rendre son avis et vote pour transmettre le dossier à la Chambre tout entière. Après étude du dossier, la Chambre vote ou non pour recommander la destitution du président au Sénat. Présidée par le principal juge de la Cour suprême, la Chambre haute joue alors un rôle de tribunal pour décider – ou non – à une majorité des deux tiers des sénateurs présents s'il convient de *« destituer »* le président. Une telle procédure prendrait selon les experts, au total, de six mois à un an ;

– le Congrès peut aussi voter une motion de censure ou une réprimande contre le président sans pour autant exiger son départ.

Les Clinton, devant déjà à leurs avocats 6 millions de dollars pour l'affaire du scandale financier Whitewater et l'affaire Lewinsky, un fonds spécial a été créé. Il a recueilli, en moins de six mois, plus de 2 millions de dollars (près de 12 millions de francs), largement en provenance d'Hollywood. La chanteuse Barbra Streisand, l'acteur Tom Hawks, le cinéaste Stephen Spielberg et d'autres personnalités du monde des spectacles ont apporté des contributions de 10 000 dollars chacun. – *(AFP.)*

Kenneth Starr ou la vestale du conservatisme revanchard

WASHINGTON
de notre correspondant

Tel le capitaine Achab qui rencontre son destin en plantant un harpon dans le dos de Moby Dick,

PORTRAIT
Un homme de discipline, parfaitement insensible à son impopularité

le sort de Kenneth Starr est inséparable de celui de Bill Clinton. Si le 42e président des Etats-Unis est convaincu de forfaiture, son tourmenteur entrera dans l'Histoire de l'Amérique comme l'auxiliaire d'une justice intraitable, voire déboussolée. Si, une fois encore, le *come back kid* en réchappe, le magistrat ne se lavera pas d'une réputation de sectarisme. Dans le roman de Herman Melville, le héros poursuit une quête fanatique pour capturer un cétacé qui incarne pour lui le Mal absolu. Le procureur indépendant, lui, est enfiévré d'une obsession : sa « baleine blanche », c'est une conception personnelle et intransigeante de la vérité.

La littérature foisonne de personnages à qui l'homme qui s'est juré de purger la Maison Blanche du mensonge et de l'amoralisme peut être comparé. Il y a chez lui l'implacable détermination de ceux pour qui la fin justifie toujours les moyens. Starr, c'est ausi bien Javert, l'inspecteur sans pitié des *Misérables* qui rêve de renvoyer Jean Valjean au bagne, mais plus encore cet autre avocat légaliste aux principes rigides, Robespierre. Curieusement, Bill Clinton et Kenneth Starr ont des traits communs, ou plutôt leurs trajectoires, au lieu d'être antagonistes, auraient pu être parrallèles.

Tous deux sont nés dans une petite localité du Sud (le président en Arkansas, le procureur au Texas), à peu près à la même époque (ils ont, respectivement, cinquante-deux et cinquante et un ans), et dans des milieux également modestes. Ils ont suivi les mêmes études juridiques (Bill Clinton à Yale, Kenneth Starr à Duke University), et sont devenus de brillants sujets, avant que leurs choix politiques et leur carrière ne les séparent, radicalement. Désormais de part et d'autre d'un champ de bataille judiciaire et politique, la personnalité de l'un est le négatif de celle de l'autre. Bill Clinton est foncièrement un hédoniste, un instinctif-charmeur qui a un besoin viscéral de plaire. Magistralement doué pour le pouvoir politique, son talon d'Achille est son appétit boulimique de la vie.

C'est, comme l'a justement décrit Richard Bernstein, du *New York Times*, un éternel *« président ado »*, sans doute aussi un homme d'Etat léger, pour qui la distinction entre les devoirs et les privilèges de sa charge s'est peu à peu estompée, et qui a développé un dangereux sentiment d'invulnérabilité. « Ken » Starr, lui, est une sorte de chevalier teutonique, un moine-soldat du conservatisme égaré dans une Amérique dont il exècre une certaine permissivité des moeurs, et que Bill Clinton, selon lui, incarne. Certes, ce « procureur indépendant », en dépit de son titre, n'a rien d'apolitique : ses attaches avec l'aile la plus radicale du Parti républicain, son affiliation à la Federalist Society, qui regroupe avocats et juges conservateurs, l'attestent.

Mais ses convictions politiques ne sont pas son ressort essentiel : outre que son professionnalisme est reconnu par ses pairs, on ne peut comprendre le personnage sans tenir compte du caractère moral de son combat. C'est, fondamentalement, un homme habité d'« une mission » et pénétré de son devoir. Comme le président, ce fils d'un pasteur de l'Eglise du Christ est un adepte du jogging. A cela près qu'il interrompt parfois sa course pour chanter des hymnes. Il lit la Bible tous les matins, ne boit ni ne fume, et, dit-on, n'a jamais prononcé un juron. C'est un homme de discipline, un puritain, apparemment parfaitement insensible à son impopularité, qui est grande.

UNE INSTITUTION INCONTRÔLABLE

« On ne peut défier le temple de la justice », *« la vérité, toute la vérité, rien que la vérité »*, ou encore : *« Les faits, uniquement les faits. »* Voilà son leitmotiv, sa seule justification lorsqu'on l'accuse d'être partisan, de poursuivre un combat solitaire pour « faire tomber » le président, quitte à susciter des confidences d'alcôve, à intimider des témoins, bref à être le grand inquisiteur d'une justice revancharde.

Le procès des excès de Kenneth Starr est facile à instruire, mais il est juste de lui reconnaître des circonstances atténuantes : l'institution du « procureur indépendant » est devenue incontrôlable, mais elle est avant tout le produit d'une réforme que l'Amérique tout entière appelait de ses voeux.

Après que Richard Nixon, en octobre 1973, eut congédié Archibald Cox, procureur spécial trop consciencieux dans l'affaire du Watergate, il est apparu urgent de créer un corps de magistrats totalement indépendants de l'exécutif. Or c'est là où le bât blesse : la cour spéciale qui nomme ces procureurs solitaires ne disposant pas de l'autorité constitutionnelle pour en superviser l'action. Kenneth Starr pousse-t-il le zèle jusqu'à la caricature ? La chrysalide de la loi de 1978 créant de tels justiciers aux pouvoirs exorbitants a-t-elle engendré une sorte de « monstre » ? Probablement.



Pourtant, en 1994, en dépit de l'exploitation du scandale Whitewater, Bill Clinton sera le premier à souhaiter la prolongation pour cinq ans d'une législation devant *« permettre au travail du gouvernement d'aller de l'avant, avec la confiance des citoyens »*. Que l'intéressé soit peu à peu devenu un électron libre, que, *de facto* affranchi de la tutelle d'une hiérarchie lui laissant la bride sur le cou par crainte de se voir reprocher une chasse aux sorcières, il ait pu sans contrainte étendre indéfiniment son enquête, dépensant sans compter des millions de dollars au nom des contribuables, on ne peut qu'en convenir.

De là à dire qu'il s'agit d'*« un homme malfaisant »* qui *« recherche la boue »*, et dont les motivations ne seraient que *« politiques »*, comme l'a affirmé Hillary Clinton, c'est tomber dans les excès dont on l'acccuse. Or ceux-ci se suffisent à eux-mêmes. Dans l'affaire Paula Jones, cette jeune femme qui accusait Bill Clinton de harcèlement sexuel, le procureur a soumis les agents chargés de la sécurité de l'ancien gouverneur de l'Arkansas à un interrogatoire en règle sur la vie intime de leur patron, afin de démontrer que, dans ce domaine, M. Clinton est *« un récidiviste »*.

Dans l'affaire Whitewater, il n'hésitera pas à maintenir Susan McDougal (l'amie du couple Clinton) en prison pendant deux ans, parce que celle-ci refuse de coopérer à son enquête, c'est-à-dire à incriminer le chef de l'exécutif. Dans l'affaire Monica Lewinsky enfin, il demandera à un témoin, Linda Tripp, de se prêter à une véritable opération clandestine pour arracher les confidences de « Monica ». Se conduit-il dans tous ces épisodes comme un chasseur de primes, en marge de la justice ? Point du tout. Il a la loi pour lui, et ses méthodes à la hussarde, bien que dénotant un acharnement suspect, ont été employées par d'autres. L'homme est-il d'un bloc, protégé par une cuirasse sans défaut ? Non.

VA-TOUT

En février 1997, lassé d'une traque qui ne mène nulle part, il annonce tout de go qu'il accepte la chaire de doyen de la faculté de droit de l'université Pepperdine de Californie. Las ! Le principal bailleur de fonds de ce programme académique n'est autre que le millionnaire Richard Mellon Scaife, un adversaire acharné de Bill Clinton, soupçonné d'avoir soutenu financièrement l'un des rares témoins à charge contre le président dans le scandale Whitewater. Le département de la justice fait objection. De toute façon, chez les républicains, l'annonce du retrait de Kenneth Starr provoque un tollé.

Kenneth Starr se ravise, annonce que, tout bien réfléchi, son enquête est loin d'être achevée, et repart à la charge, avec une nouvelle et froide détermination. On veut qu'il aille jusqu'au bout ? Il ne décevra pas son public, quitte à jouer son va-tout, à prendre tous les risques : se souvient-il seulement que l'intransigeance de Savonarole le mena à l'excommunication ?

Laurent Zecchini

Des militants étrangers des droits de l'homme expulsés de Birmanie

BANGKOK. Le gouvernement birman a expulsé, samedi 15 août, dix-huit ressortissants étrangers qui avaient été condamnés, la veille, à cinq ans de travaux forcés pour *« trouble à l'ordre public »*. Ces militants des droits de l'homme (six Américains, trois Malaisiens, trois Indonésiens, trois Thaïlandais, deux Philippins et un Australien) avaient distribué des tracts, le 8 août, à Rangoun, déclarant : *« Nous soutenons vos espoirs pour l'établissement des droits de l'homme et de la démocratie. »*

Par ailleurs, la France a condamné, vendredi 14 août, l'*« attitude inacceptable »* des autorités birmanes qui ont bloqué une nouvelle fois le Prix Nobel de la paix, Aung San Suu Kyi, alors qu'elle tentait de sortir de Rangoun. *« La France est très préoccupée par l'état de santé et la sécurité du Prix Nobel de la paix. Elle appelle les autorités birmanes à respecter la liberté de déplacement de Mme Aung San Suu Kyi »*, a déclaré le Quai d'Orsay dans un communiqué. – *(Corresp., AFP.)*

Cent prisonniers politiques libérés en Corée du Sud

SÉOUL. Plus de deux mille détenus sud-coréens, dont quatre-vingt-quatorze prisonniers politiques, ont été libérés, samedi 15 août, de divers établissements pénitentiers à travers le pays, à la suite d'une mesure d'amnistie décidée par le président Kim Dae-jung à l'occasion du 50e anniversaire de la fondation de la République de Corée. La mesure n'a cependant pas totalement satisfait les défenseurs des droits de l'homme qui estiment que tous les *« prisonniers de conscience »* doivent pouvoir bénéficier de ce geste de grâce. Selon Amnesty International, il est *« inacceptable »* que des prisonniers qui ont refusé de signer un engagement à obéir à toutes les lois sud-coréennes restent derrière les barreaux. Dix-sept prisonniers politiques ont refusé et ont été exclus de la mesure.

Selon les militants sud-coréens des droits de l'homme, il reste trois cent soixante prisonniers de conscience dans les prisons et certains attendent encore leur jugement. – *(AFP.)*

Evacuation de l'ambassade des Etats-Unis à Tirana

WASHINGTON. Les Etats-Unis ont annoncé, vendredi 14 août, avoir ordonné aux diplomates américains et à leurs familles de quitter l'Albanie, par crainte d'un attentat contre leur ambassade à Tirana, après ceux commis, la semaine dernière, au Kenya et en Tanzanie. Washington a également appelé tous les ressortissants américains se trouvant en Albanie à quitter le pays, a ajouté le département d'Etat dans un communiqué. Cette fermeture provisoire n'affectera en rien les relations entre les Etats-Unis et l'Albanie que le département d'Etat a qualifiées d'*« excellentes »*. L'organisation du Djihad égyptien avait menacé les Etats-Unis, il y a une dizaine de jours, après que sept de ses militants résidant en Albanie et dans un autre pays de l'Est eurent été extradés vers l'Egypte.

Pour sa part, l'ambassadeur des Etats-Unis à Skopje (Macédonie), Christopher Hill, émissaire américain dans la crise au Kosovo, a reporté pour les raisons de sécurité une visite qu'il devait faire, vendredi, à Tirana, selon une source diplomatique. – *(AFP.)*

DÉPÊCHES

■ **IRAN-ÉTATS-UNIS : l'ancien président Ali Akbar Hachémi Rafsandjani** *a qualifié, vendredi 14 août, de « mensonges »* les accusations sur une éventuelle implication de l'Iran dans les attentats contre les ambassades américaines à Nairobi et à Dar es-Saalam. *« Toutes les accusations portées contre l'Iran sont des mensonges »*, a affirmé M. Rafsandjani, après que les Moudjahidine du peuple, principal mouvement d'opposition au régime iranien, eurent accusé le régime iranien d'être impliqué dans les deux attentats. – *(AFP.)*

■ **CORÉE DU NORD-AFRIQUE DU SUD : la presse officielle de Pyongyang** a affirmé, vendredi 14 août, que la Corée du Nord avait établi des relations diplomatiques avec Pretoria au niveau des ambassadeurs. L'Afrique du Sud avait annoncé, le 2 août, son intention d'établir des relations diplomatiques avec la Corée du Nord, de même qu'avec l'Irak, afin de normaliser ses relations avec tous les pays participant au sommet des non-alignés qui aura lieu, à Durban, du 28 août au 3 septembre – *(AFP.)*

■ **PAKISTAN : sept enfants ont été blessés, vendredi 14 août, par des hommes armés** qui ont ouvert le feu sur des écoliers célébrant à Karachi (sud) le 51e anniversaire de l'indépendance du Pakistan, a annoncé la police, au troisième jour d'une vague de violences ethniques et sectaires qui a déjà fait dix-sept morts. – *(AFP.)*

■ **UKRAINE : le chômage pour les sept premiers mois de l'année** a augmenté de moitié par rapport à la même période en 1997, a rapporté l'agence russe Interfax, citant le Centre d'Etat ukrainien pour l'emploi. L'Ukraine totalise 1,13 million de chômeurs, soit 3 % de la population active au 1er juillet. – *(AFP.)*

Sanctions contre les responsables d'un échec israélien au Liban sud

JÉRUSALEM. Le chef d'état-major israélien, le général Shaoul Mofaz, a ordonné, vendredi 14 août, des sanctions contre ses subordonnés pour avoir laissé, lundi, un combattant du Hezbollah s'infiltrer dans leur avant-poste au Liban sud, ont indiqué des sources militaires. Le général Mofaz a démis de ses fonctions le commandant d'un bataillon de parachutistes et interdit à deux soldats de continuer à servir en tant que combatttants dans le corps des parachutistes.

Le combattant du Hezbollah, armé d'un fusil d'assaut Kalachnikov et de deux grenades, s'était infiltré dans l'avant-poste israélien de Sojoud. Il a réussi à s'approcher à quelques mètres de deux soldats israéliens en faction et à ouvrir le feu dans leur direction sans les atteindre, puis s'est battu au corps à corps avec un parachutiste israélien. Il a réussi à s'enfuir. – *(AFP.)*

هكذا من الأصل

ÉLECTION Une législative partielle doit être organisée à Toulon, en principe les 20 et 27 septembre, après l'invalidation du scrutin ayant permis à une socialiste d'enlever à l'extrême droite le seul siège parlementaire qu'elle avait acquis au printemps 1997. ● LES DIRIGEANTS locaux du RPR et de l'UDF ont choisi de changer leur candidat, pour tenter de tirer un trait sur le passé de la droite varoise. Alain Madelin souhaitait une autre procédure de désignation. Deux autres candidats, l'un du mouvement de Jean-Pierre Soisson, l'autre représentant Charles Millon, ont annoncé leur intention de se présenter. ● GILLES DE ROBIEN, pour protester contre l'inscription de Jacques Blanc au groupe DL de l'Assemblée nationale, a déchiré sa carte du parti présidé par M. Madelin, qu'il a accusé de ne plus avoir d'« idéal républicain ». Il souhaite que l'UDF fusionne toutes les composantes restées en son sein.

Les divisions de la droite face au Front national s'approfondissent

Le candidat choisi par les dirigeants locaux de l'UDF et du RPR pour la législative partielle de Toulon est contesté par une partie de ses amis. Charles Millon veut compter ses voix. Gilles de Robien reproche à Alain Madelin d'être « un enfant de chœur de Jean-Marie Le Pen »

TOULON
de notre correspondant

Les électeurs de la première circonscription du Var se rendront aux urnes pour la troisième fois en seize mois, en principe les 20 et 27 septembre, afin d'élire leur représentant à l'Assemblée nationale. Ce scrutin fait suite à l'annulation, le 28 juillet, par le Conseil constitutionnel, de l'élection de la socialiste Odette Casanova, qui, le 3 mai, au second tour d'une élection législative partielle, avait devancé de trente-trois voix la candidate du Front national, Cendrine Le Chevallier. Pénalisée à cause d'une séquence du « Vrai journal » de Canal Plus appelant à voter contre le Front national (*Le Monde* du 30 juillet), ce n'est pas sans amertume qu'Odette Casanova s'est remise en campagne, refusant de porter un jugement sur *« la décision particulièrement rapide de la haute institution »*, dont elle estime tout de même qu'elle est *« injuste dans la mesure où elle floue les électeurs et attire à nouveau l'attention sur Toulon »*.

Cette circonscription n'en finit pas de rebondir, d'une invalidation à l'autre. Le 25 mai 1997, le Front national obtenait son seul siège au Palais-Bourbon grâce à Jean-Marie Le Chevallier, maire de Toulon et député européen ; mais son élection était invalidée, le 6 février 1998, pour une triple infraction à la législation sur le financement des comptes de campagnes électorales, le Conseil constitutionnel le déclarant automatiquement inéligible pour un an. C'est Daniel Colin, député UDF sortant, éliminé dès le premier tour, qui avait déposé ce recours en annulation dont Mme Casanova tirera profit. En effet, les dissensions croissantes à l'extrême droite, la personnalité contestée de Cendrine Le Chevallier, le rejet de M. Colin, considéré comme un homme du trouble passé de la droite varoise, seront autant d'atouts pour la socialiste.

En juin 1997, elle n'avait pas réussi à battre le candidat frontiste, qui la devançait de 1 957 voix, avec 53,16 % des suffrages. Mais, le 3 mai dernier, elle parviendra à éliminer l'épouse de celui-ci. Si elle a pu, au second tour, bénéficier d'une partie des 5 145 voix qui s'étaient portées au premier tour sur le candidat de droite, Mme Casanova ne le doit pas à M. Colin, qui s'abstiendra de tout appel en sa faveur, pas plus qu'à Hubert Falco, sénateur DL et président du conseil général, qui, devant le constat d'une érosion préoccupante de la droite ayant perdu trois de ses sept députés en cinq ans, estimera que *« pour une majorité de Toulonnais le choix est impossible car ils ne se sentent proches ni de l'extrême droite ni des socialo-communistes »*.

MILITANTS DÉMOBILISÉS

Le double échec de M. Colin est particulièrement cuisant pour la droite varoise, qui se console alors en estimant que l'avenir sera à des hommes nouveaux faisant oublier le turbulent passé des affaires politico-mafieuses... et sans vraiment compter sur le soutien des états-majors nationaux. Cela explique que, le 6 juin, Jean-Pierre Giran, secrétaire départemental du RPR, et Hubert Falco, alors président varois de Démocratie libérale, aient annoncé la création d'« Union pour le Var », *« une structure de coordination commune aux formations libérales et ouverte à la société civile »*.

Le procès des assasins de Yann Piat, avec la résurgence de certains comportements politiques fâcheux, les fractures au sein de la droite nationale et la situation judiciaire à laquelle est confronté François Léotard, élu du département, ne seront pas de nature à redynamiser les militants varois d'une droite en plein désarroi. Dans la foulée, Alain Madelin s'adresse, le 6 août, à François Bayrou et Philippe Séguin, estimant que *« cette élection peut être l'occasion de tester une nouvelle procédure de désignation d'un candidat de L'Alliance pour la France, une procédure qui permettrait de choisir le meilleur sans se soucier de son étiquette d'origine, pour combattre les socialistes et aussi, dans le cas présent, le Front national »*. Moyennant quoi, il préconise une réunion commune des instances départementales, puis des militants et des sympathisants, pour départager les candidats à la candidature, voire de recourir à un sondage.

Pressentant une cacophonie propice à des affrontements internes, MM. Falco et Georges Ginesta, nouveau secrétaire départemental du RPR, allument un contre-feu en apportant, au nom de la majorité départementale, leur soutien à Marc Bayle, conseiller général, comme candidat unitaire de la droite. Ce, au grand dam des postulants, parmi lesquels Henri Couilliot, conseiller régional et secrétaire départemental de Démocratie libérale, pressenti par M. Madelin.

Fils d'un député gaulliste ancien adjoint au maire de Toulon, M. Bayle a un nom sans avoir le handicap du passé puisqu'il n'est entré en politique qu'en 1994, à l'occasion d'élections cantonales qu'il a remportées contre M. Le Chevallier, dans le huitième canton, l'un des quatre constituant la première circonscription et représentant le tiers de son électorat. Mais cet administrateur civil de quarante-quatre ans, qui a longtemps travaillé au cabinet d'Alain Juppé, a commis quelques faux-pas aux yeux de ses amis. Ils lui reprochent notamment, en 1995, lors des élections municipales, d'avoir eu une attitude jugée propice à l'éviction du maire, François Trucy, au profit du FN. Plus grave, sa participation aux élections législatives de 1997 en face du candidat unitaire de la droite, dont il a amputé le score de 12,50 % au premier tour, obérant par là même ses chances d'être présent au second, lui a valu d'être exclu du RPR.

CONCURRENCE

Aujourd'hui, ce candidat espère une mobilisation des abstentionnistes, dont le chiffre n'a cessé de croître au fil des scrutins. Néanmoins, il aura beaucoup de mal à convaincre un électorat résiduel qui se portera sur le nom de Mme Andrée Heymonet, candidate du Mouvement des réformateurs de Jean-Pierre Soisson et ancienne adjointe de M. Trucy, tout comme Pierre Joffard, qui pourrait être le candidat de La Droite de Charles Millon, qui voit dans ce scrutin une manière de compter ses voix ; ce candidat, qui a voté le budget municipal du FN en 1996, n'hésite pas à prévenir : *« Au second tour, mes voix iront plus volontiers au Front national qu'au Parti socialiste. »*

Le candidat de la droite républicaine veut ignorer ces menaces. Il se présente comme *« un homme de droite attaché à notre nation, à l'ordre, mon passé d'officier de marine et de sous-préfet en témoigne, et à la sécurité, mais dans le respect des valeurs républicaines »*. S'il estime que la circonscription *« n'appartient ni au PS ni au FN »*, il évite toute attaque directe ou frontale contre l'extrême droite ou Mme Le Chevallier.

La gauche unie

« Nous allons conforter notre résultat, cela ne fait pas de doute. » **Même si elle pense que la présence de Marc Bayle risque de remotiver un certain électorat de droite désabusé, Odette Casanova demeure confiante. La candidate socialiste est assurée du soutien renouvelé des cinq formations de la gauche « plurielle ». C'est une nouveauté dans ce département où les clivages et luttes fratricides à gauche ne se sont estompés que récemment, avec le renouvellement des cadres. Après l'affaiblissement des années 90, la gauche parvenait à faire l'expérience de l'union avec quelques succès (trois sièges au conseil général, deux au Palais-Bourbon), une gauche stimulée, bousculée par l'urgence et l'émergence critique d'un mouvement associatif anti-FN qui, lui, n'aura pas réussi à asseoir ses bases autrement qu'en rejoignant électoralement cette gauche « plurielle ».**

Une fois encore, la perspective des élections municipales de 2001 se profile derrière ce scrutin dont la droite aurait souhaité faire l'économie, consciente qu'il risque fort de stigmatiser une nouvelle érosion de ses forces. Ce qui explique le profil bas des militants, leur manque d'enthousiasme dans un début de campagne dont la torpeur n'est pas le fait de la seule chaleur estivale.

José Lenzini

Quatre cantons révélateurs des hésitations de l'électorat toulonnais

TOULON
de notre correspondant

Dans la foulée de cette législative, se déroulera dans le premier canton du Var une élection cantonale partielle, afin de pourvoir au remplacement de Fabien Fogacci, décédé le 30 juillet. Cet homme, très proche de Maurice Arreckx, était fortement implanté dans son canton. Ce *« quartier hors les murs »* a toujours cultivé sa différence du fait de la présence d'une population constituée en majorité de petits commerçants et de nombreux ouvriers de l'arsenal. Son vote a toujours donné le pouls économique et politique de la ville. M. Fogacci s'y était imposé à force de clientélisme, mais le Front national en avait fait une véritable terre de mission dès le début des années 90... Non sans un certain succès.

C'est ainsi qu'au second tour des élections cantonales de 1994 sa candidate, Cendrine Le Chevallier, avait obtenu 42,05 % des voix, ébranlant ainsi M. Fogacci, qui obtenait 57,95 % des suffrages ; les trois candidats de la gauche (PS, PCF, MRG) ne totalisaient quant à eux que 25,72 % des suffrages, ne parvenant pas à passer le cap du premier tour. Pour Lorenzo Mateos (PCF), suppléant d'Odette Casanova, *« les choses se sont sensiblement modifiées au fil des derniers mois. Ainsi, au premier tour de la législative partielle de 1997, on notait une forte abstention et le Front était en tête ; mais au second tour, la tendance s'est renversée et la candidate socialiste fut créditée du meilleur score »*.

INDICATEURS POUR DE FUTURS SCRUTINS

Ce petit canton de 9 000 électeurs est, avec le cinquième, le sixième et le huitième, l'un des quatre constituant la première circonscription toulonnaise ; à ce titre, le scrutin y aura une certaine valeur indicative. Pour l'heure, les cinquième et sixième cantons, qui représentent le centre-ville de Toulon, sont aux mains des deux seuls élus du Front national au conseil général. Le huitième canton, qui représente un tiers des inscrits, est représenté par Marc Bayle.

Cette circonscription est de fait un ensemble composite au plan sociopolitique ; en cela, elle est particulièrement significative des atermoiements et hésitations d'un électorat toulonnais placé depuis quatre ans dans l'œil du cyclone politico-affairiste et qui, plus que partout ailleurs dans le département, s'est « autodéstabilisé » à force d'hésitations, de fautes-sanctions et, plus fréquemment, d'abstentions. Dans cette circonscription, se construit et se recompose la carte politique de Toulon et du Var. Ses quatre cantons sont des indicateurs intéressants pour les élections municipales de 2001, mais également pour la constitution de la future assemblée départementale au sein de laquelle Hubert Falco est de plus en plus menacé.

J. L.

Gilles de Robien coupe les ponts avec Démocratie libérale

Le député de la Somme dénonce la « complicité » de la formation d'Alain Madelin avec le FN

IL A SORTI une paire de ciseaux et a soigneusement découpé, en direct, sa carte de Démocratie libérale. Vendredi 14 août, sur le plateau de France 3, au cours du journal de la mi-journée, Gilles de Robien, député de la Somme et maire d'Amiens, a quitté le parti qui vient d'accueillir Jacques Blanc, président du conseil régional de Languedoc-Roussillon, réélu en mars grâce aux voix du Front national (*Le Monde* du 15 août). Il a d'abord sorti sa première carte, *« en carton »*, des Républicains indépendants (l'ancêtre du Parti républicain) datant de 1973, puis celle, *« en plastique »*, de DL, le parti d'Alain Madelin, dont il démissionne.

M. de Robien assure qu'il a agi sans consulter ses amis de l'UDF, ni François Léotard ni ceux qui l'entourent : *« C'est un acte de conscience et non une opération politicienne. » « Je ne sais pas si je serai suivi dans cette démarche mais, si je l'étais, ce serait un signe de bonne santé républicaine »*, a-t-il déclaré au *Monde*. Pour lui, cette adhésion marque une étape dans une série de signes en direction du Front national. *« C'est un acte de complicité très clair »*, a-t-il dénoncé. *« En matière judiciaire, on appelle cela un faisceau de présomptions. »* M. Madelin, rappelle-t-il, avait déjà téléphoné à M. Blanc le lendemain de sa victoire aux élections régionales. *« Cette fois-ci, ça se passe en catimini, discrètement, pendant la période creuse du mois d'août. »* Selon lui, la démarche du président de DL vise peut-être à préparer *« un pôle Madelin, Millon, Mégret »* pour rassembler la droite *« la plus droitière »*, en vue de la présidentielle de 2002.

Selon José Rossi, président du groupe DL de l'Assemblée nationale, *« ce geste médiatique ne change rien car M. de Robien fait partie des huit députés qui ont décidé de quitter DL pour rejoindre le parti centriste en cours de formation »*. Il a ajouté que, *« dans les faits, M. de Robien ne participait plus depuis plusieurs mois à l'activité de DL »*. Quand ce parti avait quitté l'UDF, le 16 mai, et formé, le 27, un groupe parlementaire indépendant, tout en décidant de participer à L'Alliance créée par l'UDF et le RPR, M. de Robien avait choisi de continuer à siéger dans les rangs de l'UDF. Le député de la Corse-du-Sud accuse également M. de Robien d'*« entrer dans une stratégie de centre-gauche, qui laisse penser qu'il peut y avoir un compromis avec les socialistes ». « Ce n'est pas du tout la thèse de DL »*, a-t-il précisé, indiquant que, *« pour faire reculer le FN »*, le mouvement a *« choisi d'occuper le terrain de la droite populaire, libérale et républicaine »*.

Laurent Dominati, le porte-parole de DL, a qualifié ce geste, *« à la fois ridicule et attristant »*, de *« cinéma ». « Il n'y a aucune sincérité dans les propos de M. de Robien (...), il n'y a aucune chance qu'il y ait aucun accord que ce soit entre DL et le FN »*, a-t-il poursuivi : *« C'est un petit calcul pour avoir son petit parti à soi. »* Claude Goasguen, député DL de Paris, se montrait, lui, moins affirmatif dans un entretien accordé au *Figaro* du vendredi 14 août : *« Tant que le FN n'aura pas renié les propos racistes et antisémites de Le Pen, il n'y aura pas de discussion possible. » « La personnalité de Le Pen paralyse tout »*, ajoutait-il.

« LES CHOSES SE DÉCANTENT »

L'extrême droite s'est en tout cas sentie concernée par cette adhésion d'un président de conseil régional ayant bénéficié des voix de ses élus. Le délégué général du Front national, Bruno Mégret, a affirmé, vendredi sur LCI, qu'il était temps *« que tous ceux qui ne sont pas opposés à des accords avec le Front national se regroupent. Je pense que ça va dans le bon sens. Il est temps que les choses se décantent »*. Selon M. Mégret, *« c'est une normalisation »* de la pratique des accords avec le FN.

L'Alliance, constituée du RPR, de l'UDF et de DL, avait affirmé en mai qu'elle n'accepterait en aucun cas de compter dans ses rangs des présidents de conseils régionaux élus avec l'appoint des voix du FN. Elle devra régler cette question à la rentrée parlementaire. Le groupe DL comprend désormais, avec Jacques Blanc, quarante-trois députés. Celui par qui le scandale est arrivé, M. Blanc, estimait hier que tout cela faisait *« beaucoup de tohu-bohu pour rien »*.

Hélène de Virieu

PROFIL

UN NOBLE DE DEVOIRS

La discipline n'a jamais été la force de Gilles de Robien. Peut-être parce que sa famille a donné deux présidents au Parlement de Bretagne. L'héritier de ces aristocrates qui n'hésitaient pas à contester l'absolutisme royal est resté fidèle à cette tradition, comme à celle qui impose de respecter l'armée. Une telle filiation ne pouvait que le conduire à être partisan de l'« Algérie française ». Lorsqu'il s'engage en politique, au début des années 70, c'est derrière Valéry Giscard d'Estaing et dans la Somme, le département où son père était exploitant agricole, où lui-même est né le 10 avril 1941, où il a ouvert un cabinet d'assurance.

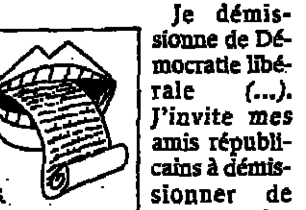
Longtemps, M. de Robien fut de ces militants aussi discrets qu'opiniâtres, dans une ville, Amiens, dominée par les communistes. Il lui faudra attendre 1986, pour être élu député, grâce à la proportionnelle. Depuis, il n'a pas quitté l'Assemblée nationale, bien qu'il eût un temps entretenu l'espoir d'entrer dans un gouvernement. Il sort de l'ombre lorsqu'en 1989 il arrache le chef-lieu de la Somme au PCF. Très vite, ce « libéral » révèle des réflexes de « démocrate-chrétien ». Son premier grand combat, il le livre en se faisant le missionnaire du plan de Pierre Larrouturou pour la semaine de quatre jours. Il réussira même, une fois élu président, au printemps 1995, du groupe UDF de l'Assemblée nationale, à obtenir, en juin 1996, alors qu'Alain Juppé était premier ministre, le vote de sa proposition de loi, qui anticipait sur les 35 heures.

L'exclusion le révulse : il soutient la Fondation agir contre l'exclusion de Martine Aubry ; il lance l'idée d'un « plan Marshall » pour les banlieues ; il reçoit, à l'été 1996, une délégation des sans-papiers qui occupaient l'église Saint-Bernard, à Paris – ce qui lui vaut les foudres de M. Juppé et de nombre de ses amis. Il n'en a cure. Ce fidèle de François Léotard n'accepte pas qu'au lendemain de la défaite de la droite aux élections législatives de 1997 le président de l'UDF laisse le PR en héritage à Alain Madelin. Il tente de s'opposer à cette captation. Car, pour un homme qui estime que son histoire familiale lui crée des « devoirs », aucune compromission avec l'extrême droite n'est tolérable. Il lui suffit de devoir voisiner, en Picardie, avec Charles Baur, qui gouverne la région avec le soutien du FN.

Thierry Bréhier

« L'idéal républicain est aujourd'hui brisé »

Voici les principaux extraits de l'intervention de Gilles de Robien, député (UDF) de la Somme, vendredi 14 août, au journal de la mi-journée de France 3 :


VERBATIM

Je démissionne de Démocratie libérale (...). J'invite mes amis républicains à démissionner de Démocratie libérale pour rejoindre l'UDF, qui est en train de s'unifier, de fusionner toutes ses composantes pour créer cette grande formation libérale, sociale et républicaine. (...) Je coupe ma carte de Démocratie libérale. Je n'ai plus rien à faire avec cette famille qui n'a plus d'idéal républicain (...). Il y a ceux qui ont un idéal républicain (...) et ceux qui pensent se faire du bien, comme avec l'EPO, qui dope un petit moment mais qui devient mortelle à terme. Ce sera mortel pour l'opposition de faire la course après le Front national (...). On a M. Le Pen avec trois enfants de chœur : M. Mégret *[le délégué général du FN]*, M. Millon *[le président du conseil régional Rhône-Alpes, élu avec les voix du FN]*, M. Madelin.

C'est une faute morale, c'est l'idéal républicain qui est aujourd'hui brisé (...). Je quitte DL pour être en paix avec ma conscience et pour témoigner (...) car les trois quarts des Français refusent toute alliance avec le FN (...). Je souhaite qu'à la rentrée on pose la question de l'adhésion à L'Alliance des formations (...) de ceux qui font un bout de chemin ou la course derrière le Front national. Je crois que c'est incompatible.

هكذا من الاصل

IMMIGRATION Le ministre de l'intérieur vient d'adresser aux préfets une circulaire dans laquelle il assouplit certains des critères pris en compte pour la régularisation des sans-papiers. ● *CETTE OUVERTURE* dans l'examen des recours déposés auprès de l'administration devrait permettre de régler le cas de plusieurs milliers d'étrangers en *situation irrégulière sur* les 60 000 déboutés de la première phase des opérations. ● LE MINISTÈRE suit ainsi les premiers avis rendus par la commission consultative placée à ses côtés et présidée par le conseiller d'Etat Jean-Michel Galabert. Une deuxième circulaire, diffusée dans les prochains jours, devrait reprendre les cinq autres propositions formulées par la commission. ● À ORLÉANS, l'occupation du porche de la cathédrale par un collectif de sans-papiers a pris une ampleur qui surprend les initiateurs du mouvement.

Le gouvernement assouplit cinq critères de régularisation des étrangers

Une circulaire signée par Jean-Pierre Chevènement recommande aux préfets une plus grande tolérance dans l'examen des recours déposés par les déboutés. Une seconde la complétera dans quelques jours. Plusieurs milliers de sans-papiers supplémentaires devraient être ainsi régularisés

LE MINISTRE de l'intérieur a décidé d'infléchir le cap de son opération de régularisation. Dans une circulaire qu'il vient de transmettre aux préfets, Jean-Pierre Chevènement invite l'administration à faire preuve d'une certaine ouverture dans l'examen des milliers de recours gracieux déposés dans les préfectures par les sans-papiers déboutés de leur demande. Nature des ressources dont ils ont pu bénéficier depuis leur arrivée en France, durée et continuité de leur séjour, acquittement des obligations fiscales, traitement des couples sans enfants ou encore existence d'une période en situation régulière : sur ces cinq points, causes de nombreux refus, le ministre ne recommande pas un bouleversement des pratiques en vigueur dans les préfectures depuis le lancement de l'opération, le 23 juin 1997. Il a toutefois décidé de suivre, à une appréciation près, les premiers avis rendus par la commission consultative placée à ses côtés et présidée par le conseiller d'Etat Jean-Michel Galabert.

CURIEUSE ARITHMÉTIQUE

Le premier porte sur la durée de la *« période en situation régulière »* exigée pour les célibataires. Une interprétation particulièrement restrictive de cette obligation avait abouti au refus de titre à tous les étrangers *« sans charge de famille »* n'ayant pas disposé, depuis leur entrée en France, d'un titre de séjour d'au moins six mois. Cette exigence, qui ne figure pas explicitement dans la circulaire, avait été précisée par le ministère dans un télégramme spécifique. Par ce moyen, la place Beauvau écartait tous les déboutés du droit d'asile. Certains d'entre eux, présents en France depuis de nombreuses années, avaient bien été réguliers pendant six, douze, voire dix-huit mois, mais à raison d'autorisations provisoires renouvelées tous les trois mois. Et, dans l'arithmétique ministérielle, quatre fois trois restait inférieur à six...

Afin de *« régler un certain nombre de situations humainement peu tolérables »*, cette période en situation régulière demeurera *« d'une durée minimum de six mois »*, mais elle *« pourra être constituée par la production d'au moins deux autorisations ou récépissés de trois mois, consécutifs ou non, et pour quelque motif que ces documents de séjour aient été délivrés »*. Contrairement aux collectifs de sans-papiers et associations qui réclamaient la suppression pure et simple de cette exigence qui pénalise les célibataires, le ministre, suivant en cela la commission, l'estime, au contraire, *« préalable et indispensable »*, y décelant *« la volonté qu'a eue l'intéressé de se placer dans une situation conforme à la loi et de faire un premier pas vers l'intégration »*.

La seconde appréciation portait sur l'exigence faite aux célibataires et à certaines familles d'exhiber des *« ressources issues d'une activité régulière »*. Comment travailler régulièrement lorsque l'on est sans papiers, interrogeaient les associations ? Et qu'est-ce qu'une *« activité régulière »* ? Avec un certain flou, le ministre propose de comprendre l'expression *« dans ses deux acceptions complémentaires »* : la légalité et l'assiduité. Si les conditions de travail ne peuvent être véritablement régulières, l'activité devra s'être déroulée dans le cadre d'une *« entreprise déclarée »* et d'une activité *« licite »*. Oui au maçon ou à la femme de ménage non déclarés, mais non à l'étranger œuvrant dans un atelier clandestin ou à la prostituée, traduit-on au ministère. La preuve de cette activité devra provenir *« essentiellement »* d'attestations d'emploi et de témoignages de tiers.

Le ministre fait également un sort au *« respect des obligations fiscales »*, mentionné par la circulaire dans le *« faisceau d'indices »* permettant à l'administration de se faire une opinion, mais que certaines préfectures avaient érigé en nécessité pour les célibataires. Il ne constitue *« que l'un des éléments permettant d'apprécier la bonne insertion du demandeur dans la société française*, précise la circulaire. *Son absence ne peut qu'exceptionnellement entraîner le rejet de la demande. »*

Le quatrième assouplissement concerne la durée de séjour exigée : cinq ans pour les familles, sept ans pour les célibataires. Pour que le ministère ne perde pas trop la face, ces planchers ne sont pas déplacés. Mais, pour apprécier l'ancienneté, *« il convient désormais de se placer à la date à laquelle il est statué sur le recours gracieux »*. Entre le 24 juin 1997 et l'été 1998, les étrangers gagnent un an. Mais le ministère n'a rien perdu...

La continuité du séjour en France se voit elle aussi recadrée. Pour éviter le zèle des préfectures qui exigeaient parfois un document par mois, le ministre demande simplement que les éléments *« apportés par les demandeurs pour chaque année de séjour soient à même de constituer une présomption sérieuse de continuité »*. La commission proposait d'exiger *« deux ou trois preuves »* par an. *« Nous sommes plus libéraux »*, assure-t-on au ministère.

Encore faut-il définir cette fameuse *« preuve »*. La durée et la continuité du séjour pourront être établies *« par tout moyen »*, précise le texte, satisfaisant ainsi la demande des sans-papiers. Toutefois, *« la valeur probante des différents éléments de preuve est évidemment inégale »*, ajoute le ministre. Les documents officiels et les *« documents privés émanant de personnes physiques ou morales sans lien personnel avec le demandeur auront une très forte valeur probante »*. Quant aux autres, elles dépendront de leur *« consistance »* et de leur *« rapprochement »*. Les témoignages ne seront donc pas exclus. Mais *« une valeur particulière sera attachée aux témoignages de personnes dépourvues de liens personnels avec les demandeurs »*.

La cinquième inflexion est plus minime. Interrogé sur la définition du couple sans enfants, le ministre estime qu'il ne constitue pas une famille. Les conjoints seront donc considérés comme deux célibataires, mais leurs demandes devront être traitées *« conjointement (...) du moins lorsqu'elles ont été déposées ensemble, afin de faire pleinement apparaître les éléments de bonne insertion qui peuvent être liés au fait qu'ils vivent depuis plusieurs années en situation de couple stable »*. Manière discrète, pour le ministre, d'inviter les préfectures à un peu plus de souplesse.

Cette dernière décision reprend, comme toutes les autres, la proposition des huit hauts fonctionnaires chargés de le conseiller. En réalité, le ministre a pris soin de ne pas s'écarter de cette instance dont la création lui avait été imposée par Matignon pour mettre un terme à la grève de la faim de trente sans-papiers au temple des Batignolles (*Le Monde* du 4 juillet). Après s'être assuré de sa composition et de son mode de travail – la commission ne répond qu'à des questions posées par le ministre –, il a pu, sans risque, jouer le jeu. Seule exception : il a refusé de suivre la commission dans son souhait que puissent être régularisés *« à titre exceptionnel »* des célibataires ne disposant pas des sept ans de présence en France, pour peu qu'ils soient particulièrement bien insérés. *« Cela figurait déjà dans la circulaire »*, rappelle-t-on dans l'entourage de M. Chevènement. Toutefois, la proposition de la commission témoignait du peu d'empressement des préfets à recourir à cette possibilité.

SECONDE INSTRUCTION

Cette circulaire ne solde pas les comptes de la commission Galabert. La semaine prochaine, une seconde instruction du ministre tranchera les cinq dernières questions auxquelles l'instance a répondu. Selon nos informations, les huit hauts fonctionnaires auraient proposé l'assouplissement des conditions de régularisation des étrangers malades, des jeunes arrivés hors regroupement familial et âgés de moins de vingt-cinq ans, des conjoints de Français entrés illégalement en France et des personnes condamnées à une interdiction du territoire en attente d'une éventuelle grâce. Ils souhaiteraient enfin la prise en compte, par les préfectures, des enfants nés entre le 24 juin et le 1er novembre 1997, date de clôture du dépôt des dossiers et non de publication de la circulaire. Au ministère, on assurait, vendredi 14 août, ne pas avoir l'intention de s'éloigner de ces propositions. Selon un proche du dossier, les dix modifications pourraient permettre la régularisation de 10 000 à 15 000 sans-papiers supplémentaires.

N. H.

Vie familiale et rétention administrative

Un étranger en situation irrégulière placé en rétention ne peut être remis en liberté pour des questions relevant de sa vie familiale. Dans un arrêt du 24 juin, la Cour de cassation a en effet cassé une décision rendue par la cour d'appel de Paris, le 13 mai 1997, ordonnant la remise en liberté de Mme Tieng Chen Sien, une ressortissante chinoise, au motif que cette privation de liberté portait une *« atteinte disproportionnée au respect de la vie familiale »*. La cour d'appel s'était appuyée sur l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, qui prévoit que la vie familiale des individus doit pouvoir être protégée.

Par cette décision, les magistrats de la Haute Cour réduisent la marge de manœuvre du juge délégué. Chargé de se prononcer, après les deux premiers jours de rétention, sur la nécessité de demeurer en centre de rétention, le magistrat pourra toujours remettre l'étranger en liberté, si par exemple les conditions d'interpellation ou de garde à vue étaient illégales. L'atteinte éventuelle à la vie familiale sera exclusivement du ressort du juge administratif, qui examine, lui, la légalité d'un arrêté de reconduite à la frontière.

Sous le porche de la cathédrale d'Orléans, « le combat de la dernière chance »

ORLÉANS
de notre envoyé spécial

Ils étaient une trentaine au départ, ils sont 65 à présent sous le porche de la cathédrale transformé en dortoir. *« Des nouveaux arrivent tous les jours. Auparavant, ils n'osaient pas se montrer »* : Diaw Abdoulaye, le responsable du collectif des sans-papiers qui occupent la cathédrale d'Orléans depuis le 26 juillet, court en tout sens sur le parvis pour régler les problèmes. *« Ils sortent de l'anonymat, car ils se rendent compte qu'ici il y a un soutien. »*

L'occupation semble avoir surpris par son ampleur les initiateurs du mouvement, le collectif des sans-papiers, le comité de parrainage et la CGT. La circulaire Chevènement a permis jusqu'ici dans le Loiret de régulariser environ 500 immigrés. 450 autres dossiers n'ont pas encore trouvé de solution. Fin juillet, au début de l'occupation, le collectif avait déposé à la préfecture 62 dossiers. Le préfet Jacques Barel a tenu à ce que chaque sans-papiers soit reçu individuellement par ses services : les entretiens se sont déroulés du 3 au 7 août. Le 10, la préfecture a annoncé 21 régularisations.

« Le préfet a voulu être prudent. Régulariser tout le monde risquait d'ouvrir trop grande la brèche », commente Diaw Abdoulaye. Depuis, une trentaine d'autres sans-papiers sont venus se joindre aux occupants. *« Encouragées par notre action, ces personnes sont sorties de l'ombre, et leurs cas sont similaires,* précise Jean-Pierre Perrin, responsable du comité de parrainage. *Nous n'avons jamais demandé une régularisation aveugle au préfet. »*

Les occupants dorment sur des matelas fournis par le Secours populaire. Un frigo a été installé près d'un pilier, une grande tente sur le parvis sert de réfectoire. On veille à la propreté. Les touristes, surpris, s'enhardissent jusqu'à verser une obole. Un résumé de la « lutte » est affiché en trois langues.

Des linges, une glace et une brosse à cheveux sont accrochés au-dessus du matelas de Mehmet. Il a punaisé aussi une carte sur laquelle figure le mont Ararat (à l'est de la Turquie), dont il est originaire avec 15 autres Kurdes, tous demandeurs d'asile recalés par l'Ofpra. Déjà, en 1991, Mehmet avait fait la grève de la faim pendant 17 jours à Melun. Pour lui, c'est le *« combat de la dernière chance »*, l'ultime occasion de *« pouvoir vivre enfin comme un être normal »*. L'affaire s'annonce mal pourtant : aucun Kurde ne figure sur la liste des 21 régularisés.

Dehors, trois groupes locaux offrent un concert de soutien. Des passants étendent une couverture, des jeunes s'assoient sur le pavé. *« Nous sommes là par obligation »*, insiste Diaw Abdoulaye. Le FN local demande l'évacuation des lieux et *« l'arrestation des immigrés illégaux et de leurs complices »*.

Régis Guyotat

L'été flou des sans-papiers

UN MINISTRE volontiers provocateur, une équipe de France multicolore en route vers les sommets et un temple occupé par trente grévistes de la faim déterminés : en ce début de mois de juillet, l'été s'annonçait torride. Charles Pasqua n'avait pas encore surfé sur le succès des onze Bleus pour proposer la régularisation de tous les sans-papiers au motif que *« quand la France est forte, elle peut être généreuse »*. Mais déjà, des hautes autorités de l'église protestante aux sommités de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), chacun se disait déterminé à mener bataille jusqu'au bout.

ANALYSE
Querelles intestines, critères fluctuants de régularisation... Ce dossier n'est pas réglé

Et puis, rien. Comme un soufflé prometteur qui ne supporte pas l'attente, la confrontation annoncée a tourné court. Le 3e collectif a quitté le temple du 18e arrondissement, cinéastes et universitaires sont partis en vacances. Si bien qu'à quelques jours du deuxième anniversaire de l'intervention des CRS à l'église Saint-Bernard, sur fond de querelles intestines et de critères de régularisation fluctuants, le mouvement des sans-papiers peine à sortir du flou.

Le gouvernement n'a pourtant pas brillé par son adresse. Depuis le 3 juillet et l'annonce de la création d'une commission consultative chargée d'assouplir les critères de régularisation, rien n'a véritablement été fait pour calmer l'ardeur des quelque 60 000 déboutés de la première phase de la régularisation. Personne ne s'attendait à voir la commission proposer une révolution. Jean-Pierre Chevènement avait trop limité son champ d'intervention pour risquer le moindre débordement incontrôlé. Tout au moins, espérait-on, les allègements allaient-ils être rapidement annoncés, et immédiatement appliqués dans toutes les préfectures.

Le contraire s'est produit. A raison de deux réunions par semaine, la commission a *mis* trois semaines pour répondre aux dix questions posées. Et le ministère, encore deux autres pour annoncer... la moitié de ses décisions. Nageant dans le brouillard, les préfectures ont donc géré, chacune à leur manière, les milliers de recours gracieux déposés par des candidats à la régularisation déboutés lors de leur premier examen. A la préfecture du Val-d'Oise, on a choisi de *« tout geler afin d'éviter de devoir reprendre tous les dossiers dans deux semaines »*. En Seine-Saint-Denis, au contraire, l'examen s'est poursuivi avec la conviction affichée que la *commission Galabert* ne proposerait *« rien d'autre que ce que nous faisons déjà »*. Sur les 7 300 recours déposés à Bobigny, 5 600 ont donc été examinés et 1 031 cartes finalement accordées.

Ballottés entre des pratiques locales différentes, excités par la réception des premiers arrêtés préfectoraux de reconduite à la frontière, les sans-papiers allaient-ils réagir ? Encore aurait-il fallu une certaine coordination propre à fédérer ce mécontentement et à motiver les soutiens traditionnels. Or le mouvement des sans-papiers apparaît largement divisé. Entre Madjiguène Cissé, figure de proue de l'occupation de Saint-Bernard, et l'actuel secrétariat de la Coordination nationale des sans-papiers, les relations ne cessent de se détériorer. La première juge les seconds trop modérés et les accuse de se laisser manipuler par *« les Français »*. Quant à ces derniers, ils soupçonnent la porte-parole historique de ne pas avoir digéré sa perte de pouvoir au sein de la coordination.

Si bien que la multiplication des initiatives – après le *« 6e collectif »* se sont créés, à Paris, le *« collectif 2000 » et le « 8e collectif »* –, au lieu de grandir les forces, semble les avoir éparpillées. Lors de l'occupation, il y a dix jours, de la nonciature apostolique, Madjiguène Cissé et les siens n'ont été soutenus que *du bout des lèvres par la coordination* et les *« modérés »* réunis autour du 3e collectif. Dans ce climat délétère, c'est sans trop de mauvaise conscience que les plus farouches supporteurs de la cause des sans-papiers ont pris le chemin des vacances. *« De toute façon, ici, on s'épuise en vain*, expliquait, début août, un responsable associatif, pas fâché de partir trois semaines dans le Sud. *Il y a plein d'actions partout, toujours minuscules, et on se sent obligé d'y aller pour ne pas avoir l'air de prendre parti pour les uns ou pour les autres. »*

Le gouvernement aurait cependant tort de croire la situation réglée. Certes, les quelques milliers de nouvelles régularisations promises par les assouplissements actuels, les quelques milliers d'autres cas que l'application de la nouvelle loi, votée en mai, devrait contribuer à régler, entraînent une diminution mécanique de la pression militante. Mais à force de maintenir le couvercle de la Cocotte-Minute tout en ouvrant, régulièrement, la soupape, il fait perdurer ce sifflement strident propre à irriter les plus résistants. Or M. Chevènement ne proclamait-il pas sortir l'immigration du cycle des passions ?

Nathaniel Herzberg

Un septuagénaire armé d'un fusil tue deux femmes

DEUX FEMMES ont été tuées et deux autres légèrement blessées dans un salon de coiffure, vendredi 14 août au matin, près de Toulouse (Haute-Garonne), par un septuagénaire armé d'un fusil de chasse. Le meurtrier, Roger Belusca, soixante-dix-huit ans, est sorti de son domicile à Montrabé, dans la banlieue toulousaine, vers 9 h 30, et a traversé la rue pour se diriger vers un salon de coiffure. Il a ouvert le feu à bout portant avec un fusil de calibre 12 chargé de chevrotines sur la propriétaire, âgée de soixante-cinq ans, qui se tenait à l'extérieur de l'établissement. Atteinte à la poitrine, cette dernière est morte sur le coup. Il est ensuite entré dans le salon où se trouvaient trois autres femmes, sur lesquelles il a tiré à nouveau, blessant mortellement l'une d'entre elles, une employée de dix-sept ans. Puis Roger Belusca a regagné sa maison où il a tenté de mettre fin à ses jours avec la même arme, mais il n'est parvenu qu'à se blesser au visage. Le geste du septuagénaire reste inexpliqué, a indiqué la gendarmerie. Il vivait seul depuis le décès de son épouse, il y a deux ans. Selon les premiers témoignages recueillis, il n'y avait aucun différend entre la propriétaire du salon de coiffure et lui. Les gendarmes n'écartent pas l'hypothèse d'un acte de démence.

DÉPÊCHES

■ *JUSTICE :* **Karl-Heinz Elschner, l'un des hooligans allemands** mis en examen en France après l'agression contre le gendarme Daniel Nivel, est retourné en prison, vendredi 14 août, à l'issue d'une longue confrontation avec deux témoins au tribunal de Béthune (Pas-de-Calais). Les deux hommes, un gendarme et un policier, ont maintenu qu'ils reconnaissaient Karl-Heinz Elschner parmi les agresseurs du gendarme.

■ **Deux des sept jeunes gens arrêtés**, jeudi 13 août près de Lyon, dans l'enquête sur les pirates de la route de la région Rhône-Alpes, ont été mis en examen, vendredi, pour enlèvement, séquestration et vols à main armée en réunion. Quatre autres suspects ont été maintenus en garde à vue et un cinquième, soupçonné de complicité, a été relâché. La plupart des membres de la bande, qui habitent tous Rillieux-la-Pape (Rhône), ont reconnu les faits.

هكذا من الأصل

DISPARITIONS

Benny Waters

Un jazzman à la carrière exceptionnelle de longévité et de rayonnement

LE SAXOPHONISTE, clarinettiste et arrangeur Benjamin Waters, dit Benny, est mort mardi 11 août. Il était né à Brighton (Maryland) le 23 janvier 1902.

Sa carrière est à la fois une carrière type – orchestre familial, combo d'étudiants, animation de bals entre 1918 et 1921, apprentissage sérieux, participation active à l'âge d'or des big bands, pupitre recherché, finalement soliste indépendant – et une carrière exceptionnelle. Exceptionnelle par sa longévité et son rayonnement – les musiciens l'aimaient –, sa modestie surtout : Benny n'a jamais atteint les succès grand public, ce qui est sûrement la raison de sa force et de sa sagesse.

Après des études approfondies à Boston (1922-1925), alors qu'il pratique déjà depuis plusieurs années, il entre chez Charlie Johnson. Il est un des arrangeurs de l'orchestre. Il enregistre avec King Oliver et Clarence Williams ; se fixe à New York quand le jazz s'y établit ; devient un pupitre recherché (chez Fletcher Henderson, Hot Lips Page) et dirige son propre groupe au Kelly's Stables (1941). Il travaille sur la Côte ouest (avec Roy Hamilton), passe par Philadelphie, entre chez Jimmy Archey (1950). Après quoi il découvre la vieille Europe et décide d'en épuiser les vertus, d'abord en Suisse, puis en Allemagne, pour finalement s'installer à Paris comme on trouve son port. Il est un pilier de la Cigale (avec Jack Butler) quand la Cigale est encore la brasserie vieillotte et Pigalle, Pigalle.

LIMPIDITÉ DU SON

Au début des années 60, c'était une émotion particulière d'y monter pour le voir, seigneur des saxophonistes entouré d'Antillais et d'Américains de Paris. On le prenait alors pour un très ancien musicien venu du fond des âges du jazz, plein de sève mais à des années-lumière des Rollins, Coltrane et Ornette Coleman. C'était vrai, c'était faux. Il avait soixante ans.

Après un long séjour aux côtés de Bill Coleman, il se produit partout où on l'invite avec la même fougue de jouer, son allure de cheval fou et la limpidité intacte du son à la clarinette et à l'alto. Sa cécité semblait ne rien changer à une sorte de voyance musicale et au pur plaisir d'être en scène. Il donnait en jouant du bonheur et semblait devoir durer pour cela. Au bout d'un moment, on s'est mis à fêter ses anniversaires, qui devenaient de plus en plus nombreux, le 80e, qui donna lieu à un album, le 85e à une soirée en petit comité, le 90e à une fête au Petit Journal, le 96e à un duo de princes à New York avec sir Roland Hanna.

Francis Marmande

■ **JAMES O'NEAL**, ténor américain, est mort mercredi 12 août à Berlin des suites d'un cancer foudroyant. James O'Neal était âgé de quarante-neuf ans. Il a surtout été un interprète des opéras de Richard Wagner – *Les Maîtres chanteurs, La Walkyrie, Parsifal* –, tant en Europe qu'aux Etats-Unis. Sa dernière prestation remonte à mars, à Bielefeld, en Allemagne, dans *Tannhäuser*. Il avait également interprété des œuvres plus contemporaines : *Le Roi Candaule*, d'Alexandre Zemlinsky, à Hambourg, et *Œdipe roi*, d'Igor Stravinsky, au Théâtre du Châtelet à Paris.

■ **MOUSTAPHA KAMEL MOURAD**, chef du Parti libéral égyptien (opposition libérale), est mort, vendredi 14 août, à l'âge de soixante-dix ans dans un hôpital du Caire des suites d'une longue maladie. Ancien membre du groupe des Officiers libres, à l'origine de la Révolution nassérienne de 1952, Moustapha Kamel Mourad était chef du parti Al Ahrar depuis sa fondation en 1975. Il avait publié en 1976 le journal *Al Ahrar*, premier quotidien d'opposition en Egypte depuis la décision de l'ancien président Anouar El Sadate de rétablir le multipartisme dans le pays en 1975. Il a néanmoins été membre de la délégation qui a accompagné Sadate lors de sa visite à Jérusalem en novembre 1977.

■ **LE COMMANDANT JACQUES BLASQUEZ**, compagnon de la Libération et responsable de l'un des trois escadrons de réparation de la 2e division blindée du général Leclerc, est mort, mardi 11 août, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-six ans. A la veille de la guerre, Jacques Blasquez est sous-lieutenant de l'armée de l'air. Il rejoint les rangs de la France Libre par le Sénégal et la Gambie. Affecté dans les unités blindées, il participe aux campagnes de Syrie pendant l'été 1941, à la bataille d'El Alamein puis aux campagnes de Libye et de Tunisie d'octobre 1942 à 1943. Nommé capitaine en juin 1943, il débarque ensuite en Normandie avec la 2e DB du général Leclerc avant de participer à la libération de Paris et aux campagnes des Vosges et d'Alsace. Fait compagnon de la Libération en 1945, il quitte l'armée en 1947 avec le grade de commandant. Jacques Blasquez était commandeur de Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945 (deux citations) et titulaire de la décoration américaine Presidential Unit Citation.

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du vendredi 14 août sont publiés :

● **Téléphone** : deux arrêtés autorisant les sociétés Econophone France et Interoute Communications France à fournir le service téléphonique au public.

● **Police** : un arrêté portant création d'une Ecole nationale de police à Nîmes.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

– Lubin (Pologne). Argenteuil (France).

Hanna et Jan MITWCH,
Claudine et Michel LEFÈVRE
se réjouissent de la naissance de leur petite-fille,

Anna,

le jeudi 13 août 1998,
chez
Kasia et Pascal LEFÈVRE.

Mathilde, Clémentine, Valentin et Marjolaine
ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur petit frère,

Félix,

le 6 août 1998,

chez
Olivier et Elisabeth BLONDEAU.

78120 Rambouillet.

Luce et Hélène
sont heureuses d'annoncer la naissance de leur petit frère,

Leo,

né le 6 août 1998.

Marlène Duretz
et Eric Dedier,
15, rue Bardinet,
75014 Paris.

Franck et Mélanie GALLAND
sont heureux d'annoncer la naissance de

Louis,

le 13 août 1998.

7, rue Berruyer,
75008 Paris.

Anniversaires de naissance

– Pérols-Les Saisies.

15 août 1978-15 août 1998.

Bon anniversaire,

Elsa !

Vingt ans, pas encore toutes les dents, mais 20000 promesses de bonheur.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.*

Décès

– M. Pierre Cibié,
son époux,

Marie-Claire et Serge Merenda,
Dominique et Olivier Puyplat,
ses enfants,

Manuelle, Yann, Olivier, Vincent, *Hervé*,
ses petits-enfants,

Kevin, Jules-Erik, Marine, Roxane, Nicolas,
ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Pierre CIBIÉ,
née Colette Elisabeth
LAMBERT de BEAULIEU,
chevalier de l'ordre national
du Mérite,

survenu le 14 août 1998.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 17 août, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly-sur-Seine, 90, avenue du Roule.

L'inhumation aura lieu au cimetière ancien de Neuilly-sur-Seine, 3, rue *Victor-Noir*.

« L'Albatros »,
7, boulevard Albert-Ier,
98000 M.C. Monaco.

– Kinou, Pierre, Arthur Ferrari,
Diane,
Toute la famille,
Et tous ses amis,
ont l'immense douleur de faire part de la disparition tragique de

Don Nino FERRARI,
dit Nino *FERRER*,

le 13 août 1998.

(*Le Monde* du 15 août.)

– Myriam Lagarde,
son épouse,
Béatrice, Carole, Anne, Marie-Ange, Valérie,
ses filles,
Nicolas, Olivier, Cyril, Aurélie, *Perrine, Clarisse, Giulia,*
ses petits-enfants
et ses gendres,
ont la douleur de faire part du décès de

Pierre LAGARDE.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Sainte-Pauline du Vésinet, le lundi 17 août 1998, à 10 h 30, suivie de l'inhumation *au cimetière du Pecq*.

36, rue du Président-Wilson,
78230 Le Pecq.

– Le Syndicat des médecins des hôpitaux de la Réunion (syndicat FNAP - fédération Mallard)
a le regret de faire part du décès brutal de

M. Gérard NOURRY,
ancien élève de l'ENSP,
membre de l'IHEDEN,
ancien directeur
du centre hospitalier Félix-Guyon
(Saint-Denis de la Réunion).

Le syndicat présente ses condoléances à la famille.

Les médecins du centre hospitalier Félix-Guyon regrettent la perte brutale d'un homme avec lequel des relations de travail approfondies s'étaient accomplies.

– Le secrétaire perpétuel,
Le bureau,
Et les membres de l'académie des Inscriptions et Belles-Lettres,
ont le très grand regret de faire part du décès, survenu à Toulouse, le 8 août 1998, de

M. Paul OURLIAC,
membre de l'Institut,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur du Mérite,
commandeur des Palmes académiques,
ancien élève
de l'Ecole nationale des Chartes,
ancien membre
de l'Ecole française de Rome,
docteur en droit,
membre
de diverses académies étrangères.

Anniversaires de décès

– Il y a cinq ans, le 17 août 1993,

Marie France BRIVE

nous quittait.

« Nous n'avions pas fini de nous parler d'amour... »
(J. Genet).

Pour tous ces dialogues interrompus, souvenons-nous.

Souvenir

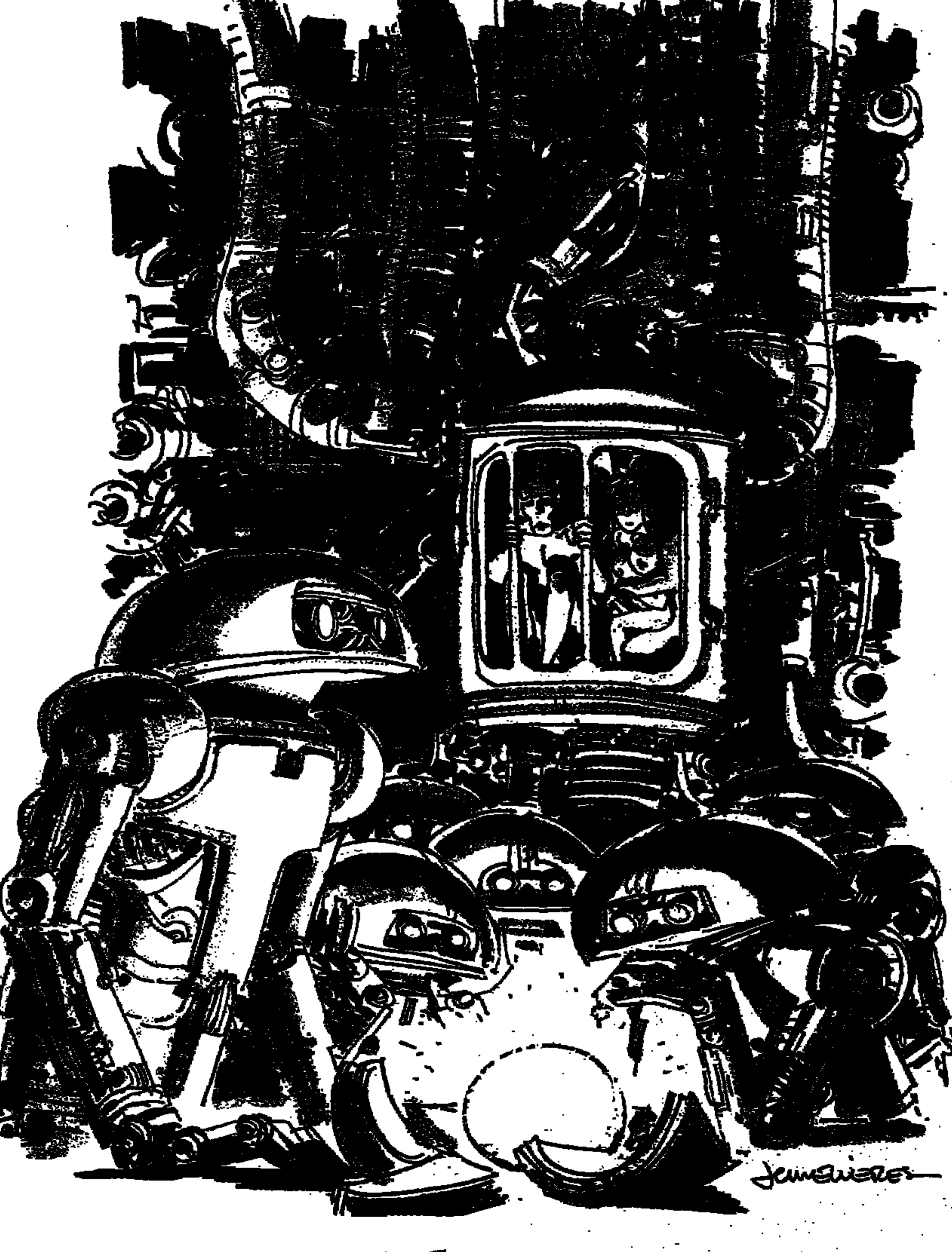
– Lourd est le prix à payer d'avance pour t'avoir un jour à moi.

A Jean-Louis FRASCA,

tué le 14 septembre 1996.

CARNET DU MONDE

Fax : **01-42-17-21-36**



6

VOYAGES EN UTOPIES

Retour vers le futur

Kéo, microsatellite en forme d'oiseau, devrait être lancé en 2001. Son retour est programmé dans 50 000 ans pour informer nos lointains descendants de ce qu'étaient notre planète et ses habitants en ce début de millénaire

IL y a ceux qui haussent les épaules : *« Dans 50 000 ans, il ne restera sur Terre que des scorpions ! »* Et ceux qui ne savent pas rêver : *« 50 000 ans ? Nous aurons juste un peu évolué, c'est tout. »* Et puis tous les autres, qui fantasment. Poètes : *« Il y aura des cités dans l'espace, parcourues d'immenses voiliers solaires. On organisera des ballets d'étoiles, des feux de lune... »* Ou cyniques : *« Nous aurons découvert d'autres planètes habitées. Si elles sont plus évoluées, on s'en fera des amies. Si elles le sont moins que nous, on les colonisera ! »* Il y a aussi les érudits, qui calculent : l'homme a créé l'outil il y a 2,5 millions d'années, il a domestiqué le feu il y a 500 000 ans et inventé l'art il y a 50 000 ans. *« Aujourd'hui, il maîtrise l'intelligence artificielle. Dans 50 000 ans, il aura peut-être découvert le secret de la vie. »* Il y a enfin les vrais optimistes, qui projettent un avenir radieux : *« Les races auront disparu, les langues aussi. La solidarité régnera. »*

Et puis, il y a Jean-Marc Philippe. Le démiurge, qui sait donner vie aux songes. L'homme qui s'est juré de faire rêver tous les autres. Son projet : Kéo, ou l'oiseau archéologique du futur. Un micro-satellite en forme d'oiseau qui, lancé en 2001, reviendra sur terre dans 50 000 ans pour informer nos lointains descendants de ce qu'étaient la planète et ses habitants en ce début de millénaire. Outre les enseignements classiques (géographie, biologie, histoire, etc.), Kéo délivrera aussi des millions de messages qu'auront rédigés des habitants du globe à l'adresse de leur futur... *« Le vrai but du projet est philosophique : faire réfléchir l'homme sur sa nature. Que cette espèce surdouée trouve une image d'elle-même et prenne conscience de ses talents comme de ses folies. »*

Il faut se méfier des poètes, surtout lorsqu'ils ont un solide bagage scientifique. Jean-Marc Philippe est un drôle de corps, à la fois rigoureux et romantique, technicien et pourtant artiste. Doué pour l'abstraction, mais aussi terriblement réaliste, accrocheur, et têtu. Au physique, c'est un sec, un nerveux. Chemise noire, cheveux poivre et sel, il a derrière ses lunettes le regard clair et flou des grands myopes. Un paradoxe ambulant. Après un doctorat en astrophysique, il est devenu *« peintre contestataire »* (sic) pendant dix ans, non sans succès. En 1983, retour aux origines, il a voulu réconcilier art, science et technologie, et a travaillé les alliages à mémoire de forme. Aujourd'hui, il est, parmi quelques autres, artiste de l'espace.

Pour concevoir Kéo, il a mobilisé tout ce que la France compte de spécialistes : l'Aerospatiale, le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), l'école des Mines, Sup'aéro, Intespace, Digipress, le Ganil (Grand accélérateur national d'ions lourds), et on en passe. Tous ont participé à l'étude du petit satellite en forme d'oiseau. Bénévolement, pour le plaisir et l'image. *« Il faut bien rêver de temps en temps »*, plaisante Jean-Noël Calvet, du centre d'étude sur les matériaux du CEA. *« C'est épanouissant, motivant pour le personnel, et cela améliore notre image, celle d'un groupe capable de mener des projets fabuleux pouvant faire rêver le monde entier »*, explique Patrick Tejedor, directeur qualité à l'Aerospatiale. *« C'est une forme de mécénat, ça montre que des ingénieurs peuvent faire autre chose que de la pure technique »*, renchérit Jean-Louis Marcé, d'Intespace.

FAIRE fantasmer les ingénieurs. Le pari n'était pas facile. Seul un Jean-Marc Philippe, à la fois poète et technicien, pouvait le réussir. Il est gagné. Au premier étage de la Cité des sciences, à Paris, dans la vaste salle réservée à l'espace, Kéo repose dans une vitrine transparente. Dodu et gracieux avec son corps sphérique et ses longues ailes bleues, il paraît tout petit à côté d'Ariane V ou de la station Mir. Pour l'heure, ce n'est qu'une maquette réalisée au tiers. Mais les proportions sont bonnes. En grandeur réelle, Kéo ne mesurera que 80 centimètres de diamètre pour le cœur, 10 mètres d'envergure avec les ailes, pour un poids n'excédant pas 100 kilos – condition sine qua non pour obtenir un lancement gratuit. Une plume pour l'espace. Mais aussi le plus solide objet spatial sans doute jamais conçu.

Kéo, assurent fièrement son père et ses parrains, est une petite merveille de technologie avancée. L'Aerospatiale, architecte du système avec l'école des Mines, l'a conçu pour résister à tout, et revenir à l'heure. *« Ce sera aux environs de 50 000 ans, à quelques milliers d'années de plus ou de moins près, en tout cas ni dans 2 000 ans ni dans un million d'années »*, assure Marc Montagne, ingénieur à l'Aerospatiale, responsable des calculs orbitaux. Le CEA a mis dans la corbeille ses recherches les plus avancées sur les *matériaux de pointe*. Le Ganil a testé l'effet des rayonnements cosmiques, Intespace celui des vibrations.

Kéo, satellite passif, bardé de boucliers de protection (contre les chocs, les rayonnements, etc.), sera théoriquement invulnérable. Sauf s'il croise sur son chemin l'une de ces météorites naturelles ou artificielles qui, volant à la vitesse d'un missile, sont la terreur des astronautes. Aujourd'hui, quatre mille objets de plus de 4 centimètres sont recensés dans l'espace : micro-météorites, débris de lanceurs, morceaux de satellites, etc. L'équation statistique est simple : si l'homme continue de polluer l'espace au rythme actuel, Kéo sera pulvérisé d'ici à 2052, à moins de choisir une orbite très éloignée de la banlieue terrestre, plus sûre mais plus coûteuse. Bien avant, aux environ de 2010, un accident majeur touchant une navette ou une station orbitale aura sensibilisé l'opinion. D'ici là, on aura donc probablement réduit la pollution, voire nettoyé l'espace. *« Kéo, par sa durée, est un révélateur*, explique Marc Montagne. *L'homme ne pourra pas continuer à polluer l'espace à ce rythme. »*

S'il échappe à ce péril majeur, le micro-satellite, poussé naturellement par les forces cosmiques, terminera sa course dans une gerbe de lumière : le premier bouclier thermique créera, lors de son retour sur Terre, une aurore boréale artificielle signalant son arrivée. Au bout du périple restera une simple petite sphère de titane. D'une densité inférieure à 1, elle flottera sur l'eau – il y a cinq chances sur six qu'elle « atterrisse » dans l'océan. Les ailes – indispensables à la poésie – auront disparu depuis longtemps. Fabriquées dans un matériau ultraléger tenu secret, elles se déploient à la chaleur du Soleil, pour s'abaisser à l'ombre de la Terre, grâce à des pattes de fixation en alliages à mémoire de forme – dont la propriété est de changer de forme lorsque la chaleur augmente ou diminue. Kéo, l'oiseau bleu, vole donc pour de bon.

Mais le plus merveilleux est dans le cœur. Une fois déshabillé de ses multiples boucliers, Kéo, devenu à l'aube du cinquantième millénaire un objet préhistorique, certainement le plus vieux satellite de l'univers, révélera ses trésors aux archéonautes du futur. Premier cadeau : sa date de naissance. Gravée sur une plaque de verre, la position des pulsars (des étoiles en fin de vie qui clignotent, comme des phares de l'espace) permettra de dater le lancement. Deuxième cadeau : sa famille. *Des centaines de visages*, témoins de notre diversité ethnique, seront ciselés sur une autre plaque. Le troisième présent sera quatre microbilles d'or incluses dans un diamant artificiel, qui contiendront une goutte d'eau de mer, une pincée de terre arable, une bulle d'air et une goutte de sang humain. En prime, une double hélice d'ADN sera gravée sur le diamant.

La dernière offrande remplira tout l'espace restant : plusieurs piles de CD-ROM, gravés dans un verre ultrarésistant par Digipress, stockeront la somme de toutes les connaissances actuelles : langues, *catalogue des espèces, coutumes*, histoire, arts, etc., une sorte de Bibliothèque d'Alexandrie du XXIe siècle, dûment traduite et codifiée. Elles porteront aussi les messages des hommes à leurs lointains descendants. Que seront-ils ? Messages d'espoir, messages philosophiques, récits, poèmes, promesses, angoisses... Seront-ils cohérents ou, au contraire, répétitifs ? L'humanité parviendra-t-elle à se définir, à dire ses désirs, son but ?

DANS son atelier blanc et noir, décoré d'un unique et gigantesque ficus, Jean-Marc Philippe s'enflamme, devient lyrique, cite Hölderlin – *« l'homme qui songe est un dieu, celui qui raisonne un mendiant »*. Ce retour vers le futur collectif l'enthousiasme. *« Kéo est un objet technologique, mais la technologie est un outil, sa finalité est ailleurs. »* Autour de lui, la technologie multiplie ses merveilles, posées çà et là, comme des cailloux sur la route. Ici, un petit bout de métal qui devient fleur à la chaleur d'un briquet. Là, le « torse hermaphrodite », première sculpture à mémoire de forme : à 25° C, c'est un Apollon, moulé dans un métal brillant. *Chauffé à 55° C, il devient* Vénus... Plus loin, la « sphère de mars », une petite bulle dorée, qui s'ouvre comme une rose à la chaleur du Soleil, révélant un diamant incrusté de microbilles d'or. Dix-huit grammes de haute technologie, mise au point depuis 1992 avec les mêmes partenaires que Kéo, et destinée à devenir la première œuvre d'art déposée sur la planète rouge, si le concours lancé par la NASA la retient pour la prochaine expédition.

Kéo n'est pas né d'une lubie, mais des recherches de toute une vie. Pourtant, à côté de lui, tout le reste devient presque banal. Au-delà de la beauté, bien au-delà de la technique, cette intelligence lancée dans l'espace et le temps a un but, un sens qui donne un peu le tournis. La science-fiction à portée de clavier, accessible à tous, partout. Pour définir un monde, si possible meilleur. *« L'époque gronde*, dit l'esthète, devenu humaniste. *Nous ne pouvons plus être innocents. Depuis cinquante ans, l'homme, avec l'arme atomique, la génétique, fait des erreurs que la nature ne pourra plus réparer. En invitant chacun à s'éloigner du quotidien, j'espère une prise de conscience collective. »*

AVEC Kéo, le rêve a trouvé son support : tous les hommes qui le veulent doivent pouvoir s'exprimer, *« du prix Nobel à l'enfant des favellas »*, insiste Jean-Marc Philippe. Les moyens de communication le permettent. Le téléphone, la radio, la télévision pénètrent partout. L'ordinateur décolle. En l'an 2000, on comptera 300 millions d'internautes. Un cercle privilégié, qu'il s'efforcera d'élargir, via l'enseignement, les églises, les organisations internationales, les conteurs, etc.

Toujours pragmatique, il s'est entouré, là encore, des meilleures compétences. C'est un « chercheur de noms » spécialisé, Ivan Gavriloff, directeur de l'agence Kaos, qui a baptisé le petit satellite. Pourquoi Kéo ? *« Il fallait un nom universel*, explique ce dernier. *Nous avons cherché les sons les plus fréquents dans quelques centaines de langues. Le K, le É et le O, tout le monde peut les prononcer, et ça ne veut rien dire nulle part. »* Philippe Feinsilber, de la société Babel, a créé le site www.keo.org sur Internet. Nicolas Bordas, patron de l'agence de communication BDDP, s'est chargé du plan média. Son rêve : *« Que 70 % de la population mondiale ait au moins entendu parler du projet. »* Cinquante marques dans le monde peuvent prétendre à cette notoriété... mais, assure-t-il, un événement a un impact infiniment plus fort que la plus ambitieuse campagne publicitaire. Reste à faire de Kéo un événement.

Reste, surtout, à le construire. Jusqu'ici, les participations bénévoles n'ont rien coûté aux entreprises : des heures d'études, souvent faites en dehors des horaires de travail. Partout, le projet est remonté de la base vers le sommet, des ingénieurs, passionnés par l'aventure, vers le directeur ou le PDG intéressé par l'effet d'image. Jean-Marc Philippe, lui, a travaillé seul. *« Tout ce que j'avais y est passé »*, avoue-t-il. La fabrication sera, elle aussi, fondée sur le bénévolat, chaque entreprise apportant sa part en nature. Mais, dès lors qu'on entre dans la phase concrète, il faut une équipe, trois ou quatre permanents pendant quatre ans, et un budget. La chaîne des bonnes volontés existe, et le projet coûtera peu – *« quelques millions au plus »*, assure Patrick Tejedor – à l'échelle des entreprises parraines. Elles étudient la création d'une fondation qui permettrait de financer une ministructure.

Kéo, c'est aujourd'hui pratiquement sûr, sera prêt en 2001. Restera alors à le lancer dans l'espace. Hélas ! les lanceurs sont rares, les places gratuites encore plus, même pour un satellite-oiseau ultraléger. Mais le bouche-à-oreille et la solidarité des polytechniciens font des miracles. Et Kéo tombe pile, au moment où Arianespace, spécialisée dans la mise en orbite de gros engins spatiaux, veut démontrer ses capacités dans le domaine prometteur des micro-satellites. Grâce aux contacts pris via le Centre national d'études spatiales et l'Agence spatiale européenne, le messager du futur a des chances solides d'embarquer sur Ariane V ou, à défaut, sur un Soyouz, lancé par une filiale d'Arianespace, Starcem.

Kéo existera, ne sera peut-être pas lancé exactement en 2001, et ne reviendra sûrement pas pile en 52 001. Mais il volera, léger comme l'espoir, lourd des angoisses de l'humanité, et reviendra peut-être un beau matin dans un flamboiement multicolore. Ou ne reviendra pas. *« L'issue n'a pas d'importance*, dit Jean-Noël Calvet, du Commissariat à l'énergie atomique. *On s'évade, c'est bien ! » « Nous ne pouvons pas vivre sans rêve, sans aspiration*, répète Jean-Marc Philippe. *Ce n'est pas leurrer que montrer le beau. »*

Véronique Maurus
Dessin : Jean-Claude Mézières

FIN

هكذا من الأصل

LE COURRIER DES LECTEURS

Les mesures d'urgence annoncées par Martine Aubry pour tenter de limiter le déficit de la Sécurité sociale ont suscité de nombreuses réactions de médecins, qui s'interrogent sur leurs responsabilités de prescripteurs, et notamment de radiologues, mis en cause, avec les biologistes et l'industrie pharmaceutique, par le plan gouvernemental. Parmi les autres sujets abordés dans les lettres adressées au *Monde*, les difficultés du président Bill Clinton dans l'affaire Lewinsky et les combats du Kosovo ont retenu tout particulièrement l'attention de nos correspondants.

LES PARADOXES DE LA RADIOLOGIE

Les feux de l'actualité sont braqués sur une spécialité médicale qui souffre de plusieurs paradoxes. Le premier réside dans le statut quotidien des radiologues, faisant d'eux des médecins et des chefs d'entreprise. Médecins, ils sont tenus au respect du code de déontologie, disposent du droit de prescription et se doivent de faire de leur mieux pour aider chacun de leurs patients ; chefs d'une entreprise employant entre cinq et dix salariés, regroupant plusieurs radiologues et réalisant un chiffre d'affaires moyen de 10 millions de francs, ils ont à se préoccuper de la rentabilité de leur société dans un secteur concurrentiel aux investissements lourds ; à la différence des sociétés commerciales, le risque financier est assuré sur leurs biens personnels et ils ne récupèrent pas la TVA. Il découle de ce premier paradoxe un certain trouble dans l'image des radiologues : une rémunération communément admise pour un directeur de société paraît exorbitante, voire choquante pour un médecin.

Le second tient dans la disproportion entre leur petit nombre et leur rôle central dans la pratique médicale : 4 500 dans le secteur libéral, les radiologues sont toutefois les spécialistes les plus sollicités par le médecin généraliste dans sa démarche diagnostique. La radiologie est une spécialité prescrite pour 95 % de son activité par les autres médecins, expliquant l'absence de contrôle de la profession sur le volume des actes effectués, l'absence de responsabilité individuelle dans les dépenses. Les seuls mécanismes de régulation sont la modernisation de la nomenclature et un contrôle drastique de son application.

Le progrès technique génère le dernier paradoxe. Les radiologues ont la chance d'avoir un métier passionnant alliant technologie informatique, anatomie et stratégie diagnostique. Mais le mode de diffusion imposé par les pouvoirs publics pour les techniques les plus récentes, plus particulièrement l'IRM, en limite l'effet sur la modernisation de la démarche diagnostique et donc sur la substitution que l'on peut légitimement en attendre : soumise à autorisation dans le cadre de la procédure d'attribution des équipements lourds, régie par la carte sanitaire, le déploiement de ces appareils s'effectue au compte-gouttes, privilégiant les hôpitaux et entretenant *ainsi* une véritable pénurie. Seule une diffusion libre à coût constant pour l'assurance-maladie permettra une amélioration de la prise en charge des patients.

A la veille de la nouvelle révolution de l'imagerie médicale que constitue la numérisation et l'utilisation des réseaux informatiques pour la *télétransmission et le télé*diagnostic, la radiologie ne doit pas servir de bouc émissaire mais au contraire d'exemple dans la modernisation et la rationalisation des dépenses de santé.

Jean-Paul Abecassis
Paris

DEUX ERREURS FONDAMENTALES

Deux experts de santé publique *(MM. de Kervasdoué et Geoffard)* ont opportunément rappelé, dans *Le Monde* du 8 juillet, les deux erreurs fondamentales d'appréciation qui, une fois encore, risquent d'empêcher l'existence d'une paix durable entre professionnels de la santé et gestionnaires des deniers publics. L'erreur des premiers est de s'accrocher au sacro-saint « paiement à l'acte », élément de tous les dérapages, des praticiens comme des malades (le médecin ayant l'ultime tentation de multiplier les actes, comme le malade de solliciter toujours plus...). L'erreur des seconds est de croire encore à une possible maîtrise médicalisée des dépenses de santé, dans un environnement psychologique et économique appelant à tout sauf à la maîtrise (qui sait combien coûtera bientôt la bithérapie d'une hépatite C, la quadrithérapie du sida, ou la prévention non ciblée de l'ostéoporose face à une industrie qui, elle, n'ignore rien du formidable catalyseur de consommation qu'est l'angoisse collective générée par le « droit au bien-être » ?).

Vouloir croire que l'on freinera les appétits par voie réglementaire relève d'autant plus de l'illusion qu'aucun élément de mesure des besoins n'est au point et focaliser la chasse aux abus sur le péché collectif des médecins ne pourra que radicaliser le point de vue de ces derniers. Tout cela ressemblerait à un transport aérien dans lequel les pilotes auraient à négocier le prix des carburants et dont la rémunération serait inversement proportionnelle au taux de remplissage des avions, dans un espace aérien sans tour de contrôle (...). Pendant que s'organise ce ballet aérien des malentendus, les charters privés de la médecine à deux vitesses sont déjà prêts pour l'homologation. Cela s'appelle de la traîtrise, médicalisée par les uns, et théâtralisée par les autres. Espérons que dans ce contexte M. Johanet saura y voir plus clair que ses prédécesseurs.

Docteur Bruno Lopez
Fonsorbes (Haute-Garonne)

LE FRANÇAIS N'EST PAS TRÈS HEUREUX

Les Français consomment trop de médicaments. Notamment, *ainsi que le révèle un récent article* du *Monde*, ils consomment trop d'antidépresseurs. C'est de la faute des médecins qui les prescrivent. Voilà ce qui semble évident. Pourtant, je puis vous assurer que le médecin que je suis ne gagne rien de plus à en prescrire, que ce sont même des médicaments aux nombreux effets secondaires, parfois graves, qu'on hésite à utiliser sans de solides raisons (...). Alors ? Et si les Français consommaient plus d'antidépresseurs que leurs voisins européens tout simplement parce qu'ils en ont plus besoin, parce qu'on est moins heureux en France qu'ailleurs en Europe. Pourquoi pas ? C'est aussi en France qu'on boit le plus d'alcool, indice qu'on a envie de noyer sa tristesse. Ce qui n'empêche pas que, question « drogue », nous ne soyons pas de reste...

Ce sont les Français qui possèdent le plus d'animaux de compagnie, chats et chiens, qui sont des substituts affectifs, n'est-ce pas ? Mais tout cela n'empêche pas le Français d'être au quotidien plutôt agressif envers ses semblables. Le taux élevé d'accidents sur nos routes le prouve : une partie est certes liée à l'alcool, mais un manque évident de courtoisie et de civisme, que dis-je, de simple respect de l'autre, fait le reste (...). Tout cela n'apparaît-il pas comme autant d'indices que le Français n'est pas très heureux. Pourquoi ? Les causes en sont sûrement complexes, mystérieuses et remontent fort loin dans le temps. Mais que la France cesse de culpabiliser médecins et malades sur leur consommation d'antidépresseurs. Elle ferait bien de s'observer elle-même, de risquer son autocritique.

Bernard Gaspar
Paris

L'IMPUISSANCE DE LA HONTE

Dans les médias, on parle de batailles, de défaites, d'exodes massifs, de villages brûlés, d'épidémies à court terme... Ah, que ces mots sont abstraits ! Clamons ce que personne ne veut encore reconnaître (hormis le dessin de Pancho, *Le Monde* du 7 août) : l'inacceptable recommence, avec le même metteur en scène, la même brutalité cynique, les mêmes horreurs, la même lâcheté de ceux qui, en quelques jours, pourraient stopper Milosevic par quelques frappes cinglantes, pourvu qu'ils cessent de faire semblant de croire que la Russie a encore le pouvoir de ses vetos. Car de quoi s'agit-il ? Une ethnie majoritaire, les Kosovars albanais, veut l'indépendance. Pourquoi pas – brouillons les genres – les Arméniens, les Kanaks, les Algériens, les Corses ou les Texans, pendant qu'on y est ! Seulement, avec Milosevic et sa soldatesque ayatollesque, on ne discute pas : contre tout bon sens, on fait la guerre. Soit. Mais est-ce vraiment une guerre ? Evidemment non, c'est une pauvre résistance contre une armée moderne bien choyée. Et la tactique n'est que trop connue : on prend les civils et on recommence : terres brûlées, terreur à tous les étages, viols massifs à effet retard, enfants brisés. Dans quelques mois, les Kosovars seront sonnés (ceux qui vivront), toutes énergies répandues, retournant sur eux la honte de leur impuissance tel le scorpion échaudé, impropres à toute démocratie pour longtemps. Alors Occidentaux, encore un effort : ne faisons rien. L'oubli se prend chaque soir en cachet. Et le lendemain, nous voilà frais pour nous remettre à nos chères angoisses, chômage et misères privées. Et pendant ce temps, le Hitler au petit pied peut assouvir sa jouissance du pouvoir et ses obsessions de grande Serbie malmenée. Et nous inoculer l'impuissance de la honte.

Arnaud Dumond
par courrier électronique

UN DÉMISSIONNAIRE EN SURSIS

S'il est permis d'ajouter une considération à l'éditorial du *Monde* du 8 août traitant d'ayatollah le procureur acharné à faire se démettre le président Clinton, *disons que cette affaire ne peut* être isolée de son précédent, la démission forcée de Richard Nixon. Si, pour la deuxième fois en un quart de siècle, un président américain est contraint de démissionner de ses fonctions, l'intransigeance morale y trouvera peut-être son compte, mais c'est le système de la démocratie américaine qui sera en cause à son plus haut niveau. Avec Nixon, c'était la responsabilité du Parti républicain qui était engagée. Avec Clinton, ce sont les démocrates. Longtemps après que les écoutes illégales de M. Nixon et les éventuels frasques et mensonges de M. Clinton seront oubliés, ce qui restera, c'est que le président des Etats-Unis sera désormais un démissionnaire en sursis. Ce qui ne peut être de l'intérêt que des seuls ennemis de la démocratie. Sans professer la philosophie de Goethe, qui « *préférait une injustice à un désordre* », on peut se souvenir que les Romains, *de qui nous avons hérité nombre* de nos conceptions sur l'ordre et la justice, nous ont aussi légué une leçon de sagesse par la formule « *summum jus, summa injuria* ». Il n'est pas sûr non plus que notre propre appareil judiciaire s'en souvienne toujours. Au temps de La Fontaine, les jugements de Cour rendaient les justiciables blancs ou noirs, selon qu'ils étaient puissants ou misérables. Même s'il joue en sens inverse, le même esprit de système ne corrigerait pas les fautes du passé en ajoutant les siennes.

François de Rose
Paris

Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http ://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Il y a mensonge et mensonge

AINSI donc, à en croire les médias américains, Bill Clinton pourrait reconnaître sous serment devant le Grand Jury, lundi 17 août, avoir eu un « *contact sexuel* », plus précisément « *bucco-génital* », avec Monica Lewinsky, l'ancienne stagiaire de la Maison Blanche. Si d'aventure, et malgré les précautions sémantiques prises par les avocats de M. Clinton, le procureur indépendant Kenneth Starr estime que, ce faisant, il se parjure, contredisant son précédent témoignage sous serment de janvier, la voie serait alors ouverte au déclenchement d'une procédure de *destitution* (*impeachment*) dont l'issue dépendra du Congrès. Bref, la vie politique intérieure de la plus grande puissance mondiale serait suspendue à cette question fondamentale, que l'on préférera formuler, ici, sans puritanisme excessif : en finissant par reconnaître avoir bénéficié d'une fellation, le président des Etats-Unis a-t-il trahi les devoirs sacrés de sa fonction de gardien de la Constitution ?

Cependant, outre-Atlantique, les médias ne posent pas la question de façon aussi triviale. Pour eux, comme le rappelait solennellement un éditorial récent du *Washington Post*, il s'agit de savoir si le président a menti sous serment dans une procédure judiciaire. Autrement dit, un président dont le mensonge serait judiciairement, procéduralement et légalement établi, ne serait plus digne de la fonction. A première vue, nous aurions bien tort de moquer ce rigorisme, nous qui vivons dans une République où aucun contre-pouvoir n'a été institué pour mettre en évidence d'éventuels crimes ou délits commis par un chef de l'Etat dans l'exercice de ses fonctions. L'ironie très française qui domine face au Labiche sur Potomac que nous offre aujourd'hui Washington nous montre que nous ne sommes pas près d'en finir avec cette république des « *intouchables* », pour reprendre un mot appliqué par l'actuel maire de Paris à son propre cas face à ses embarras politiques et judiciaires.

Mais pour autant, sans épouser cette condescendance moqueuse envers la démocratie américaine où la défense des droits de l'individu face à l'Etat est souvent mieux assurée que chez nous, nous ne suivrons pas nos confrères américains. En affirmant que la question posée est celle du mensonge, ils se refusent à définir le territoire dudit mensonge. Epousant la démarche du procureur Starr, ils tiennent pour acquis que l'on ne saurait établir de hiérarchie dans le mensonge. Ne pas mentir serait un absolu... présidentiel. Et, donc, un président qui ment sur sa conduite privée, qui s'enferre même, tant les aventures extra-conjugales de M. Clinton sont notoires, serait coupable du même crime que s'il ment sur la conduite des affaires publiques. Bref, changeons de proverbe, ne disons plus : « Qui vole un œuf, vole un bœuf », mais : « Qui ment sur le sexe, ment sur l'Etat. »

Intellectuellement, il y a là une forme d'intégrisme qui franchit allègrement la frontière entre vie publique et vie privée. Et qui, au travers du symbole de la présidence, ouvre la voie à une inquisition morale portant atteinte aux libertés individuelles.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges,
Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; *directeur délégué* : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994).

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*.
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

Les banques d'affaires dans un maelström

Suite de la première page

Les fusions récentes, nombreuses (rapprochement de Morgan Stanley et de Dean Witter, de Citibank, Salomon Brothers et Smith Barney, d'UBS et de SBS...), n'y ont rien changé. Au contraire. Des acteurs plus puissants et agressifs ont émergé. Ils ont montré qu'ils étaient prêts à profiter des périodes difficiles, en Asie notamment, pour se renforcer.

Sous la pression de la concurrence, les prix et les marges dans toutes les catégories de services financiers tendent donc à diminuer. Cela se vérifie aux Etats-Unis. Ailleurs, lorsque les banques américaines se heurtent à des acteurs locaux, la bagarre est souvent encore plus violente. En Europe, les marges sont déjà écornées. En Amérique latine, elles se sont effondrées.

La fragilisation risque de venir aussi du caractère cyclique des activités financières. Que se passera-t-il en cas de retournement des marchés ? Certains, comme Walter Shipley, le président de la Chase Manhattan, craignent cette perspective mais estiment qu'ils pourront racheter, alors, à bon compte des banques d'affaires affaiblies. Tant que les ménages continuent à épargner massivement pour leur retraite à travers le monde, d'autres ne s'inquiètent pas : « *Dans ce métier, la démographie est reine* », affirme Donald Marron, président de Paine Webber. « *Ce que nous faisons est essentiel pour faire tourner les capitaux dans le monde entier* », confirme, très optimiste, Richard Fisher, président du comité exécutif de Morgan Stanley-Dean Witter.

AT Kearney et EIU relèvent un troisième facteur de fragilisation : la difficulté d'organiser une activité de banque d'investissement, surtout lorsqu'elle est régionale ou partie intégrante d'une banque universelle. Faut-il intégrer étroitement les métiers de banques commerciales – comme le crédit et la gestion de flux de trésorerie des grandes entreprises – et ceux de banque de marché et de conseil ? L'exercice est nécessaire, mais souvent périlleux, car il provoque un choc de cultures que ni les banques suisses ni la Deutsche Bank, par exemple, n'auront surmonté facilement.

LA GESTION DES COÛTS

Les banques enfin sont confrontées à un dernier risque : la gestion de leurs coûts. Plus une banque veut être « *globale* », c'est-à-dire présente dans tous les pays et les métiers de la finance d'entreprise, plus sa structure de frais généraux sera lourde. Elle devra recruter et garder dans tous les domaines les meilleures équipes, souvent les plus chères dans ces métiers où l'unité pour le salaire des stars est le million de dollars. Il lui faudra investir en permanence pour maintenir à jour – voire en avance – ses systèmes informatiques de gestion et surtout ceux de contrôle des risques. Car plus le bilan d'une banque prend de l'ampleur, plus ses activités sont dispersées géographiquement, plus ses risques sont diffus et difficiles à surveiller avec fiabilité, en temps réel.

Dans ce contexte, le président de la Chase estime qu'il n'y a qu'un seul choix pour une banque d'affaires : « *Etre un véritable concurrent global ou être un acteur de niche, le pire étant d'être pris entre les deux.* » Pour les consultants, les joueurs mondiaux seront donc, sans hésitation, les Américains, à commencer par ceux qui tiennent déjà le haut du pavé comme Merrill Lynch, Morgan Stanley-Dean Witter ou Goldman Sachs, suivis par JP Morgan, Salomon-Smith Barney (groupe Citibank-Travelers) ou la Chase Manhattan. L'avantage compétitif de ces ténors vient de la taille de leur marché domestique.

Quelques groupes européens peuvent malgré tout espérer disputer la place aux américains, surtout avec la perspective de l'euro : les suisses Crédit suisse et UBS sont les mieux placés, avec les allemands Deutsche Bank et peut-être Dresdner Bank, ou encore le néerlandais ABN Amro et le britannique Hongkong and Shanghai Banking Corp. Les acteurs japonais sont hors jeu.

Les banques françaises ? Il n'en est guère question. Si l'étude s'est intéressée à la Société générale, qui a fait l'effort de se développer activement aux Etats-Unis en faisant quelques petites acquisitions, sous la houlette de Kurt Welling, elle passe le cas de Paribas sous silence. Beaucoup se raccrocheront toutefois à ce mot de John Corzine, coprésident de Goldman Sachs : « *Lorsqu'on regardait le palmarès, il y a dix ou vingt ans, il était complètement différent du classement actuel. Personne n'est né avec le droit divin d'occuper une position de leader.* »

Sophie Fay

PRÉCISIONS

« VOYAGES EN UTOPIES »

Le titre générique de la série d'articles que nous avons publiée du 10 au 15 août, « Voyages en utopies », est aussi celui d'un livre de Georges Jean, édité dans la collection « Découvertes » de Gallimard (176 pages, 82 francs).

PICS DE POLLUTION

Le Conseil national de l'air, présidé par Jean-Félix Bernard, nous prie de préciser qu'il a bien préconisé une baisse du seuil d'alerte de niveau 2 en cas de pic de pollution, mais qu'il n'a « *pas encore ouvert de discussion* » sur l'abaissement du seuil d'alerte de niveau 3. Par ailleurs, l'abréviation mg/m³ renvoyait à des microgrammes par mètre cube d'air et aurait dû être écrite µg/m³.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Charles Munch à Lucerne

ON N'IMAGINE point qu'il soit possible de mieux traduire que ne l'a fait Charles Munch deux chefs-d'œuvre d'inspiration aussi différente que la *Quatrième Symphonie* de Schumann et la *Symphonie liturgique* d'Arthur Honegger. Si différente ? Oui, sans doute, mais reflétant l'un et l'autre, à un siècle d'intervalle, l'inquiétude de l'homme devant l'insoluble énigme du destin.

Dédicataire de la *Symphonie liturgique*, Charles Munch l'a fait triompher au Festival de Lucerne, comme il y a deux ans à sa création à Paris. Après avoir traduit de manière saisissante le drame subjectif de Schumann, il a su donner à la symphonie de Honegger l'ampleur qui convient au sujet. Sans la déformer, il l'a en quelque sorte élargie. Son succès personnel a été vif : des rappels, une ovation sans fin lui ont montré la ferveur du public cosmopolite gagné par son autorité à un ouvrage austère et dont l'auteur a banni volontairement toute séduction facile.

Précédé d'une grande réputation acquise en Amérique, le violoniste Isaac Stern paraissait au Festival de Lucerne pour ses débuts en Europe. Son émoi, sensible dans les premières mesures du *Concerto* de Mendelssohn, s'est bien vite dissipé sous la baguette de Charles Munch, et l'assurance avec laquelle il a enlevé l'*allegro appassionato*, le style excellent qu'il a montré dans l'*adagio*, le brio enfin de son *allegro vivace* font très heureusement augurer de son avenir : Isaac Stern s'imposera au Vieux-Continent comme il a su déjà s'imposer au Nouveau Monde.

René Dumesnil
(17 août 1948.)

هكذا من الأصل

EMPIRE Un financier américain, Asher Edelman, est parti à l'assaut de la Société du Louvre. Cette holding familiale, détenue par la famille Taittinger, possède des hôtels dont le Crillon, des sociétés de luxe (Baccarat) et des petites firmes industrielles. ● LE RAIDER AMÉRICAIN a déjà pris 11 % du capital du groupe – qui ne lui donnent que 3,9 % des droits de vote – et dit vouloir en prendre la majorité. ● LE CAPITAL de la Société du Louvre est solidement verrouillé par la famille Taittinger, au travers d'une cascade de sociétés intermédiaires. ● DES DISSENSIONS, cependant, existent au sein de la centaine de membres de la famille, actionnaires du groupe. ● LA FAMILLE PEUGEOT est entrée dans la société pour aider les Taittinger à se défendre. ● ANNE-CLAIRE TAITTINGER a pris la présidence de la Société du Louvre avec mission de protéger et de moderniser le groupe.

La famille Taittinger tente de résister au siège de sa forteresse

Un financier américain, Asher Edelman, est parti à l'assaut de la Société du Louvre. Cette holding familiale recèle des trésors comme le Crillon, palace parisien, ou la cristallerie de Baccarat. Anne-Claire Taittinger, la présidente, cherche à préserver la cohésion du clan

LE FINANCIER américain Asher Edelman est têtu. Mais il semble dans une position délicate. Depuis plus d'un an, il proclame qu'il veut acquérir le contrôle de la Société du Louvre, une holding de la famille Taittinger regroupant hôtels de prestige, hôtels économiques, luxe et industrie légère. Depuis août 1997, il a officiellement déposé trois offres de rachat des titres aux prix successifs de 275, 310 et 350 francs. A chaque fois, il s'est vu opposer un refus ferme de la part de la famille Taittinger.

Les agissements d'Asher Edelman laissent la communauté financière perplexe. *Cette dernière* ne s'explique pas pourquoi, s'il veut réellement parvenir à ses fins, le financier a préféré acheter des *actions privées de droit de vote* (certificat d'investissement) plutôt que des actions normales. Résultat : avec 11,02 % du capital, il dispose de seulement 3,9 % des droits de vote et a peu de chance de faire valoir ses revendications. Celles-ci ont été exposées dans une lettre d'intention transmise au Conseil des marchés financiers : acquérir le contrôle de la société et être représenté au sein du conseil de surveillance de la société.

Mais M. Edelman a profondément ébranlé un empire centenaire, dont les structures capitalistiques, une *cascade de holdings*, sont fragilisées par les intérêts contradictoires de la centaine d'actionnaires familiaux. Chez les Taittinger, *il est de bon goût de mélanger* les affaires (familiales) et la politique. Jean Taittinger fut notamment garde des sceaux en 1973-*1974, durant* la présidence de Georges Pompidou, et son fils Frantz est député (RPR) des Hauts-de-Seine et maire d'Asnières. Le groupe a longtemps été moqué pour sa propension à salarier un très grand nombre de membres de la famille : une passe d'armes a opposé, sur ce sujet, Sophie *L'Hélias*, défenseur des intérêts d'Asher Edelman, et Anne-Claire Taittinger, quarante-huit ans, la présidente du groupe.

En revanche, il n'est pas question d'accueillir à bras ouvert des « raiders », ces financiers dont le but *est de dépecer l'empire. Mais les* empires peuvent s'effondrer. Les deux patriarches Claude Taittinger et Jean Taittinger, qui ont respec*tivement soixante et onze* et soixante-quinze ans, ne s'entendent guère. Claude dirige les champagnes Taittinger, cotés en Bourse, *qui contrôlent, à hauteur* de 35,6 % du capital et 57 % des droits de vote, la Société du Louvre. Cette dernière est dirigée, *depuis juin* 1997, par *Anne*-Claire Taittinger, fille de Jean.

La forteresse semble bien défendue, mais ses murailles datent un peu. Tout en haut de l'édifice se trouve la Financière Taittinger, solidement tenue par Claude, Jean et les nombreux héritiers. Cette société est très sélecte. Tout acheteur d'actions est soumis à une archaïque clause d'agrément : *« Il vaut mieux être parrainé par un membre de la famille »*, explique un banquier. Sinon, la demande a de grandes chances d'être rejetée et les actions sont remboursées à l'importum par un membre de la famille tiré au sort. C'est là que le bât blesse : certains membres sont riches d'actions mais pauvres en liquidités. Leur patrimoine est soumis à l'impôt sur la fortune *(ISF)* et les maigres dividendes versés suffisent à peine à le régler.

A l'étage en dessous, les champagnes *Taittinger, le contrôle* est fragilisé depuis que les financiers Guy Wyser-Pratte et Verneuil Finance se sont invités, il y a un an, *au tour de table à hauteur de 13 %*.

C'est là que le bât blesse : certains membres sont riches d'actions mais pauvres en liquidités. Leur patrimoine est soumis à l'impôt sur la fortune et les dividendes versés suffisent à peine à le régler

Tout en bas de l'édifice financier se trouve la Société du Louvre. Son contrôle repose sur un mécano de participations croisées : les sociétés mères et la fille détiennent chacunes des titres de l'autre. Pour consolider cet édifice endogame, il a fallu appeler à la rescousse la famille Peugeot qui possède, depuis septembre 1997, 4 % des titres. Un pacte lie les deux familles, au terme duquel les Peugeot peuvent acquérir jusqu'à 10 % du capital. Mais ils s'engagent à conserver leurs actions pendant quatre ans, et accordent un droit de *préemption* à la famille Taittinger.

La Société du Louvre a beau affirmer que les attaques répétées de *financiers extérieurs ont ressoudé* le clan, le travail de sape est bien engagé. La hausse des titres Financière Taittinger, champagnes Tait*tinger et Société du Louvre, qui ont* tous triplé depuis mai 1997, a considérablement accru le montant de l'ISF. Les dividendes versés n'ont *pas suivi le mouvement : ils ont* simplement augmenté de 40 % en 1997 pour refléter les bons résultats enregistrés.

La situation pourrait être difficilement tenable pour certains membres de la famille. Un grand groupe spécialisé dans l'immobilier ou le luxe pourrait alors ramasser le fruit mûr en contentant tout le monde. Tout est une question de prix. Le moment est bien choisi pour une attaque car ce conglomérat profite pleinement de la reprise économique. Tous les actifs sont redevenus rentables et le groupe *détient* une position unique dans l'hôtellerie de luxe et l'hôtellerie économique, où il est numéro deux français derrière Accor.

Il faudrait des années pour reconstituer de telles parts de marché, alors qu'il faut juste quelques mois et quelques moyens – la capitalisation boursière de la Société du Louvre est de 7,5 milliards de francs et l'annulation de l'autocontrôle réduirait la facture – pour s'en emparer. Pour exemple : la cession de la majorité du capital de la Banque du Louvre au Crédit commercial de France, en juillet, aurait rapporté près de 400 millions de francs. Les actifs hôteliers de luxe se négocient en ce moment au plus haut : le Crillon et le Lutétia, à Paris, et le Martinez à Cannes – tous trois propriétés du groupe – seraient estimés à 3 milliards de francs. L'hôtellerie économique, regroupée dans la société Envergure, pourrait peser entre 1,5 et 2,5 milliards. Redressée, la cristallerie Baccarat pourrait voir cette année son résultat doubler par rapport à celui de 1997 (24 millions de francs) et sa valeur atteindre quelque 750 millions. Cerise sur le gâteau : le groupe est propriétaire d'un important parc immobilier à Bruxelles et à Paris, estimé à près de 500 millions de francs, alors qu'il est évalué à zéro dans les comptes. De quoi aiguiser bien des appétits.

Enguérand Renault

Des actifs prestigieux

● **Hôtellerie**
– **de prestige :** hôtels Concorde (Crillon, Louvre, Concorde, Lafayette), Hôtelière Lutétia Concorde (Lutétia, Ambassador, Concorde Saint-Lazare) à Paris ; hôtel Le Martinez à Cannes ; restaurant Le Grand Véfour à Paris.
– **économique** (groupe Envergure) : Campanile, Première Classe, Bleu Marine...
● **Industrie de luxe :** cristallerie Baccarat, porcelaine Haviland, faïence de Gien, parfums Annick Goutal (ligne créée en 1980).
● **Banque du Louvre,** sous le contrôle du Crédit commercial de France depuis le 1er juillet.
● **Industrie légère :** Imprimeries champenoises, Deville (chauffage et cuisson).
● **Autocontrôle :** la Société du Louvre détient 8,4 % de ses propres actions ainsi qu'une part des actions de Taittinger et de la Financière Taittinger.

PROFIL

PROFESSION, « RAIDER »

A la question de savoir quelle est sa stratégie, Asher Edelman, célébrité de Wall Street, répond sans hésitation : *« Je suis un investisseur. »*

Il exerce ce *« métier »* de raider via quatre fonds d'investissement depuis 1981. Il a mené de nombreux coups *financiers* à la fin des années 80, ce qui en a fait un des opérateurs du marché les plus célèbres aux Etats-Unis à cette *époque. Il s'était* illustré en lançant, en 1987, une OPA hostile sur la firme textile américaine Burlington, qui avait d'ailleurs échoué. Asher Edelman a pris des participations dans des sociétés aussi diverses que Datapoint et Mohawk (informatique), la société de détail britannique Storehouse, le fabricant de camions américain Fruehauf... Entre 1982 et 1988, Asher Edelman a été impliqué dans une quinzaine de prises de contrôle aux Etats-Unis, toutes hostiles.

Certains observateurs estiment que, avec ses partenaires, il a gagné *au moins 200 millions* de dollars en réalisant ces raids boursiers, mais ces montants n'ont jamais pu être vérifiés. Le montant *de sa fortune reste flou.*

Ses méthodes peuvent surprendre. Il se dit fervent défenseur du « gouvernement d'entreprise » – *qui impose transparence,* respect des règles et des actionnaires minoritaires en vue de placements à long terme –, mais n'hésite pas à *faire des coups financiers.*

Au départ, Asher Edelman a dirigé ses opérations par l'intermédiaire de ses propres sociétés de courtage, ou via des entreprises dans lesquelles il était majoritaire, dont Datapoint Corporation ou Canal Corporation, société immobilière qui œuvre également dans le commerce d'antiquités.

Pour justifier un peu plus son intérêt pour la Société du Louvre, M. Edelman aime à rappeler son association *avec la société américaine* North Star, qui détient des chaînes d'hôtels, de l'immobilier sur les Côtes est et ouest des Etats-Unis.

Agé de cinquante-huit ans, Asher Edelman a quitté le continent américain en 1988 pour s'installer *en Suisse, où il a un bureau à Ge*nève. Il partage son temps entre la France et les Etats-Unis. Très francophile, il est, dans l'Hexagone, *président du conseil d'administra*tion de Datapoint.

Comme beaucoup d'Américains riches, il consacre une partie de sa fortune aux œuvres d'art. Il avait ouvert un musée d'art contemporain en 1991 à Lausanne, le Musée Pully, qui a fermé ses portes quelques années *plus tard.* Asher Edelman s'était aussi distingué en prenant le contrôle de deux galeries d'antiquités gréco-romaines à la fin des années 80.

Pascale Santi

La guerre des glaciers aura bien lieu

LE MARCHÉ de la crème glacée en France devient le champ de bataille des glaciers américains. Avec une croissance des volumes de l'ordre de 51 % en dix ans et un potentiel de consommation important – seulement 6 litres de glace par habitant en 1997 contre 22 litres aux Etats-Unis –, le marché des glaces haut de gamme aiguise les appétits. Jusqu'ici dominé sans partage par Hâagen-Dazs, il attire de nouveaux intervenants tels que Baskin Robbins ou, plus récemment, Ben & Jerry's, ses deux principaux concurrents aux Etats-Unis, bien décidés à bousculer la suprématie du géant sur le marché des glaces « super premium » (glace crémeuse contenant moins de 20 % d'air).

Arrivé sur le marché national au cours du printemps 1996, Ben & Jerry's, qui a ouvert trois commerces parisiens en juin, se définit comme l'*« alternative à Hâagen-Dazs »*, explique Philippe Dailly, directeur général du groupe en France. Créée en 1978 par Ben Cohen et Jerry Greenfield, deux copains de classe un peu babas cool, la société américaine a connu un rapide succès aux Etats-Unis. Son originalité, selon elle, repose pour une grande partie sur *« une politique d'action sociale »* dans les domaines de la défense de l'environnement et de l'éducation.

ŒUVRES SOCIALES

L'entreprise reprend l'idée en France et mettra en place, à partir de septembre, en partenariat avec l'association Unicité, des programmes de soutien scolaire permettant à des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans de s'investir durant neuf mois dans le cadre d'un volontariat personnel. *« De plus,* ajoute M. Dailly, *nous versons 7,5 % de notre chiffre d'affaires avant impôts à des œuvres humanitaires. »* Loin de l'image conventionnelle de Hâagen-Dazs, la stratégie *« prudente mais agressive »* de Ben & Jerry's est ambitieuse : conquérir l'équivalent de la moitié des parts de marché du géant Hâagen-Dazs d'ici trois ans.

De son côté, Baskin Robbins multiplie ses points de vente au travers de franchises et de magasins en visant une clientèle plus jeune. *« Nous espérons passer de dix-huit à cinquante points de vente à l'horizon de l'an 2000. Pour ce faire, nous misons, notamment, sur notre gamme Frozone destinée aux enfants de six à douze ans »*, précise Alexandre Girault, directeur France du groupe. Axée sur une clientèle à la recherche de nouveaux goûts, la marque compte bien jouer la carte de la diversité face à ses principaux concurrents. Trente et un parfums, six cents recettes, et des glaces originales sans graisse ou sans sucre destinées aux diabétiques font la force de la compagnie américaine. *« Il y a de la place pour plusieurs intervenants si chacun se spécialise sur un créneau particulier »*, conclut M. Girault.

Face à l'intensification de cette concurrence, Hâagen-Dazs reste serein. *« Nous possédons une longueur d'avance sur les autres opérateurs du marché, mais nous connaissons leurs forces. Voilà pourquoi nous restons vigilants »*, souligne Marie-Agnès Richard, chef de produits pour Hâagen-Dazs France. Avec 3 % des volumes de glace en 1997, le groupe se trouve loin devant Ben & Jerry's – qui affirme détenir entre 0,5 % et 0,8 %, mais 0,1 % selon ses concurrents – et Baskin Robbins (moins de 0,5 %). Arrivée en 1990 en France, la société bénéficie de son antériorité : elle contrôle près de 90 % du segment des glaces « super premium » en grande distribution et n'a pas hésité à dépenser 35 millions de francs pour sa dernière campagne publicitaire. Jusque-là ciblé haut de gamme, Hâagen-Dazs souhaite maintenant partir à la conquête des autres segments du marché de la glace, dominé par Nestlé (marques Gervais et France Glaces-Findus) et par Unilever (marques Miko, Motta, Carte d'or). La guerre ne fait que commencer.

Emmanuel Paquette

La petite boule de cire rose

Nous publions une série d'articles, illustrés par Jacques Valot, sur les produits mythiques qui traversent les modes et les époques.

ROSE ET RONDE, pudiquement entourée d'un voile de coton blanc, la boule Quies est née d'une frustration. En 1918, en cette fin de première guerre mondiale, Mme Henry-Lepaute n'arrive pas à se procurer ses *« sourdines »* venues d'Allemagne, de petites boules de cire qu'elle introduit dans ses oreilles pour se *couper du monde et trouver* le sommeil. Elle demande donc à son pharmacien de mari de lui en fabriquer. Le *produit, réalisé dans l'officine* familiale du quinzième arrondissement à Paris, connaît auprès de la clientèle un tel engouement que, trois ans plus tard, une *« société commerciale »* est créée. Six familles décident d'investir dans ce produit d'avenir. Habiles commerçants, les fondateurs utilisent les courants porteurs de l'époque. *En ces années 20, « antiquisantes », ce produit est* dénommé *Quies*, « tranquillité » en latin. L'égyptomania du moment – en 1922 sera découvert le tombeau de Toutankhamon – est utilisée par ces *hommes de bon sens qui habillent la boîte* métallique d'un épervier entouré de hiéroglyphes : la boîte de boule Quies est née. En quatre-vingts ans d'existence, ni le nom ni l'image du produit ne seront changés.

PRODUITS MYTHIQUES

QUIES
PARIS

Depuis cette époque pionnière, le laboratoire Quies est resté entre les mains des familles fondatrices. La quatrième génération est maintenant aux commandes, en la personne de Christine Postel-Vinay, descendante d'un des actionnaires. Le produit n'a pas connu de révolution majeure : il s'agit toujours d'une mèche de coton trempée dans un mélange de cires minérales qui doivent *« se ramollir à la température du corps sans se liquéfier »*, précise avec soin la gérante du laboratoire. Le tout est entouré *de ouate qui facilite le conditionnement. « Les cires utilisées sont des produits dérivés du pétrole dont la composition s'est affinée avec le temps »*, ajoute-t-elle. C'est dans ce mélange que réside encore le véritable secret de fabrique de la maison. Un kilo de cire permet de *fabriquer* près de 800 boules, mais c'est la seule étape du procédé de fabrication qu'il est interdit de visiter.

Doucettement, l'entreprise est montée en puissance. *Elle emploie désormais une trentaine de* personnes pour un chiffre d'affaires de 22 millions de francs. Sa production a été multipliée par six en quarante ans et, en 1998, 50 millions de boules roses sortiront du laboratoire de *Palaiseau*, dans l'Essonne. En fait, pour cette PME familiale, le principal problème a longtemps été l'automatisation du procédé industriel. Dans les années 40, des ouvrières roulaient, chez elles, à la main, les petites boules après avoir fondu sur leur réchaud la pâte rose. Dans les années 60 apparaissent les premières machines qui forment les petites sphères. Mais la main de l'homme reste nécessaire. Impossible, en effet, d'enrouler mécaniquement la boule de cire de ce voile de coton extérieur sans l'écraser. Jusqu'en 1994, ce sont donc des femmes qui recevront chez elles, par porteur spécial, le précieux colis de boules roses à entourer de ouate à la main ! Ce n'est que depuis quatre ans que l'entreprise a trouvé la parade. Depuis cette date, où toute la chaîne est automatisée, tous les espoirs de croissance sont permis. *« Tout ce que nous produisons est vendu »*, *précise* la gérante. *Même si* la concurrence existe, en Suisse, en Allemagne, même si de nouveaux bouchons en mousse sont apparus, le laboratoire reste confiant : depuis *cinq ans, les ventes croissent de 3 % par an.*

A moins de 1 franc l'unité, la boule Quies est un produit démocratique par excellence, *« utilisée par tous les âges et par toutes les classes sociales »*, assure *Mme Postel-Vinay*. L'entreprise a *dépassé*, cette année, le milliard de boules produites depuis sa création et cherche de nouveaux produits porteurs. Après la crème relaxante Quies et le masque *de repos, la nouveauté, sortie en juillet, s'adapte* délibérément au monde moderne : des bouchons d'oreilles pour éviter les bourdonnements en avion.

Laure Belot

PROCHAIN ARTICLE :
La sauce Worcester

DÉPÊCHES

■ **J. P. MORGAN : la banque d'affaires américaine** serait en discussion avec une *grande banque* européenne en vue de fusionner, selon la dernière édition de *Business Week*. L'opération, qui pourrait s'élever à 30 milliards de dollars (180 milliards de francs), a relancé la spéculation sur toutes les valeurs bancaires.

■ **GENERAL MOTORS :** le *constructeur* **automobile américain** a annoncé, vendredi 14 août, que la grève de huit semaines dans ses usines de Flint (Michigan) lui avait coûté 1,65 milliard de dollars (10 milliards de francs). Le manque à gagner total au troisième trimestre est *estimé* à 2,85 milliards de dollars par le constructeur, GM n'ayant pu produire 318 000 voitures durant cette période.

■ **HYUNDAI : le président du syndicat de Hyundai Motor**, le premier constructeur automobile coréen, a déclaré, samedi 15 août, être *prêt à examiner « toute proposition alternative »* de la direction pour régler le conflit social en cours dans l'entreprise. Les salariés de Hyundai sont en grève depuis le 20 juillet sur le site d'Ulsan pour protester contre un plan de licenciement de 1 569 personnes.

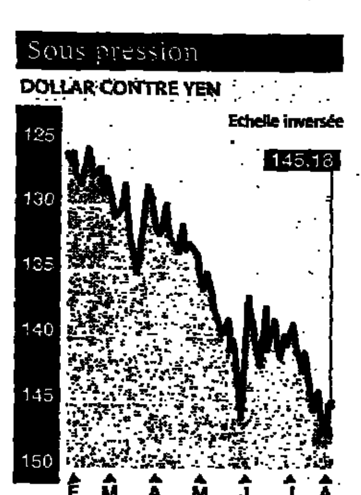
هكذا من الأصل

Attaques successives sur le yen, le yuan et le rouble

L'agitation des marchés des changes et d'actions a de nouveau permis aux marchés de taux européens de tirer leur épingle du jeu. Dans son rapport annuel sur le Japon, le FMI prévoit une baisse du PIB de 1,7 % en 1998

Les marchés des changes ont profité de la confirmation de l'ampleur de la récession au Japon et de la timidité du nouveau gouvernement pour attaquer de nouveau le yen. Les cambistes ont décidé de braver les risques *d'une nouvelle intervention des Banques centrales* et ont tenté de faire baisser le yen jusqu'au seuil psychologique de 150 yens pour un dollar. Ils se sont dans le même temps mesurés au géant chinois. Celui-ci a réagi promptement en faisant savoir qu'il défendrait sa monnaie contre toutes les attaques. La tension s'est alors détournée vers la Russie dont l'état de faiblesse de l'économie rend la défense du rouble plus difficile. Les restrictions de changes imposées aux banques commerciales ont donné le signal de la fuite pour les investisseurs internationaux. Le gouvernement russe a eu beaucoup de mal à maintenir la confiance dans sa monnaie et sa dette d'Etat (*lire aussi page 3*).

« IL N'Y AURA PAS de dévaluation. » Cette affirmation a été assénée tant à Pékin qu'à Moscou alors qu'un véritable jeu de dupes se déroulait sur les marchés des changes internationaux. D'un côté, les cambistes ont, tour à tour, attaqué le yen japonais (qui est descendu à 147,50 yens, son plus bas niveau depuis huit ans), le yuan chinois (tombé, lundi 10 août, à 9,2 yuans pour un dollar), puis le rouble russe (qui a dépassé sa limite basse de fluctuation en s'échangeant à 6,34 roubles pour un dollar). De l'autre, les responsables politiques de la région sont montés au créneau pour défendre leurs devises. Jiang Zemin, le président chinois, est intervenu auprès du gouvernement japonais pour que celui-ci tienne sa monnaie. Puis, il a fallu que le vice-gouverneur de la Banque populaire de Chine, Liu Mingkang, fasse une mise en garde solennelle aux spéculateurs en leur rappelant que la Chine est un acteur important qui saura tenir sa devise. Les Chinois ont joint le geste à la parole puisque la Banque populaire de Chine est intervenue massivement pour soutenir sa monnaie en vendant des dollars. Enfin, en Russie, le président Boris Eltsine est venu au secours de son premier ministre Sergueï Kirienko, débordé par les propos du financier américain George Soros. Dans un entretien



Les cambistes ont testé la résistance de la devise japonaise en la faisant baisser jusqu'à 147,50 yens contre un dollar. Son plus bas niveau depuis huit ans.

donné au *Financial Times* de jeudi 13 août, M. Soros a estimé qu'il était temps de dévaluer le rouble de 15 % à 25 % pour refléter la chute des prix du pétrole, principale source de devises du pays. *Il n'y aura pas de dévaluation*, a répondu Boris Eltsine, *« je le dis nettement et fermement, le gouvernement a le contrôle de la situation. »* Mais, dans leur bras de fer face aux marchés, les gouvernements n'ont pas reçu l'appui des organismes économiques et financiers. Jeudi 13 août, le Fonds monétaire international (FMI) a publié son rapport annuel sur le Japon. Et ses conclusions ne sont pas optimistes.

BRAS DE FER

L'organisation a prévu une *baisse du produit intérieur brut* (PIB) nippon de 1,7 % en 1998. La semaine précédente, le directeur *de l'Agence de la planification* économique (EPA), Taichi Sakaiya, avait estimé que le PIB devrait s'établir entre + 0,5 % et – 0,5 %. Pour enfoncer le clou, la Banque du Japon a estimé, dans son rapport mensuel, que l'impact du plan *de relance économique présenté* par le nouveau premier ministre, Keizo Obuchi, serait limité. Toutefois, pour effacer cette mauvaise impression, le gouverneur de la Banque du Japon, Masaru Hayami a ajouté que le yen était, selon lui, *trop faible par rapport au dollar.*

Prenant un peu de recul par rapport aux événements, les économistes de la société de Bourse Aurel estiment, dans leur étude hebdomadaire, que ni la Chine ni le Japon n'ont intérêt à laisser filer leur monnaie. Selon eux, la dévaluation du yuan pénaliserait probablement plus la Chine qu'elle ne l'aiderait. Ils soulignent que l'impact de la baisse du yen japonais est faible sur les exportations chinoises : le Japon ne constitue pas un véritable concurrent pour l'industrie chinoise. En revanche, une dévaluation ferait fuir les investissements directs étrangers, qui ont représenté, en 1997, près de 5 % du PIB chinois. Ces investissements *ont contribué à gonfler* les réserves de change de la Banque centrale chinoise (144 milliards de dollars).

En ce qui concerne le yen japonais, les économistes d'Aurel estiment que, pour sortir de la récession économique, le Japon ne doit pas compter sur les exportations, *et donc sur une devise faible*, mais sur un redressement de la demande intérieure. Seul le retour de la confiance des ménages nippons devrait permettre de stopper la fuite des capitaux et contribuer au redressement du yen. Selon les *dernières statistiques sur la balance des capitaux*, la fuite des capitaux a atteint 150 milliards de dollars *(900 milliards de francs)* depuis un an. Actuellement, la *destination préférée de l'épargne* japonaise reste les obligations étrangères aux rendements plus alléchants que ceux des emprunts nippons. Sur les six derniers mois, les Japonais ont été acheteurs nets de 16 milliards de dollars d'obligations étrangères. *Ce mouvement* nourrit la baisse des taux aux Etats-Unis et en Europe. Alors que le marché des changes et d'actions internationaux ont tremblé tout au long de la semaine, les marchés de taux n'ont jamais été aussi radieux.

Considérées comme un refuge dans la tempête, les obligations d'Etat françaises et allemandes ont été activement recherchées. Résultat : les rendements sur ces produits ont atteint, le 8 août, leur plus bas niveau historique. Le taux d'intérêt sur les obligations assimilables au Trésor français (OAT) a *reflué jusqu'à 4,56 %, tandis que le* rendement de son homologue allemand (le Bund) a atteint 4,46 %.

Aux Etats-Unis, le rendement des obligations du Trésor à trente ans s'est légèrement tendu, à 5,60 %, après la publication des chiffres des ventes de détail. Celles-ci ont progressé de 0,5 % en juillet (hors effet de la grève chez *General Motors). Après sept années* de croissance, l'économie outre-Atlantique reste étonnamment soutenue par une fringale de consommation. Toutefois, de très nombreux ménages américains ayant placé leurs économies en Bourse, leur pouvoir d'achat est devenu de plus en plus dépendant de la conjoncture boursière. Et *celle-ci pourrait être moins rose* dans les prochains mois.

Enguérand Renault

Le G 7 serait prêt à aider la Russie

Devant la menace d'un écroulement des marchés financiers russes, les Etats-Unis ont décidé de réagir. Vendredi 14 août, la Maison Blanche indiquait que les membres du G 7 travaillaient pour aider la Russie à stabiliser sa situation financière et à faire face au paiement de sa dette. L'administration Clinton n'a pas précisé de quelle manière les pays occidentaux pourraient aider la Russie.

En juillet, le FMI s'est engagé à apporter à la Russie 22,6 milliards de dollars de crédit pour l'aider à faire face au paiement de sa dette *(qui s'élève à plus de 24 milliards de dollars cette année)*. L'organisation internationale lui a versé 4,8 milliards, mais a subordonné les autres versements au succès des réformes économiques et financières lancées par le gouvernement russe. *L'urgence de la situation* à Moscou ne permet plus de fixer des conditions. Le FMI pourrait débloquer rapidement les crédits prévus, sous la pression du G 7.

Marché international des capitaux : les Japonais sont friands d'euros

LES INVESTISSEURS asiatiques sont actuellement très sollicités sur le marché international des capitaux. De grandes émissions *libellées dans la* future monnaie commune (et dont le montant sera provisoirement exprimé en écus) sont en préparation, dont au moins une pourrait voir le jour *cette semaine, si la conjoncture financière le permet.* Les banques chargées de ces affaires tablent sur une demande importante de l'Extrême-Orient, *et en particulier du Japon.*

L'appétit qui se manifeste dans ce pays pour l'euro n'est pas une manifestation de la crise asiatique. Il est certainement aiguisé par la chute des rendements en Europe, qui, elle-même, est une conséquence de cette crise. Mais, plus fondamentalement, il correspond à la conviction, très répan*due au Japon, que l'Europe monétaire existe déjà* et à l'espoir que l'euro sera plus stable que les monnaies auxquelles il va se substituer. En d'autres termes, on pense que *la dévaluation larvée du* deutschemark de ces dernières années (par rapport au dollar ou à la livre sterling) est en train de prendre fin. Des considérations pratiques ex*pliquent pourquoi, vu de loin*, on peut préférer des titres libellés en écus à d'autres émis dans des vraies monnaies. L'écu devrait être remplacé par l'euro au *taux de un pour un au début de l'année* prochaine. Pour le porteur, tout est simple. Les coupures demeureront d'un même montant exprimé en chiffres ronds. *L'attrait de la nouveauté aidant*, cela suffit à minimiser dans les esprits le risque de change qu'implique à l'heure actuelle un investissement en euros, étant donné que sa valeur est *en réalité celle d'une unité de compte*; l'écu, dont le cours dépend pour une partie non négligeable de la livre sterling, monnaie indépendante des nôtres.

Quoi qu'il en soit, l'attention portée au Japon à la monnaie commune européenne prend des proportions de plus en plus importantes dans des cercles de plus en plus étendus. Le *sujet n'intéresse* pas seulement les spécialistes, comme l'a montré la dernière transaction de la Cades, l'établissement *public chargé d'amortir la dette de la Sécurité sociale* française. Il s'agit d'un emprunt de 250 millions d'euros contracté pour une durée de quatre ans auprès d'un grand nombre de souscripteurs individuels japonais. Les obligations sont en vente jusqu'au 25 août, mais on ne saurait douter de la réussite de l'emprunt. Le lancement de telles opé*rations au Japon n'a lieu que lorsque les intermé*diaires financiers sont certains de leur résultat. Cela va si loin que leur volume n'est arrêté qu'au *dernier moment. Les obligations de la Cades rap*porteront un intérêt de 3,70 % qui sera versé tous les six mois. Leur prix de vente est légèrement inférieur à la valeur nominale. De telles conditions *sont un peu trop justes* pour des investisseurs professionnels qui évaluaient les rendements au centième de point de pourcentage près, mais elles *conviennent bien à des particuliers qui voient le ni*veau des rémunérations diminuer sans cesse. Il y a un mois, on leur aurait proposé un coupon de 4 %.

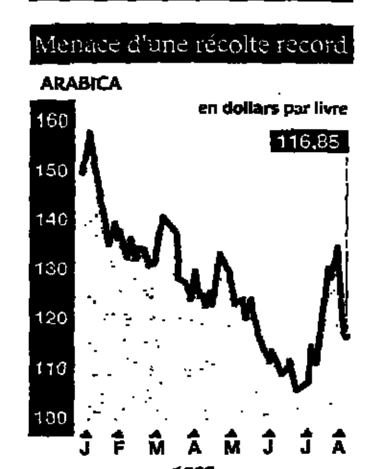
L'emprunt de la Cades est dirigé par une maison de titres japonaise, Nomura, qui, le jour même de l'annonce officielle de la transaction, était promue *« intermédiaire en valeurs du Trésor* [français] ». Il n'y avait rien de fortuit dans cette coïncidence. La Cades est l'emprunteur le plus proche de l'Etat. Les services du ministère des finances ne ménagent aucun effort pour *élargir le placement des em*prunts de la République sur le plan international. Les intermédiaires en valeurs du Trésor constituent une catégorie nouvelle sur laquelle ils *peuvent s'appuyer. Un autre établissement japo*nais, Taiwa, en fait partie, de même que deux banques italiennes, une belge, une suisse et une *espagnole.*

Par ailleurs, les derniers développements de la crise asiatique et ses répercussions sur les pays de l'est de l'Europe ont favorisé les fonds d'Etat américains et allemands, accélérant le repli des taux de rendement en Occident. De nombreux investisseurs professionnels, cherchant des rémunéra*tions plus élevées, sont disposés à s'engager pour* des durées plus longues que d'habitude. Les banques qui déploient leur activité dans le *compartiment allemand ont donc incité les em*prunteurs de tout premier plan à lever des fonds pour des durées de vingt ou trente ans. Leurs propositions sont restées vaines, notamment parce que les émetteurs éventuels, n'excluant pas que les taux diminuent encore, préfèrent attendre.

Une entreprise industrielle, Total, a mis à profit la situation pour lancer des obligations de quinze ans sur le marché du franc, en offrant un rendement de 0,32 point de pourcentage de plus que les *titres du Trésor. L'emprunt se monte à 1 milliard.* Il est placé sous la direction de la banque CPR et d'un établissement américain, Merrill Lynch.

Christophe Vetter

MATIÈRES PREMIÈRES



***LE CAFÉ** s'est remis à broyer du* noir. Depuis une semaine, toutes les séances de négociations s'achèvent sur la même tendance : la baisse. En huit jours, les prix de l'arabica ont perdu 14,7 % pour se terminer à 1,16 dollar (cours de jeudi) la livre au Sugar & Coffee Exchange à New York. Les cours du robusta, coté à *Londres, ont un peu mieux résisté*, ne perdant que 3,25 % à 1 625 dollars la tonne. Avec cette chute, tous les effets de la reprise des cours du café, ces dernières semaines, sont annulés. L'arabica retrouve son niveau de fin juillet et devrait reprendre la longue chute, entamée depuis le début de l'année.

Premier producteur de café dans le monde, le Brésil est en grande partie responsable de ce retournement. Profitant de la hausse des prix de ces dernières semaines, les producteurs brésiliens ont vendu à tour de bras leur *café sur le marché. La période ne* se prête guère à ces arrivages massifs : à cette époque de l'année, les torréfacteurs achètent peu, la consommation de café étant très basse pendant l'été.

Mais il y a plus grave. En voyant *arriver ces exportations surprises*, le marché a soudain compris que le Brésil aurait du mal à faire face, contrairement à ce qu'il espérait, à la récolte record qui s'annonce. Estimée à 35 millions de sacs de 60 kilos chacun, elle devrait atteindre, voire dépasser, la récolte de 1986-1987. Les intervenants pensaient que les producteurs *brésiliens parviendraient à retenir* leur production et à la stocker pour éviter un effondrement des cours. *Ces dernières semaines, le* gouvernement brésilien multipliait les soutiens financiers auprès des producteurs de café, pour les inciter à ne pas dépasser leurs quotas de vente. Sans grand effet, semble-t-il.

Cette nervosité rejaillit aussi sur les prix du robusta. Les cours, qui s'étaient redressés ces der*nières semaines, ont à nouveau* baissé, dès l'annonce d'arrivages importants en provenance de l'Indonésie, troisième producteur mondial de café après le Brésil et la Colombie, et de l'Ouganda. Les intervenants s'attendent désor*mais à une longue déprime des* prix du café, qui pourrait tomber bien en deçà de 1,10 dollar la livre.

Martine Orange

Les places boursières s'offrent un répit après une semaine agitée

TOKYO NIKKEI	NEW YORK DOW JONES	PARIS CAC 40	LONDRES FT 100	FRANCFORT DAX 30 IBIS
– 4,46%	– 2,01%	– 1,16%	– 3,97%	– 2,23%
15 123,93 points	8 425 points	3 994,91 points	5 455 points	5 473,72 points

***CONTRE** toute attente*, les principales places boursières ont terminé la semaine, vendredi 14 août, sur une note *d'optimisme*. Pourtant, des foyers d'inquiétude se sont ravivés un peu partout dans le monde ces derniers jours. *En Asie, le coup de faiblesse* du yen a accéléré, lundi et mardi, la dégringolade de la Bourse de Tokyo, mais surtout celle de Hongkong qui a *touché des niveaux* inconnus depuis cinq ans. L'incendie en Asie a été, sinon éteint, du moins circonscrit. La chute du yen *n'a* ni contraint les *autorités* chinoises à dévaluer le yuan, ni obligé les responsables de l'ancienne colonie britannique à desserrer *le lien qui* unit *le dollar de* Hongkong avec son grand frère américain. Cependant, alors que la baisse du yen était stoppée dans la crainte *d'une* intervention de la *banque* centrale nipponne pour défendre sa monnaie, les places boursières ont été prises sous le feu de la crise *en* Russie. Jeudi 13 août, les déclarations du financier George Soros, estimant que les marchés russes *étaient entrés* en *« phase terminale »* et que le rouble devait être dévalué ont précipité le plongeon de la Bourse de Moscou et ont *troublé* les places boursières européennes.

Particulièrement affecté, l'indice DAX de la Bourse *allemande* a accusé un recul de plus de 3 % en cours de séance pour finir sur une baisse de 0,58 %. Déjà, *en début de semaine*, la Bourse de Francfort avait dû subir les effets de la crise du yen, puis ceux de la mauvaise santé de Wall Street. Toutefois, *les boursiers allemands* sont parvenus à dissiper leurs appréhensions, et l'indice DAX a clôturé vendredi sur une progression de 2,22 %. *Le scénario a été à peu* près identique sur la place de Londres. A la veille du week-end, l'indice Footsie a clôturé vendredi sur un gain de 1,02 %. *Le* titre British Petroleum (BP) a été particulièrement bien orienté depuis l'annonce, mardi 11 août, de la fusion de la compagnie pétrolière avec l'américain Amoco.

Pour sa part, la Bourse de Paris est presque parvenue à effacer ses *pertes du début de la semaine.* Après deux séances noires, lundi et mardi, le CAC 40 s'est fortement redressé mercredi et a réussi à finir en *hausse, jeudi, en dépit des évé*nements en Russie. Vendredi, le marché parisien est repassé audessus de la barre symbolique des 4 000 points en cours de séance, pour finalement terminer à 3 994,91 points. La hausse du titre France *Télécom* a *contribué* à la bonne tenue de l'indice CAC 40. L'opérateur est parvenu à afficher un chiffre d'affaires en hausse de 3,5 %, malgré la contraction de l'activité téléphonie fixe, grâce au boom des portables, et a confirmé son statut de valeur refuge. En revanche, les titres du secteur financier, pénalisés par les turbulences en provenance d'Asie et de Russie, n'ont pas réussi à redresser la barre. Dans un contexte de prix du baril de pétrole faible, les valeurs pétrolières ont repris leur mouvement de baisse après avoir bénéficié, en milieu de semaine, de la fu*sion entre BP et Amoco.*

PESSIMISME

Le sursaut des places européennes en fin de semaine marque-t-il la fin d'une consolidation entamée à la mi-juillet ? Il s'agit *plus vraisemblablement* d'un répit. Néanmoins, dans leur dernier point sur les marchés actions, les analystes d'Expertise Asset Ma*nagement dressent une liste de* facteurs favorables aux Bourses du Vieux Continent. Ils font notamment remarquer que le niveau his*toriquement bas des taux d'intérêt* rend les actions européennes particulièrement attractives. Avec des rendements sur les obligations d'Etat allemandes ou françaises proches de 4,50 %, *« la valorisation théorique de l'indice CAC 40 et de l'indice DAX est respectivement de l'ordre de 4 300 points et 6 100 points »*, notent-ils. Toutefois, les analystes rappellent *« qu'il n'y a pas de décorrélation à court terme entre le marché américain et les marchés européens ».*

Cette semaine, Wall Street n'a pas trop perturbé les boursiers européens même si *la tendance y est* restée très incertaine. Vendredi, l'indice Dow Jones a fléchi de 0,41 % en perdant 34,50 points. Les *investisseurs ont largement ignoré* les prévisions d'Abby Cohen, la gourou de Goldman Sachs, qui a réaffirmé sa prévision optimiste *d'un Dow Jones* à 9 300 points d'ici à la fin de l'année. Dans une note adressée à ses clients, la pythie des marchés a estimé que *« les actions sont maintenant sous-évaluées sur la base de nos attentes pour les bénéfices des sociétés, leur flux de trésorerie et l'inflation »*. Cet optimisme est *loin d'être partagé par* le reste de la communauté boursière new-yorkaise. Les sociétés continuent à mettre en garde les investisseurs contre un ralentissement probable de la hausse de leurs profits dans la seconde moitié de l'année. Jeudi, c'était au tour de DuPont de Nemours d'annoncer que son bénéfice par action au troisième trimestre sera dans le bas de la fourchette des estima*tions des analystes.*

Au Japon, la Bourse a poursuivi sa chute quasiment sans interruption. Au total, l'indice Nikkei aura *perdu 4,45 % d'un vendredi à* l'autre. Les valeurs bancaires ont été particulièrement mal orientées. *Elles ont pâti des difficultés* de la Long-Term Credit Bank of Japan alors que les principales agences d'évaluation financière ont abaissé les notes de plusieurs *établissements de crédit*. Même les titres des grandes sociétés exportatrices comme Sony, qui servent traditionnellement de refuge pour les investisseurs, ont été affectés par le pessimisme ambiant.

Joël Morio

SCIENCES Certaines espèces toxiques d'algues marines, maillons de base de la chaîne alimentaire, peuvent être à l'origine de troubles sévères chez les consommateurs de coquillages. Deux d'entre elles, *Dinophysis* et *Alexandrium minutum*, prospèrent dans les eaux côtières françaises. ● L'INSTITUT français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer) a mis en place, depuis 1984, un réseau de surveillance du phytoplancton et des phycotoxines, afin de suivre les épisodes de toxicité, durant lesquels sont pris des arrêtés de fermeture des zones de conchyliculture contaminées. ● LE CYCLE BIOLOGIQUE et les conditions qui favorisent la prolifération de ces micro-organismes végétaux sont encore mal connus des chercheurs. ● DES ÉTUDES sont en cours pour déterminer un éventuel impact des rejets agricoles, urbains et industriels susceptibles de perturber les écosystèmes marins.

Les algues et les coquillages toxiques sous haute surveillance

Des chercheurs de l'Ifremer étudient l'influence éventuelle des rejets agricoles et urbains sur le développement d'espèces nuisibles de phytoplancton marin et tentent de modéliser le fonctionnement des écosystèmes côtiers et les perturbations qui les affectent

CHAQUE ÉTÉ, les préfets des départements côtiers sont amenés à prendre des arrêtés de fermeture temporaire de certaines zones de production de coquillages, devenus impropres à la consommation. Que les amateurs de fruits de mer se rassurent : ils peuvent, sans risque, continuer à s'approvisionner chez les poissonniers ou les écaillers du cru, dont les produits proviennent d'élevages sains. Le ramassage des moules et autres coques est en revanche vivement déconseillé dans les secteurs contaminés, sous peine de troubles intestinaux, voire d'affections plus sévères.

C'est à la suite d'intoxications en série que l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer) a mis en place, depuis 1984, un « réseau de surveillance du phytoplancton et des phycotoxines ». Sous ce nom se cachent les toxines sécrétées par diverses espèces de phytoplancton, ces organismes végétaux microscopiques, pour la plupart unicellulaires, qui vivent en suspension dans l'eau de mer. Ces micro-algues, qui constituent le maillon de base de la chaîne alimentaire, se révèlent parfois de redoutables poisons. Les toxines qu'elles libèrent peuvent, les unes, entraîner la mort des poissons et des coquillages qui s'en nourrissent, les autres être inoffensives pour la faune marine, mais nocives pour les consommateurs de fruits de mer, dans lesquels elles s'accumulent.

VECTEUR DE CONTAMINATION

Pas moins de soixante-dix espèces d'algues toxiques sont répertoriées dans le monde. On n'en rencontre, par bonheur, que deux types dans les eaux françaises. Les premières et les plus répandues, appartenant au genre *Dinophysis*, produisent des toxines diarrhéiques dont le composé actif est l'acide okadaïque et qui provoquent, chez l'homme, des désordres gastriques parfois assortis de nausées et de vomissements. Les moules sont le principal vecteur de cette contamination, mais elle peut également être transmise par les palourdes, clams, tellines et autres coquilles Saint-Jacques, seules les huîtres se voyant, à ce jour, lavées de tout soupçon.

Les secondes, plus rares mais aussi plus dangereuses, forment l'espèce *Alexandrium minutum*. Ce dinoflagellé, mû par deux filaments, relâche différentes toxines paralysantes, dont la saxitoxine et les gonyautoxines, qui se retrouvent, concentrées, dans tous les coquillages (huîtres comprises) et qui engendrent très rapidement – *moins de trente minutes après* ingestion – des symptômes allant des simples fourmillements et vertiges jusqu'à la perte de coordination motrice et, dans les cas les plus graves, aux troubles respiratoires et à la paralysie. D'autres espèces du genre *Alexandrium*, particulièrement toxiques, ont ainsi été impliquées dans des décès survenus ces dernières années en Espagne, aux Etats-Unis ou au Canada. Toutes ces toxines sont thermostables, c'est-à-dire résistantes à la chaleur, si bien que la cuisson ne diminue en rien leurs effets néfastes. Le réseau de surveillance déployé par l'Ifremer répond donc, avant tout, à un objectif de santé publique. Des prélèvements d'eau de mer sont effectués, toute l'année, dans une soixantaine de points répartis sur l'ensemble du littoral français. En cas d'apparition de phytoplancton toxique, le nombre de points de mesure peut être porté à plus de deux cents et, lorsque les seuils critiques – appréciés en nombre de cellules par litre – sont atteints, des tests de toxicité des coquillages sont réalisés sur des souris de laboratoire. Les résultats sont transmis aux préfets, qui, si le risque est déclaré, décident alors d'interdire la vente et le ramassage des coquillages.

Mais les chercheurs de l'Ifremer s'efforcent aussi de mieux comprendre les processus physiques et biologiques qui déterminent l'apparition, le développement puis le déclin des efflorescences algales toxiques. Un travail d'autant plus complexe que l'espèce *Dinophysis* ne se cultive pas en laboratoire. L'origine même de ces microvégétaux reste incertaine. Si la présence de *Dinophysis* dans les eaux littorales françaises semble ancienne, celle d'*Alexandrium minutum* n'a été repérée que depuis 1988. Il pourrait s'agir d'une espèce introduite qui, supposent certains, aurait été malencontreusement relâchée avec les eaux de ballast de navires.

COLORATION DES EAUX

Le cycle et le comportement de ces planctons vénéneux sont eux aussi mal connus. Des proliférations importantes de microalgues, ou « blooms », colorant les eaux des estuaires en rouge, brun ou vert, sont fréquemment observées au printemps et en été, avec des pics allant de quelques jours à quelques semaines, mais qui varient selon les secteurs et, dans un même secteur, selon les espèces. *« L'ensoleillement, la température, les courants marins sont autant de facteurs qui entrent en jeu*, explique Guy Piclet, directeur de la station de Concarneau (Finistère) de l'Ifremer. *Le cycle du phytoplancton est aussi naturel que celui du blé, qui pousse avec les beaux jours. »*

Les spécialistes des écosystèmes marins se demandent pourtant si les paramètres naturels sont seuls à entrer en ligne de compte. *« L'une des grandes questions actuellement débattues concerne l'influence relative des sources anthropiques sur ces événements toxiques, particulièrement le rôle des apports croissants de nutriments par les rivières, ainsi que d'herbicides divers pouvant affecter l'équilibre naturel de la flore planctonique »*, souligne Alain Ménesguen, directeur du laboratoire d'écologie côtière de Brest. *« Des études sont en cours pour savoir s'il existe une relation entre l'eutrophisation du milieu marin, c'est-à-dire son enrichissement en éléments azotés et phosphorés par les polluants d'origine agricole, urbaine ou industrielle, et le développement du plancton toxique. Jusqu'à présent, elles n'ont pas permis de trancher »*, précise Evelyne Erard, chercheuse dans la même équipe. Ces études doivent aussi contribuer à la mise au point de modèles numériques du fonctionnement des écosystèmes côtiers et des perturbations qui les affectent. A terme, l'Ifremer espère ainsi disposer de schémas prédictifs, qui permettraient de mieux gérer les épisodes de toxicité.

Pierre Le Hir

Une quinzaine de zones contaminées en moyenne chaque année

NOMBRE DE ZONES DE PRODUCTION CONCHYLICOLE TEMPORAIREMENT FERMÉES POUR CAUSE DE TOXINES : DIARRHÉIQUES ... PARALYSANTES

Année	Diarrhéiques	Paralysantes
1984	6	
85	8	
86	20	
87	25	
88	19	1
89	15	1
90	27	1
91	9	
92	15	1
93	11	1
[illegible]	11	1
[illegible]	10	2
[illegible]	16	2

DINOPHYSIS, LA MICROALGUE TOXIQUE LA PLUS RÉPANDUE EN FRANCE

Depuis la création du réseau national de surveillance de la toxicité du phytoplancton, le nombre annuel de secteurs de production de coquillages frappés par des arrêtés de fermeture a varié de 6 à 28, soit une durée totale de 9 000 jours.

La Bretagne, région la plus touchée

Le littoral français est inégalement affecté par les efflorescences d'algues toxiques, majoritairement concentrées sur les côtes bretonnes. Les épisodes toxiques les plus nombreux sont liés au genre *Dinophysis*, présent surtout dans le Finistère et dans le Morbihan, mais aussi, à un moindre degré, en Normandie, dans la partie ouest de la Méditerranée, ainsi qu'en Corse.

Les risques d'intoxication associés à l'espèce *Alexandrium minutum*, qui n'est observée que depuis dix ans dans les eaux françaises, restent pour l'essentiel localisés à quelques secteurs du nord de la Bretagne (abers, baie de Morlaix, Rance). Toutefois, il semble que cette espèce gagne du terrain, puisque, pour la première fois, elle a été également repérée en 1997, à des concentrations assez importantes, en Poitou-Charentes.

Avant-dernière relève à bord de Mir

La station russe retombera sur Terre en juin 1999

LE COMPTE à rebours de la fin de Mir est dorénavant enclenché. Parti, jeudi 13 août, du cosmodrome de Baïkonour (Kazakhstan) *à bord d'un vaisseau Soyouz*, l'avant-dernier équipage de la station orbitale russe devait s'arrimer, samedi 15, au gigantesque Meccano spatial. Le commandant de bord Guennadi Padalka et l'ingénieur Sergueï Avdeïev remplaceront Talgat Moussabaïev et Nikolaï Boudarine. L'ex-conseiller du président Boris Eltsine, Iouri Batourine, est également du voyage (*Le Monde* du 12 août). Cet ancien pilote d'essai réalise ainsi un vieux rêve : voler dans l'espace, connaître la microgravité, flotter dans l'air... Il redescendra sur Terre avec l'équipage relevé après douze jours en orbite.

Et la routine reprendra à bord. *Padalka et Avdeïev auront bien* quelques expériences scientifiques à mener, mais l'essentiel de leur tâche consistera à assurer la maintenance d'une station en fin de vie et à surveiller sa lente retombée vers notre planète. Volant à 365 kilomètres d'altitude, Mir est déjà descendue de 20 kilomètres depuis avril et chaque tour de Terre la rapproche un peu plus de nous. Lancée en 1986 sous le régime soviétique, avec une durée de vie prévue de cinq ans, la seule structure *habitée encore en orbite a déjà* effectué plus de 70 000 révolutions.

Mais le glas a sonné pour cet assemblage de bidons volants. A la vétusté des équipements et aux incidents à répétition qui ont émaillé l'été 1997 se sont ajoutés la fin de l'URSS, le retour à une économie de marché et son corollaire : une situation économique catastrophique pour un secteur spatial délaissé par l'Etat. Même si le gouvernement russe a récemment promis de verser à la société Energuia, qui exploite la station, les 770 millions de francs qu'il lui doit, le président d'Energuia s'est vu contraint d'emprunter 193 millions de *francs pour financer la mission* qui vient de partir. Des contrats publicitaires devraient apporter quelques roubles supplémentaires.

Fin février 1999, le dernier équipage de Mir décollera de Baïkonour. Aux côtés du commandant de bord Viktor Afanassiev et d'un cosmonaute slovaque – qui n'effectuera qu'un court séjour dans l'espace –, prendra place le Français Jean-Pierre Haigneré. Ce dernier accompagnera Afanassiev et l'ingénieur Sergueï Avdeïev pour *les trois derniers mois de Mir*, dont ils seront en quelque sorte les croque-morts. L'altitude de la station aura encore diminué d'ici là, mais la plongée finale sera effectuée progressivement, *« en cinq étapes, grâce aux moteurs de vaisseaux-cargos qui rejoindront Mir spécialement »*, explique Viktor Blagov, le directeur du centre de contrôle des vols spatiaux russes. Début juin 1999, lorsque le complexe orbital ne sera plus qu'à environ 150 kilomètres d'altitude, l'équipage abandonnera le navire et regagnera la Terre à bord d'un vaisseau Soyouz. Quelques jours plus tard, la cinquième et dernière impulsion projettera violemment *la station* vers la Terre.

CIMETIÈRE DES SATELLITES

La tâche s'annonce plus que délicate. Pesant la bagatelle de 130 tonnes et composée de huit éléments lui donnant une forme à l'aérodynamique compliquée, Mir ne va pas, loin de là, se consumer entièrement lors de sa rentrée dans l'atmosphère. Il faut donc viser une zone inhabitée, de préférence un océan. Si les calculs des ingénieurs russes sont exacts, les débris retomberont dans le Pacifique, au large de la Nouvelle-Zélande, dans ce que l'on pourrait appeler le cimetière des satellites, puisque cette zone voit généralement s'abîmer les engins orbitaux redescendus sur Terre. La station spatiale internationale, dont le premier élément – une sorte de salle des machines pesant 20 tonnes – doit être lancé en novembre par une fusée russe Proton, deviendra alors le nouveau poste avancé de l'humanité dans l'espace.

Pierre Barthélémy

Mystérieux objet volant au-dessus des Ardennes

Les gendarmes n'ont recueilli aucun témoignage spontané

UN OBJET volant non identifié (OVNI) de forme triangulaire aurait été aperçu au-dessus de la région de Sedan et de Carignan (Ardennes) *dans la nuit du lundi 10 au mardi* 11 août. Le phénomène aurait été observé *« par au moins 150 personnes »*, selon Jean-Luc Lemaire, le responsable départemental de l'association Centre d'études OVNI France, cité par l'Agence France-Presse (AFP).

Mais, curieusement, aucun de ces nombreux témoins n'a jugé utile de prévenir les autorités. Les mains courantes des brigades de gendarmerie, des commissariats de police et des casernes de pompiers alentour ne portent la trace d'aucun appel spontané à ce sujet durant la nuit du survol. L'ufologue ardennais semble donc en avoir été le principal destinataire. Jeudi 13 et vendredi 14 août, *son répondeur téléphonique répétait* qu'il était injoignable *« en raison de l'affluence des témoignages »* et qu'il souhaitait se consacrer à l'analyse des données recueillies.

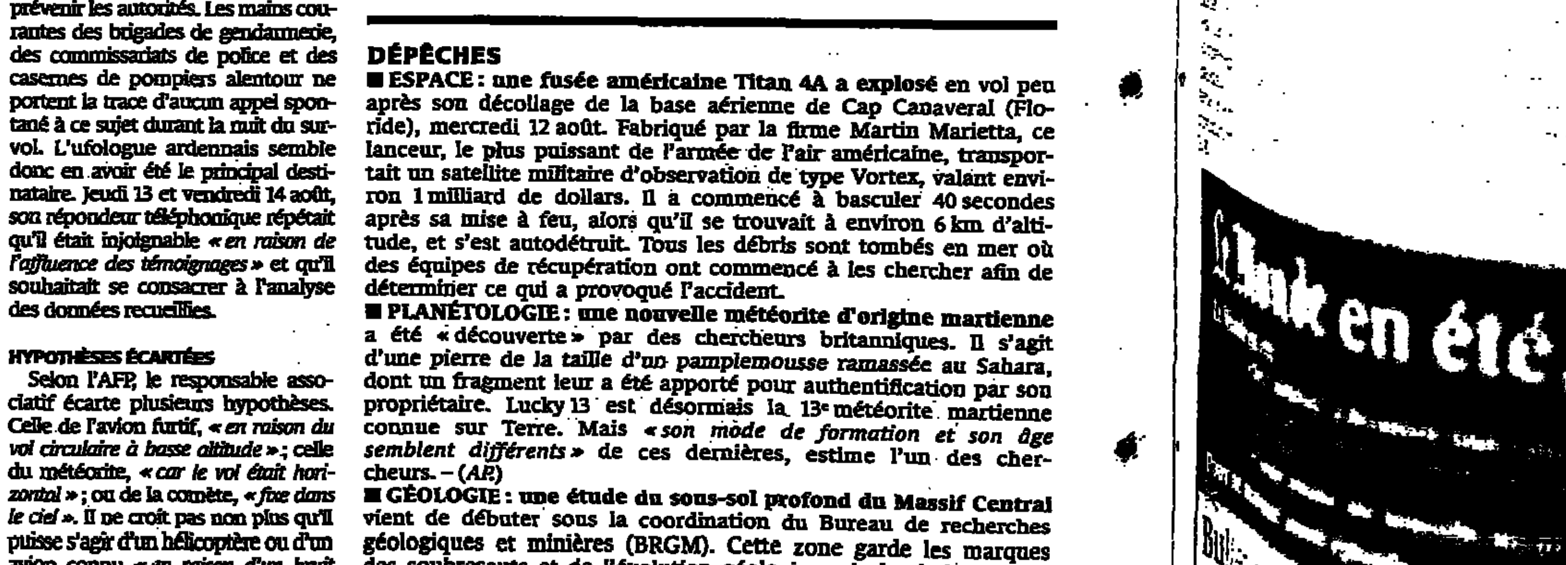
HYPOTHÈSES ÉCARTÉES

Selon l'AFP, le responsable associatif écarte plusieurs hypothèses. Celle de l'avion furtif, *« en raison du vol circulaire à basse altitude »* ; celle du météorite, *« car le vol était horizontal »* ; ou de la comète, *« fixe dans le ciel »*. Il ne croit pas non plus qu'il puisse s'agir d'un hélicoptère ou d'un avion connu *« en raison d'un bruit sourd* [produit par l'engin] *suffisamment étrange pour exciter la curiosité de nombreuses personnes »*.

« L'objet a d'abord été aperçu à haute altitude puis dans une phase descendante à la verticale de Charleville-Mézières avant d'effectuer des sortes de rondes de reconnaissance au-dessus d'une trentaine de localités du Sedanais », indique Jean-Luc Lemaire, qui a présenté aux chaînes de télévision un court film tourné, selon lui, par deux vidéastes amateurs. On y distingue l'image tremblotante et furtive de points lumineux dans la nuit. L'ufologue en déduit que *« l'appareil, gros triangle aux bords arrondis avec une pointe tournée dans le sens de la marche, possède deux points lumineux rouges à l'arrière et un gros, blanc, à l'avant. Deux traînées de condensation sont visibles à l'arrière de l'OVNI volant à quelque 500 mètres d'altitude »*.

Interrogée, l'aviation civile indique que son centre de contrôle de Reims n'a détecté aucun avion dans cette zone aux heures indiquées. Les systèmes radar sont en principe capables de repérer tout appareil doté d'un transpondeur, équipement obligatoire pour tous les vols de nuit des appareils civils. *Côté militaire*, le service d'information des armées (SIRPA) répond laconiquement qu'*« aucune détection non identifiée dans l'espace aérien »* n'a été faite par le centre de contrôle de la base aérienne de Drachenbronn (Bas-Rhin)...

Hervé Morin



DÉPÊCHES

■ **ESPACE : une fusée américaine Titan 4A a explosé** en vol peu après son décollage de la base aérienne de Cap Canaveral (Floride), mercredi 12 août. Fabriqué par la firme Martin Marietta, ce lanceur, le plus puissant de l'armée de l'air américaine, transportait un satellite militaire d'observation de type Vortex, valant environ 1 milliard de dollars. Il a commencé à basculer 40 secondes après sa mise à feu, alors qu'il se trouvait à environ 6 km d'altitude, et s'est autodétruit. Tous les débris sont tombés en mer où des équipes de récupération ont commencé à les chercher afin de déterminer ce qui a provoqué l'accident.

■ **PLANÉTOLOGIE : une nouvelle météorite d'origine martienne** a été « découverte » par des chercheurs britanniques. Il s'agit d'une pierre de la taille d'un pamplemousse ramassée au Sahara, dont un fragment leur a été apporté pour authentification par son propriétaire. Lucky 13 est désormais la 13e météorite martienne connue sur Terre. Mais *« son mode de formation et son âge semblent différents »* de ces dernières, estime l'un des chercheurs. – (*AP*.)

■ **GÉOLOGIE : une étude du sous-sol profond du Massif Central** vient de débuter sous la coordination du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM). Cette zone garde les marques des soubresauts et de l'évolution géologique de la chaîne hercynienne qui s'étendait, il y a trois cent millions d'années, du Portugal au massif de Bohême. La réalisation d'une carte en trois dimensions de son sous-sol par réflexion sismique permettra de mieux connaître son histoire. Des opérations similaires ont été exécutées dans sa partie orientale, en Allemagne et en République tchèque.

■ **NUCLÉAIRE : l'Institut français de protection et de sureté nucléaire** (IPSN) et son homologue allemand, le GRS, ont signé un nouvel accord qui doit permettre des échanges de personnels et la création d'équipes mixtes d'experts et de chercheurs. Les deux organismes coopèrent depuis 1989, notamment en Europe de l'Est et à Tchernobyl, mais ce nouvel accord permettra *« la réalisation de produits et d'outils communs »*, précisent-ils dans un communiqué.

LES RÉINCARNATIONS AUTOMOBILES

Jaguar, le réveil du félin

La voiture de sport qui a fait rêver dans les années 60 est de retour : moins rebelle que la Type E, la XK8 conserve néanmoins son allure générale et, atténué, son célèbre renflement sur le capot

MÊME les plus blasés tombèrent sous le charme. Le 15 mars 1961, *lorsque la Type E* est dévoilée sur le stand Jaguar, le Salon automobile de Genève *tout entier* chavire. Avec son capot qui n'en finit pas et sa ligne fluide d'où surgit un *étroit* pare-brise presque vertical que balaient trois essuie-glaces, cette voiture de sport n'a rien à voir avec les proportions des standards Mercedes, Ferrari ou Porsche.

La sensation est d'autant plus forte que Jaguar est une marque plus réputée pour le brio de ses voitures que pour son sens de l'innovation. D'ailleurs, si l'on met à part sa structure monocoque et ses roues indépendantes, la Type E n'est pas à la pointe de la modernité. Le six-cylindres de 2 litres est certes performant (265 chevaux pour 260 km/h), mais il a derrière lui une carrière de treize ans au service des XK120 et XK150, désormais dépassées. La boîte de vitesses, dure et assez lente, n'est pas non plus de la dernière pluie.

Pourtant, tout le monde se moque que la tenue de route et, plus encore, le freinage de la Type E soient perfectibles. On ne voit que le museau de squale, le renflement du capot et les fesses pointues de la tapageuse Jaguar. A juste titre, car cette voiture est complètement hors normes *(voir, à ce sujet, le numéro 35 du magazine* Auto Collection).

Quelques mois plus tard, inaugurant le Salon de Paris 1961, le général de Gaulle chausse ses grosses lunettes à monture noire pour mieux prendre la mesure de celle qui ravit presque la vedette à la toute nouvelle Renault 4. Le petit monde du show-business se précipite pour passer commande. A 30 000 francs, la Type E est deux fois et demie moins chère qu'une Ferrari 250 GT et deux fois moins chère qu'une Mercedes 300 SL.

Inaugurant le Salon de Paris 1961, le général de Gaulle chausse ses grosses lunettes pour mieux prendre la mesure de celle qui ravit la vedette

Cette voiture très basse à l'aérodynamisme prononcé est fruste. Son habitacle, où l'on se glisse non sans mal, ne compte que deux places. A bord, l'atmosphère se veut sportive, car la nouvelle star est dérivée de la Type D qui a fait sensation aux 24 Heures du Mans. Les sièges, qui ne peuvent pas reculer, sont inconfortables, le conducteur est coincé entre un minuscule levier de vitesse et un énorme volant de bois verni qui repose sur ses genoux. Pourtant, on donnerait cher pour être à sa place, face au tableau de bord avec ses deux gros compteurs ronds, ses cinq petits indicateurs et ses dix interrupteurs parfaitement alignés. Avec vue panoramique sur le fameux capot bombé qui donne une impression de vitesse, même à l'arrêt.

La Type E atteint des cadences de production élevées pour une voiture *de luxe. Le succès est particulière*ment marqué aux Etats-Unis, qui absorbent les deux tiers puis les trois quarts des ventes. Cette attraction va exercer des effets pervers sur une voiture qui va devoir se plier aux exigences, réglementaires et commerciales, du premier marché mondial.

A partir de 1966, les choses commencent à se gâter sérieusement avec l'arrivée d'une version quatre places dite « 2 + 2 ».

L'empattement est allongé de 25 centimètres et le toit est rehaussé. *La Type E s'épaissit. Plus tard*, les normes de sécurité exigeront la mo*dification des fins* pare-chocs. *L'ins*tallation de l'air conditionné et d'un indolent moteur V12 (pour satisfaire, notamment, à la réglementation antipollution) imposera d'élargir excessivement l'ouïe d'entrée d'air à l'avant, devenue béante.

Surchargée, la Type E achève sa carrière en 1974. Les cinquante derniers exemplaires, tous peints en noir, sont vendus avec, sur le tableau de bord, une petite plaque signée par *Sir Lyons. Trop neutre et dénuée* d'aura, la XJS qui lui succède ira me*ner une carrière essentiellement* américaine.

Minée par des problèmes de fiabilité et par le vieillissement de sa gamme, Jaguar est repris en 1989 par Ford. Un américain aux commandes ; les puristes s'attendent au pire. Ils se trompent. Plus ramassé et incontestablement américanisé, un nouveau coupé-cabriolet est présenté en 1996 *au Salon de Genève.*

La XK8, qui reprend une appella*tion vieille de presque cinquante* ans, n'a pas le côté baroque de son aînée. *Pourtant, c'est bien le fantôme de* la Type E qui, à la surprise de tous, réapparaît. L'allure générale ne présente pas de décrochage brutal, le capot n'est que légèrement proéminent et son renflement central joliment suggéré. Mais si le fauve n'est plus aussi rebelle, il a retrouvé sa sveltesse et de l'énergie.

Moins flamboyante (il ne s'agit plus de charmer une jeunesse dorée mais de flatter une clientèle d'opulents quinquagénaires), la nouvelle Jaguar s'est adaptée à la mondialisation. Les préférences et les standards automobiles se sont rapprochés. A Los Angeles, Londres et Tokyo, la voiture de sport d'aujourd'hui doit répondre aux mêmes critères de puissance et d'équipement. Quant au design, il est de bon ton de lui insuffler une touche de nostalgie.

Plus proche d'une berline que d'un roadster tonitruant, la XK8 vouvoie son propriétaire là où la Type E le rudoyait

La XK8, animée par un très moderne V8 pouvant atteindre 375 chevaux sur la version XKR (*Le Monde* daté 24-25 mai) et par une transmission automatique d'une extrême douceur, préfère exprimer une sportivité de bon aloi, aux antipodes de la rugosité d'une Type E.

Des deux côtés de l'Atlantique, cette voiture plaît. Près de vingt-cinq mille unités produites depuis septembre 1996, un joli score pour un modèle dont le prix excède 400 000 francs. Plus proche d'une berline *que d'un roadster tonitruant*, la XK8 vouvoie son propriétaire là où la Type E *le rudoyait. Jaguar lui* doit en bonne partie de ne plus être un chef-d'œuvre en péril. Les belles voitures, c'est bien connu, ne meurent jamais.

Jean-Michel Normand



© « JAGUAR ». D. VIARTY. M. COGNET/EPA Bd.

Jacques Charrier, vedette de cinéma des années 60, sera un des tout premiers à posséder une Type E. Le mythe « Jag », revisité aujourd'hui par la XK8 (ci-dessous).



De la Type E à la XK8

Jaguar Type E (1961)
- Longueur : 4,44 mètres.
- Poids : 1 200 kilos.
- Moteur : 6 cyl. 3,8 litres (265 chevaux).
- Prix actuel : 110 000 à 300 000 francs selon l'état et le millésime.

Jaguar XK8 (1998).
- Longueur : 4,76 mètres.
- Poids : 1 750 kilos.
- Moteur : V8 4,0 litres (293 ou 375 chevaux en version XKR).
- Prix : de 471 000 à 599 000 francs.

Ronce de noyer et cuir Conolly

Aux commandes de la XK8, on retrouve *tout* ce que l'on attendait : l'odeur du cuir Conolly, le tableau de bord boisé (ronce de noyer blonde ou érable gris foncé) et la commande de la boîte de vitesses automatique en forme de « J ». La grande nouveauté est sous le capot. Le moteur V8 de 4 litres (293 chevaux) a été réalisé par la marque de Coventry. Ford, propriétaire de Jaguar, a eu le bon goût de ne pas imposer une motorisation américaine. Les accélérations se font en souplesse et la consommation n'a rien de scandaleux (une douzaine de litres aux 100 kilomètres, en conduite raisonnable).

Pour ceux qui en veulent encore davantage et pour un supplément de prix de quelque 60 000 francs, Jaguar a présenté en mars au Salon de Genève la version XKR, disponible elle aussi en coupé comme en cabriolet. Sur ces modèles, le V8 est suralimenté grâce à un compresseur qui fait monter la puissance à *375 chevaux. La vi*tesse de pointe est limitée électroniquement à 250 km/h.

D. R.

Les temps révolus du Scopitone

LES PHOTOS d'époque sont gentiment ringardes. Elles montrent Jacques Charrier, essentiellement connu pour être l'époux de l'inévitable Brigitte Bardot, poser avantageusement devant sa Type E, à l'aimable invitation de Jaguar. En parcourant *Ici-Paris* et *France-Dimanche,* on apprend que Johnny Hallyday, Maurice Ronet, Robert Hirsch ou Charles Trenet apprécient eux aussi la nouvelle star anglaise que les initiés surnomment la « Jag ».

La Type E montre obligeamment le bout de sa calandre au détour d'un Scopitone de Marcel Amont. *Les autres constructeurs ne sont* pas en reste. Jean Marais et Georges Simenon, *par exemple, sont aperçus au volant d'une* Renault Floride alors que Charles Vanel prend *possession d'une modeste Fiat Jardinière.*

Aujourd'hui, automobile et show-biz ne se *complètent* plus au *point* de se confondre. Personne n'imagine Jaguar présenter son nouveau coupé en grande pompe à la famille Grimaldi, comme au début des années 60. Les stars européennes se cachent derrière des lunettes noires et les vitres teintées de leur Ferrari. Lorsqu'elles ne préfèrent pas prendre le taxi.

Dans la publicité automobile, le recours aux acteurs et aux sportifs est jugé assez décevant, voire contre-productif. Bref, le courant ne passe plus. *« Lors du lancement d'un modèle, nous avons sollicité des gens connus, dans le domaine du spectacle et du sport, pour leur confier quelque temps une voiture,* se souvient-on dans le service de communication d'un constructeur étranger. *L'impact a été totalement nul. On ne nous y reprendra plus.* » Certes, les marques *prêtent volontiers des voitures aux célébrités,* auxquelles un parc spécial de véhicules est *souvent réservé. Mais* cela s'inscrit dans le cadre plus général des relations publiques.

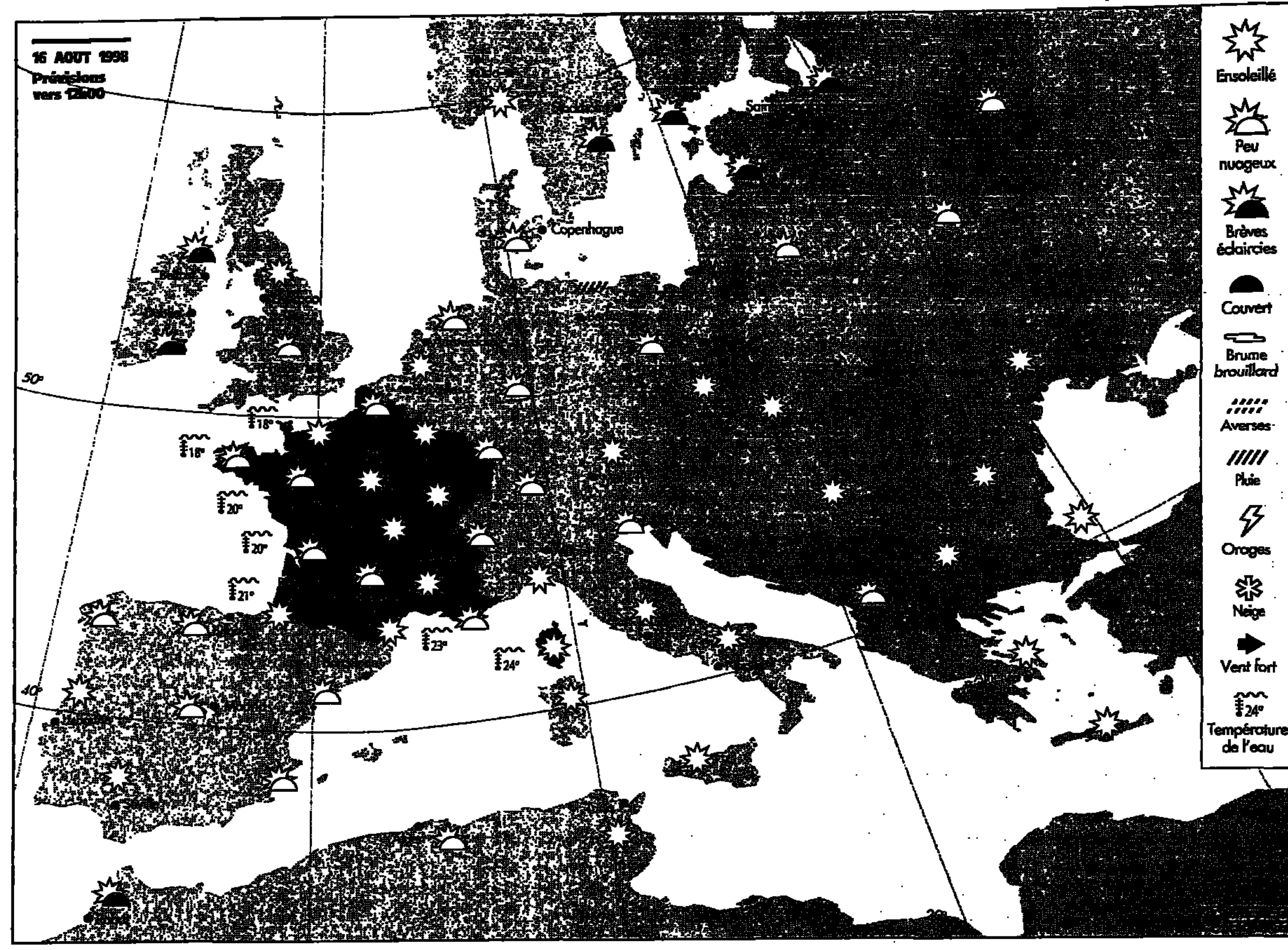
Le rapport entre l'industrie et la compétition a, lui aussi, profondément évolué. En 1961, la Type E, issue d'un prototype réalisé pour les 24 Heures du Mans, se présente comme un prolongement du sport automobile. En 1996, la filiale de Ford n'a pas invoqué les mânes du British Racing Green lors du lancement de la XK8.

Les victoires en grands prix, au championnat du monde d'endurance et même en rallye ne rejaillissent plus aussi directement sur la production de masse. *« Les retombées d'un succès en compétition sont diffuses,* analyse un spécialiste de Renault. *Elles profitent moins souvent à un modèle donné mais sont bénéfiques pour l'image globale de la marque, l'impression de dynamisme qu'elles inspirent. »*

Le constructeur de Billancourt considère *que son engagement victorieux en formule* 1 n'a pas contribué de manière décisive à la vente de tel ou tel modèle mais lui a permis de devenir une marque synonyme d'innovation technologique.

J.-M. N.

هكذا من الاهمال



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **FRANCE.** Premier « 4 étoiles » d'un groupe qui exploite déjà deux « 3 étoiles » sur le site, le Park Plaza Hotel Meteor Futuroscope est, avec ses 283 chambres et suites, le complément de prestige d'un parc offrant 2 200 chambres. De quoi accueillir les trois millions de visiteurs annuels mais aussi les participants aux congrès organisés au Futuroscope. Doté d'une piscine chauffée et d'un centre de remise en forme, il est aussi une étape sur la route des vacances. Jusqu'au 23 août, la chambre *double* et le *petit déjeuner* sont facturés 680 F. Renseignements au 05-49-49-07-07.

■ **ANGLETERRE.** British Airways ouvre, mardi 1er septembre, une ligne quotidienne Londres-Denver (Colorado). La porte d'entrée des Rocheuses demeurait la plus grande ville des Etats-Unis, non desservie par un vol direct avec l'Angleterre. Départ de Londres-Gatwick chaque matin à 10 h 20, arrivée à Denver à 13 h 20, heure locale, le même jour. Retour à 15 h 15 pour un atterrissage à 7 h 25 le lendemain. Tarif aller-retour de lancement 3 000 F environ. Des forfaits incluant un séjour d'une semaine à Vail, valable à compter du 19 décembre, sont affichés à partir de 6 000 F, avion inclu. Réservations, tél. : 0802-802-902.

■ **ESPAGNE.** Le nombre de touristes au premier semestre a atteint 19,4 millions, en hausse de 10,5 % par rapport à 1997. Au mois de juin, sont entrés en Espagne 4,349 millions de touristes, dont 1,26 million de Britanniques (29 %), suivent les Allemands (22,7 %), les Français (8 %) et les Néerlandais (4,4 %).

Beaucoup de soleil

DIMANCHE, l'anticyclone des Açores se renforce par l'ouest, maintenant sur le pays un soleil prédominant. Les températures seront estivales sur l'ensemble du pays.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – La journée sera placée sous le signe du grand soleil. Le thermomètre marquera de 27 à 29 degrés dans l'intérieur et de 19 à 22 degrés près des côtes de la Manche l'après-midi.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Le temps restera bien ensoleillé toute la journée. Il fera de 25 à 29 degrés l'après-midi, jusqu'à 30 degrés dans le Centre.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Le soleil sera au rendez-vous, avec juste quelques nuages isolés sur le relief. Les températures maximales avoisineront les 29 à 31 degrés.

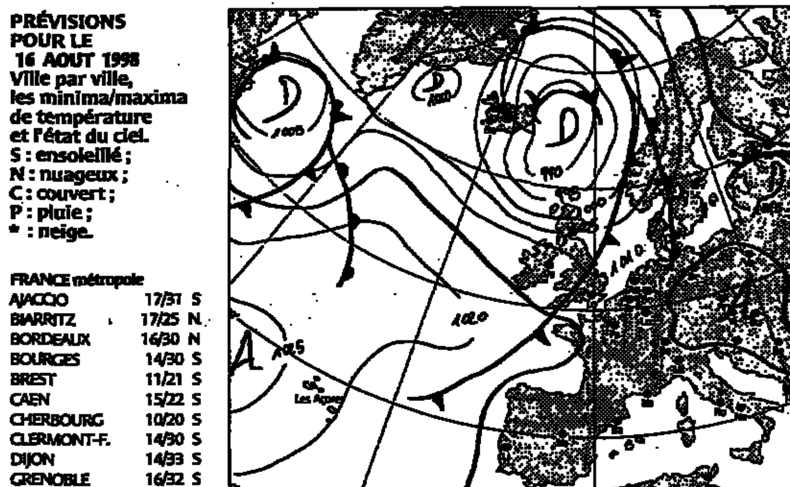
Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Les nuages et les éclaircies alterneront le matin, puis l'après-midi le soleil deviendra prédominant. Le ciel sera plus nuageux sur les Pyrénées, avec quelques ondées le matin et quelques orages isolés l'après-midi. Il fera de 29 à 34 degrés du nord au sud l'après-midi.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Sur Rhône-Alpes, le soleil restera prédominant. Ailleurs, le ciel sera très nuageux le matin, puis le soleil deviendra généreux l'après-midi, avec une tendance orageuse sur l'Auvergne. Il fera chaud, avec 29 à 32 degrés au meilleur moment de la journée.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Malgré quelques passages de nuages élevés, le soleil brillera largement sur l'ensemble des régions. Le thermomètre marquera de 29 à 35 degrés l'après-midi.

PRÉVISIONS POUR LE 16 AOUT 1998
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel.
S : ensoleillé ; N : nuageux ; C : couvert ; P : pluie ; * : neige.

FRANCE métropole		
AJACCIO	17/31	S
BIARRITZ	17/25	N
BORDEAUX	16/30	N
BOURGES	14/30	S
BREST	11/21	S
CAEN	15/22	S
CHERBOURG	10/20	S
CLERMONT-F.	14/30	S
DIJON	14/33	S
GRENOBLE	16/32	S
LILLE	12/27	S
LIMOGES	16/29	S
LYON	16/31	S
MARSEILLE	20/32	S
NANCY	13/30	S
NANTES	13/28	S
NICE	22/28	S
PARIS	13/29	S
PAU	16/28	N
PERPIGNAN	21/30	S
RENNES	10/27	S
ST-ETIENNE	13/29	S
STRASBOURG	14/29	S
TOULOUSE	17/31	S
TOURS	13/30	S
FRANCE outre-mer		
CAYENNE	24/31	N
FORT-DE-FR.	26/31	P



Situation le 15 août à 0 heure TU

Prévisions pour le 17 août à 0 heure TU

METEO FRANCE

NOUMEA	21/25	C	BUCAREST	15/30	S	MILAN	21/32	S	VENISE	22/30	S	SANTIAGO/CHI	5/18	C	ASIE-OCÉANIE		
PAPEETE	23/29	N	BUDAPEST	17/29	S	MOSCOU	13/20	S	VIENNE	17/27	S	TORONTO	16/27	S	BANGKOK	26/32	C
POINTE-A-PIT.	26/32	P	COPENHAGUE	12/18	S	MUNICH	17/28	S				WASHINGTON	22/31	P	BOMBAY	26/29	P
ST-DENIS-RÉ.	20/25	S	DUBLIN	12/20	N	NAPLES	23/33	S	AMÉRIQUES						DJAKARTA	26/32	C
			FRANCFORT	17/29	S	OSLO	9/19	S	BRASILIA	16/29	S	AFRIQUE			DUBAI	34/42	S
EUROPE			GENEVE	16/29	N	PALMA DE M.	19/32	N	BUENOS AIR.	7/20	S	ALGER	24/31	N	HANOI	27/34	S
AMSTERDAM	13/21	N	HELSINKI	11/15	N	PRAGUE	15/27	S	CARACAS	26/31	P	DAKAR	27/31	C	HONGKONG	28/32	S
ATHENES	26/36	S	ISTANBUL	23/28	S	ROME	20/30	S	CHICAGO	17/29	S	KINSHASA	20/29	C	JERUSALEM	25/33	S
BARCELONE	22/29	S	KIEV	13/22	S	SEVILLE	18/32	S	LIMA	16/19	C	LE CAIRE	24/35	S	NEW DEHLI	26/29	P
BELFAST	13/18	N	LISBONNE	18/28	S	SOFIA	17/31	S	LOS ANGELES	17/23	S	MARRAKECH	19/34	S	PEKIN	22/28	S
BELGRADE	19/33	S	LIVERPOOL	12/19	S	ST-PETERSB.	11/16	N	MEXICO	14/21	P	NAIROBI	16/24	C	SEOUL	23/27	P
BERLIN	17/23	P	LONDRES	14/23	N	STOCKHOLM	12/20	N	MONTREAL	15/25	S	PRETORIA	2/21	S	SINGAPOUR	26/30	P
BERNE	13/30	N	LUXEMBOURG	16/27	N	TENERIFE	18/25	N	NEW YORK	23/29	C	RABAT	17/25	N	SYDNEY	12/15	P
BRUXELLES	14/23	S	MADRID	20/34	S	VARSOVIE	14/24	S	SAN FRANCIS.	12/20	S	TUNIS	27/38	S	TOKYO	26/32	C

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98195

♦ *SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).*

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II						■						
III				■						■		
IV										■		
V			■			■			■			
VI							■					
VII								■			■	
VIII		■							■			
IX				■								
X						■						

HORIZONTALEMENT

I. Il fait du vent, et c'est bien comme cela. – II. Chargé négativement. Premier messager de l'Evangile. – III. Vieille vache. Fit son choix. Le temps de faire un tour. – IV. Comprend mais n'accepte pas tout. Drame à Tokyo. – V. Va avec le vu. Possessif. Au bout de l'épée. Remplacées par les ZAC. – VI. S'anime au cinéma. Coup violent sur le court. – VII. Pour faire relâche. Dans les tripes. – VIII. Armées pour prendre l'air. Lettres d'attribution. – IX. Arrose l'Alsace. Suivis de près. – X. Petits coups de main. Bois de construction.

VERTICALEMENT

1. Petites tenues pour le matin. – 2. Pris à la gorge. Pour un départ en fanfare. – 3. Remué avec la terre pour réussir. Trophée pris au chef. – 4. Interjection. Souvent un gros pavé en librairie. – 5. Les profondeurs de la terre. – 6. Réchauffe les bords du Nil. Bien arrivées sur terre. – 7. Sentiment violent. Comme de bons petits blancs. – 8. Courts, gros et larges. Découpe la terre en bandes. – 9. Moyen d'expression. Partage en deux. Participe gai. – 10. Agent de liaison. Paysan et révolutionnaire mexicain. – 11. Fait partie d'un système. Dégradation ou décoration urbaine. – 12. Provoque des problèmes avec les voisins.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98194

HORIZONTALEMENT

I. Vivificateur. – II. Enumérer. Pro. – III. Rompre. Tires. – IV. Tuera. Viciée. – V. Dito. Cafés. – VI. Béribéri. – VII. Grésil. Ce. OE. – VIII. Ré. Eclaireur. – IX. Inn. Hé. Egale. – X. Soupeser. Mes.

VERTICALEMENT

1. Vert-de-gris. – 2. Inouï. Reno. – 3. Vumètre. Nu. – 4. Impro. Se. – 5. Fera. Biche. – 6. Ire. Celles. – 7. Ce. Var. – 8. Artificier. – 9. Iceberg. – 10. Eprise. Eam (âme). – 11. Urée. Roule. – 12. Roselières.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

ISSN 0395-2037



Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex



Le Monde PUBLICITE
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

PRINTED IN FRANCE

ÉCHECS

N° 1805

TOURNOI DE BAD HOMBURG (1998)
Blancs : C. Gabriel.
Noirs : Zhu Chen.
Défense slave.
Gambit anti-Moscou.

1. d4	d5	13. Cg6!! (i)	fxg6
2. ç4	ç6	14. é5 (j)	Rf7 (k)
3. Cf3	Cf6	15. éxf6	é5 (l)
4. Cç3	é6	16. Cé4! (m)	Fb4+
5. Fg5	h6 (a)	17. Rf1	Té8
6. Fh4 (b)	dxç4	18. a3	Ff8
7. é4	g5	19. Tdé1 (n)	Fh6
8. Fg3	b5 (c)	20. h3! (o)	gxh3
9. Dç2 (d)	g4 (e)	21. Fxh5!	Ff5 (p)
10. Cé5	Dxd4 (f)	22. Cg5+!	Fxg5 (q)
11. Td1	Db6 (g)	23. Dxf5!! (r)	abandon
12. Fé2	h5 (h)		

NOTES

a) 5..., Cb-d7 conduit au gambit-D refusé. La variante de Moscou 5..., h6 est à la mode.

b) Evitant 6. Fxf6, Dxf6 ; 7. Db3 ou 7. é3, les Blancs entrent dans un système proche de la variante Botwinnik (5. Fg5, dxç4 ; 6. é4, b5 ; 7. é5, h6 ; 8. Fh4, g5 ; 9. Cxg5, hxg5 ; 10. Fxg5).

c) 8..., Fb4 n'a plus cours : 9. Dç2!, b5 (si 9..., g4 ; 10. Cd2!, Dxd4 ; 11. 0-0-0!) ; 10. é5, ou aussi 9. Fxç4, Cxé4 ; 10. 0-0, Cxg3 ; 11. fxg3!, Cd7 ; 12. Dé2 suivi de Td1 et de Cé5.

d) La position de base à partir de laquelle on a essayé 9. h4, 9. Dç2 et, essentiellement, 9. Fé2. Par exemple : 9. Fé2, Fb7 ; 10. é5!, Ch5 ; 11. a4!, a6 ; 12. Cxg5!, Cxg3 ; 13. Cxf7, Rxf7 ; 14. fxg3 (Kramnik-Anand, Belgrade, 1997) ; ou 9. Fé2, Fb7 ; 10. Cé5, Fg7 ; 12. h4 (Topalov-Timman, Wijk aan Zee, 1998). Après 9. Dç2, les Blancs peuvent choisir entre le grand roque ou la formation Fé2 - 0-0 - Td1 et d5.

e) Contre *Spassky*, à *Moscou en* 1967, Pachman gagna le pion d4 mais perdit la partie pour des raisons sans rapport avec cette réfutation. Après 9..., Fb7 ; 10. Fé2, Cb-d7 ; 11. Td1, Db6 ; 12. 0-0, Ch5 ; 13. d5, Cxg3 ; 14. hxg3, 0-0-0 ; 15. b3!, les Blancs ont l'avantage (Chernin-Pavasovic, Feldbach, 1997).

f) Deux pions de plus pour les Noirs au dixième coup.

g) Ou 11..., Dç5 ; 12. Fé2, h5.

h) Pare 13. Cxg4.

i) Profitant de l'avance du pion h. Cette jolie idée d'Aseev contre Popov (Kazan, 1995) ouvre toutes les portes en cas de refus du sacrifice : si 13..., Tg8 ; 14. Cxf8, Txf8 ; 15. Fd6, Tg8 ; 16. é5, Cd5 ; 17. Dh7!

j) Menace mat.

k) Si 14..., Cd5? ; 15. Dxg6+, Rd7 ; 16. Df6!

l) Si 15..., Cd7 ; 16. Cé4, Fb4+ ; 17. Rf1, Cxf6 ; 18. Cxf6, Rxf6 ; 19. Dé4, Tf8 ; 20. h3!, et la peau des Noirs ne vaut pas cher. Si 15..., Fb4 ; 16. 0-0 suivi de Rh1 et de l'ouverture de la colonne f avec une dangereuse attaque des Blancs. Le coup du texte prépare la défense Ff5.

m) Menace 17. Cg5+, Rf6 ; 18. Fxé5+, etc.

n) Menace entre 20. Cg5+.

o) Prépare l'explosion.

p) Si 21..., gxh5 ; 22. Cg5+, Fxg5 ; 23. Dh7+ suivi du mat.

q) Si 22..., Rf8 ; 23. Ch7+, Rg8 (ou 23..., Rf7 ; 24. Dxf5) ; 24. Dxf5, gxf5 ; 25. f7+ et 26. fxé8 = D.

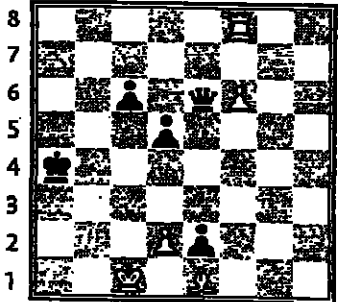
r) Si 23..., gxh5 ; 24. Dh7+, Rf8 ; 25. Dg7 mat ; si 23..., Tg8 ; 24. Txh3 suivi de Fxg6+.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1804
B. BREKHOV (1979)

(Blancs : Ré6, Dg4, Pa3, a6, d4. Noirs : Rç8, Da1, Pa7, ç5, g5, g7, h6.)

1. Rd6+, Rb8 ; 2. Dg3!, Dxd4+ (si 2..., Rç8 ; 3. Dh3+, Rb8 ; 4. Db3+) ; 3. Rç6+, Ra8 ; 4. Dg2!, Rb8 ; 5. Dh2+, Ra8 ; 6. Dh1!, Rb8 ; 7. Db1+, Rç8 ; 8. Df5+!, Rd8 ; 9. Df8 mat.

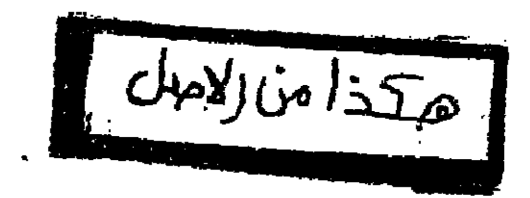
ÉTUDE N° 1805
V. et M. PLATOV (1911)



Blancs (5) : Rç1, Tf8, Fé1, Pd2 et f6.
Noirs (5) : Ra4, Dé6, Pç6, d5 et é2.

Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine



ART Présentée jusqu'au 6 septembre à Vienne, puis du 15 octobre au 6 janvier 1999 à Barcelone, « Out of actions » propose un panorama unique des actions, des performances d'art corporel produites depuis la fin de la seconde guerre mondiale – le temps de la prise de conscience de la fragilité de la création face à la possibilité d'anéantir l'homme – jusqu'au développement de la pratique du body-art, dans les années 70. ● DE POLLOCK à Joseph Beuys, l'exposition permet de reconnaître les nouvelles données – sociales et linguistiques notamment – que les artistes ont introduites dans leurs performances, répondant à leur désir de changer la société et d'élargir la définition de l'art. ● NON LOIN de la capitale autrichienne, Tulln rend hommage à Egon Schiele, peintre de la morbidité, mais aussi de grandes douceurs lascives, inspirateur des actionnistes viennois.

Quand les artistes ont fait le saut dans le corps

Le Musée autrichien des arts appliqués de Vienne accueille, jusqu'au 6 septembre, « Out of actions » : trente ans d'actions, de happenings et de performances, de Pollock à Mike Kelley. L'exposition baladeuse partira ensuite pour Barcelone sans passer – c'est dommage – par la France

OUT OF ACTIONS : ACTIONNISME, BODY-ART ET PERFORMANCE (1949-1979). MAK (Musée autrichien des arts appliqués), Stubenring, 5, A1010 Vienne. Tél. : (43)-1-711-36-0 ou 712-80-00. Tous les jours, de 10 heures à 18 heures ; le jeudi, jusqu'à 21 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 6 septembre. Barcelone, Musée d'art contemporain, du 15 octobre au 6 janvier 1999. Catalogue (ed. Thames and Hudson), 240 F.

VIENNE (Autriche)
de notre envoyée spéciale

« Out of actions » est une première. Aucune exposition n'avait tenté jusque-là de rassembler autant de témoignages d'actions, de performances, d'art corporel produits dans les années 50, 60 et 70, aux Etats-Unis, en Europe, au Japon, au Brésil. Paul Schimmel, conservateur au Musée d'art contemporain de Los Angeles, en est l'auteur. Son propos : partir des arts visuels, donc d'objets, pour montrer que leur interaction avec la danse, la musique, le théâtre, l'architecture, les sciences sociales, a profondément modifié la production artistique.

Le panorama commence au temps des retombées de la deuxième guerre mondiale, de la prise de conscience de la fragilité de la création face à la possibilité d'anéantir l'homme. Il est calé entre Pollock – dont la peinture *Number I* est accompagnée des célèbres photographies de Hans Namuth montrant le peintre à l'oeuvre, dansant dans l'oeuvre, faisant gicler la couleur sur ses toiles au sol – et Mike Kelley. L'action painting y est donc donné comme point de départ de cette aventure qui fait exploser les frontières de l'art. Elle se développe parallèlement à l'expressionnisme abstrait, au minimalisme et à l'art conceptuel et, après avoir atteint des sommets au temps de la guerre froide, décline à la fin de la guerre du Vietnam.

C'est un point de vue américain, mais soucieux de confrontations avec d'autres avant-gardes. Le groupe Gutai au Japon, les nouveaux réalistes en France, Fluxus un peu partout, les actionnistes viennois, par exemple, y sont largement représentés sous toutes les formes concrètes qui peuvent être issues d'actions, découler d'une définition de l'art comme geste : peintures, sculptures, installations, objets, preuves, reliques, photos, films et vidéos. L'empreinte de la vie est partout.

« PINCEAUX VIVANTS »

Pollock, donc, montre l'exemple, mais aussi Fontana, auteur en 1946 d'un *Manifeste blanc* définissant l'art comme geste permettant d'échapper à la tyrannie de la surface picturale. Et Georges Mathieu, le mousquetaire de la peinture gestuelle, dont les batailles aux tubes de couleurs ne sont pas finalement si différentes des coulées de Shimamoto nageant dans une flaque de boue. Les peintures au pied ou à la nage des artistes du groupe Gutai dont l'artiste fait partie, à Tokyo dans les années 50, ont raccourci, voire annulé, la distance entre le geste créateur et le tableau, qui sera viscéral, ou plus posé : c'est le cas d'Yves Klein transformant ses modèles nus en *« pinceaux vivants »*.

Peintures au canon, lâchers de ballons, tirs de Niki de Saint-Phalle et de Robert Rauschenberg... Ceux-là restent dans l'espace de la peinture qu'ils débordent allègrement. D'autres, après John Cage, se livrent dans la joie à des happenings musicaux et picturaux pouvant impliquer le spectateur (Allan Kaprow) : on ne parlait pas encore d'interactivité, mais elle était là. Et le jeu, qui pouvait devenir dangereux. Voir la robe faite d'un réseau de fils électriques et d'ampoules qu'Atsuka Tanaka revêtait comme *un kimono*.

L'exposition permet de suivre les changements de cap, et de reconnaître de nouvelles données que les artistes ont introduites dans leurs performances. Notamment les données sociales et linguistiques qui répondaient à la fois à leur désir de changer la société et d'élargir la définition de l'art. Ce tour nouveau enregistré dans les années 70 tient beaucoup à l'apport du gourou Joseph Beuys et à la présence renforcée d'artistes femmes, féministes déclarées ou pas. L'Américaine Carolee Schneemann, qui opère dès les années 60, dira en 1974 : *« J'avais le droit d'être une image, mais pas de créer ma propre image. »* Une remarque que la Française Orlan aurait pu faire. Après s'être montrée en vendeuse de baisers à 5 francs, elle a livré son visage à la chirurgie esthétique pour le recomposer à sa guise, en prenant ses modèles dans l'histoire de la peinture.

Dans leurs sculptures-performances, leurs boîtes et leurs corridors, leurs espaces psychologiques que l'on peut lire aussi comme métaphores de l'espace social oppressant, ou comme raccourcis de la destinée humaine, Robert Morris, Bruce Nauman et d'autres se servent du public pour penser le corps humain comme l'alphabet de la perception et comme la mesure fragile de toute chose. Parallèlement à cette ouverture témoignant de l'emprise de la phénoménologie sur les arts plastiques, quantité d'artistes se rabattent sur leur propre corps, qu'ils prennent comme support.

PETITS-ENFANTS DE FREUD

Acconci se faisant tirer une balle dans le bras, Chris Burden s'enfermant pendant des heures dans un casier à bagages, Gina Pane s'entaillant la peau avec des lames de rasoir... Epreuves d'endurance, scarifications à la limite du tolérable, blessures de surface pouvant correspondre à d'obscures blessures intérieures ou être, parfois, du chiqué... Avec la pratique du body-art, qui s'est répandue comme une traînée de poudre au début des années 70, l'artiste fait de son corps un médium toujours plus directement impliqué dans l'oeuvre, mais en y mettant une distance conceptuelle, du froid. Les photos et films le montrent. S'ils se mettaient à la place d'un objet substitut d'eux-mêmes, ne fallait-il pas qu'ils payent de leur personne, pour leur crédibilité, pour conférer à leur action une dimension métaphorique ?

Les Viennois Günter Brus, Hermann Nitsch, Otto Muehl et Rudolf Schwarzkogler, qui, en 1965, prenaient le nom d'actionnistes, sont à la charnière de cette évolution de l'action painting au body-art. Ces petits-enfants de Freud et d'Egon Schiele inscrivaient l'introspection et la sexualité au cœur de leur démarche provocante, mettant le corps à mal pour le libérer de toute oppression. Photos de corps et de têtes bandés, maculés de taches (Brus), installations de ciseaux et de scalpels donnés comme instruments de la passion (Nitsch) à côté de vêtements sacerdotaux couverts de sang animal ou de peinture, on ne sait plus... Par leur violence, ils voulaient choquer. Ils y ont réussi.

Geneviève Breerette



LUDWIG HOFFENREICH / IN « OUT OF ACTIONS », ED. THAMES AND HUDSON

Rudolf Schwartzkogler, extrait des 14 photographies en noir et blanc de « 6e Action » (1966). Museum Moderner Kunst Stiftung Ludwig, Vienne.

Rendez-vous viennois

● **Crossings, l'art à voir et à entendre.** Réunies à la Kunsthalle, des grandes pièces d'une quarantaine de plasticiens qui jouent de l'interaction entre le visible et l'audible (Gary Hill, Jochen Gerz, Sarkis, Stan Douglas, Douglas Gordon, Bernard Leitner...).
Kunsthalle Wien, 4, Karlsplatz. Tous les jours de 10 heures à 18 heures, le jeudi jusqu'à 20 heures. Jusqu'au 30 août.

● **Pipilotti Rist.** Sept vidéos et installations de l'artiste suisse.
Kunsthalle im Museumquartier, Museumsplatz 1. Tél. : 43-1-521-89-33. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Le jeudi jusqu'à 20 heures: jusqu'au 30 août.

● **La sculpture à la lumière de la photographie 1850-1990.** Quelque trois cents clichés dans un palais qui abrite des collections d'art moderne enrichies par la donation Ludwig.
Palais Liechtenstein, Fürstengasse 1 (près de la gare du Nord). Tél. : 43-1-317-69-00. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 20 septembre.

Tulln fête son enfant célèbre, Egon Schiele

EGON SCHIELE À TULLN. Tél. : (43) 0-2272-82-100. Les œuvres de la collection Leopold, Museum Minoritenkloster. Tous les jours, de 9 heures à 19 heures. Catalogue : 245 F. Schiele-Museum, Donaulände 28. Tous les jours, de 9 heures à 12 heures et de 14 à 18 heures. Schiele-Geburstshaus, gare de Tulln, tous les jours, de 10 heures à 12 heures et de 15 heures à 17 heures. 60 F. Navette (gratuite) entre la gare et le Museum Minoritenkloster. Jusqu'au 13 septembre.

TULLN (Autriche)
de notre envoyée spéciale

Tulln, petite ville de 14 000 habitants à 35 kilomètres à l'ouest de Vienne, n'a rien de très pittoresque, mais les bords du Danube y sont agréables, et le train qui y mène donne une dimension au fleuve qu'on ne remarque guère si l'on reste dans le périmètre du Ring. Ce n'est cependant pas une raison suffisante pour sacrifier une demi-journée que l'on peut passer à flâner dans la capitale autrichienne. Cet été, pourtant, Tulln peut attirer des visiteurs. La ville a mis les petits plats dans les grands pour accueillir l'enfant du pays : Egon Schiele soi-même, né dans la gare de Tulln en 1890, mort à Vienne il y a exactement quatre-vingts ans.

Schiele est donc né dans la gare de Tulln, le savait-on ? Savait-on que son père était chef de gare, que toute sa famille travaillait dans les chemins de fer ? D'où cette première exposition à l'étage de la gare, qui en deux salles vous montre la vie du rail à l'époque de l'artiste, son arbre généalogique, des portraits de famille, et la reconstitution de la chambre de l'enfant prodigue et prodige, qui aimait beaucoup, paraît-il, regarder passer les trains et les dessiner. Ce qu'il faisait fort bien. L'exposition du Musée Schiele, ouvert en 1990, pour le centenaire de la naissance de l'artiste, en dit long sur ce talent précoce (selon sa mère, il aurait commencé à dessiner à dix-huit mois !), parfaitement développé, comme il se doit, par des travaux d'académie : dessins de moulages antiques, tête de l'*Apollon* du Belvédère ou de Voltaire, puis visages de modèles vivants : mère, sœur, paysans, vieillards. Réalistes. Irréprochables. Et autoportraits, bien sûr.

On respire. On n'a pas fait le déplacement pour rien. D'autant que ces deux expositions réunissent finalement beaucoup d'œuvres de jeunesse conservées à l'Albertina de Vienne, dans la famille de l'artiste et dans des collections privées. Elles préparent plutôt bien finalement celle de la collection Leopold, présentée au musée de la ville après avoir séjourné à New York et à Barcelone. Celle-ci réunit une trentaine de peintures et quelque 120 aquarelles et dessins. Le docteur Rudolf Leopold, auteur d'une monographie consacrée à Schiele assortie d'un catalogue raisonné de l'oeuvre, est un grand collectionneur viennois qui depuis la fin des années 40, l'époque où il faisait ses études de médecine, a acheté systématiquement des œuvres de l'artiste. Celles-ci, depuis 1994, sont conservées parmi plusieurs milliers d'œuvres dans la fondation publique qui porte son nom.

« PETIT VOYOU PORNOGRAPHE »

Dans le contexte de Tulln, il est un peu difficile de ne pas se remémorer les années de jeunesse de Schiele, qui ne sont pas allées sans drames familiaux. Et de ne pas tomber dans les excès de lectures biographiques. Mort du père, mort d'une soeur à onze ans... Cela expliquerait-il la thématique morbide de l'œuvre, ces mères et ces enfants qui portent la mort en eux ? La mort, partout ou presque, scellée à la vie, n'est-elle pas aussi un des thèmes permanents de l'art que l'on retrouve très présent chez Klimt. Schiele l'angoissé l'a admiré presque désespérément. La collection Leopold détient un passionnant témoignage de cette attache : le tableau *Les Ermites* (1912). Il enferme dans une même et impressionnante enveloppe noire deux visages : ceux de Klimt le père et de Schiele le fils insoumis. Schiele avait le sens de la théâtralité.

« Alors vous exposez ce petit voyou, ce pornographe ! », s'exclamait un jour le vieux Kokoschka à l'intention de Wolfgang Fischer, qui présentait en 1964 une exposition Schiele à la Marlborough de Londres. Vieilles querelles, vieilles rancœurs propres à entretenir l'image négative du peintre immoral, obsédé par le sexe. Obsédé comme on peut l'être à vingt et quelques années. Schiele est mort à vingt-huit ans, il ne faut pas l'oublier en visitant l'exposition de Tulln, où il est facile de bâtir encore la gloire de l'artiste à travers l'érotisme de ses dessins. Linges qui volent, robes retroussées, sexes provocants abondent. Mais aussi les corps blessés, contorsionnés, déstabilisés dans les feuilles, agrippés à eux-mêmes, isolés dans le blanc, le vide. Seuls.

Le dessinateur infaillible capable de violences, mais aussi de grandes douceurs lascives est là. Le peintre aux couleurs d'automne aussi, qui se cherche, et n'a pas eu vraiment le temps de se trouver.

G. B.

هكذا من الاصل

Une périlleuse escapade au cœur de l'œuvre de Schumann

A Salzbourg, le pianiste hongrois Andras Schiff se risque sur des chemins escarpés. Et choit

Salzbourg a donné cette année carte blanche au pianiste Andras Schiff pour un voyage au cœur de l'œuvre de Schumann. Mal lui en a pris : en trois récitals, l'artiste hongrois a certes balayé le répertoire pour piano et les lieder du compositeur – retenant des œuvres qui ont trop rarement les faveurs des salles de concerts –, mais il a aussi fait la démonstration de ses déficiences, en dépit de ses grands gestes et de ses mimiques inspirées.

SCHUMANN LE POÈTE. Andras Schiff (piano), Monica Groop (mezzo-soprano). Mozarteum, le 13 août.

SALZBOURG
de notre envoyé spécial

Salzbourg donne souvent carte blanche à des artistes triés sur le volet. L'été 1997, des jeunes interprètes réunis autour du violoncelliste Steven Isserlis proposaient un cycle Mendelssohn, ses inspirateurs et ses contemporains, qui aura été l'un des points forts du festival 1997.

Cet été, Andras Schiff est le guide d'un voyage au cœur de l'œuvre de Schumann : en trois récitals, le pianiste hongrois aura, en effet, balayé musique pour piano et lieder. Du piano schumannien, il a retenu des œuvres qui n'ont que trop rarement les honneurs des salles de concerts (*Papillons op. 2* ; *Nachtstücke op. 23* ; *Blumenstück op. 19* ; *Davidsbündlertanze op. 6* ; *Concert sans orchestre op. 14* ; *Novelettes op. 21* ; *Chants de l'aube op. 133*), tandis que trois chanteurs se sont partagé les grands cycles de lieder (souffrant, le baryton Thomas Quasthoff aura été remplacé par la soprano Juliane Banse ; fidèle au poste, le vétéran Peter Schreier chanta les *Amours du poète*).

Le 13 août, Schiff entre en scène pour jouer les *Novelettes*. Son habit est coupé à l'ancienne dans une étoffe gris très foncé, le revers du col est en velours noir. Une chaîne de montre parachève l'ensemble et pose le personnage en grand maître du piano. Il s'assied et commence à jouer. Ses doigts sont peu assurés : ses mimiques inspirées, ses grands gestes n'arrivent pas à masquer des déficiences qui, aujourd'hui, le feraient échouer au premier tour d'un concours international. Lourd, instable rythmiquement, le jeu de Schiff se perd dans des pianissimos détimbrés, vaporeux et flous. Ses deux mains ne vont pas toujours ensemble, et quand le texte devient vraiment coriace, le pianiste ralentit et timbre très fort la main droite ou fait ressortir un contre-chant qui détourne l'attention.

Dans la *Huitième Novelette*, il y a un passage intitulé « le chant dans le lointain ». La main gauche, qui joue une série d'accords difficiles à enchaîner, doit alors jouer *piano*, comme si cette phrase était un écho lointain, mais rythme, articulation et tempo ne doivent pas changer. Schiff n'y arrive pas : la main gauche disparaît dans un halo de pédale, le tempo bouge et le pianiste fait sonner trop fort la main droite. Il faut avoir entendu Richter, Alicia de Larrocha jouer cela en concert pour mesurer ce qui sépare Schiff d'un grand pianiste.

Monica Groop arrive pour chanter *L'Amour et la Vie d'une femme*. Hélas ! Schiff plombe le cycle par un jeu lourd, empâté, d'un narcissisme qui lui fait jouer la première pièce comme si c'était la dernière. Au début du cycle, on en est pourtant encore à l'exaltation, pas au renoncement. Dommage, car Monica Groop chante avec une fraîcheur, une simplicité qui lui permet de suivre le cheminement intérieur de l'une des œuvres les plus émouvantes et désenchantées du compositeur.

FLOU PAS TRÈS ARTISTIQUE

Le pianiste revient seul – il partage l'affiche avec des chanteurs, mais il a presque toujours le dernier mot – pour jouer *Les Chants de l'aube*. Il domine à peu près ce texte, mais il passe sur les douloureux frottements de seconde mineure de la première pièce sans nous les faire entendre. Les trois autres pièces sont un mélange de préciosité, d'accents bizarres, de flou pas très artistique.

Beau succès d'une salle pas pleine qui ne fait pourtant que sept cents places. Schiff sort, revient, et sans qu'on lui demande vraiment, donne en *bis* les *Variations sur un thème dicté par les esprits*. Cette pièce a une histoire. Clara Schumann ne voulait pas qu'elle soit éditée. Brahms légua son manuscrit avec sa bibliothèque à la Société des amis de la musique de Vienne. Le bibliothécaire devait en faire une copie qu'il édita aux Etats-Unis, où il s'était réfugié pendant le régime nazi, en inventant une histoire invraisemblable. Depuis, tout a été remis dans l'ordre. Cette série de variations composées par Schumann sous la dictée des esprits (entre autres, de Schubert), quand il était interné à l'asile, est éditée normalement. Schiff y est plus convaincant, car son jeu est plus propre, plus droit, son ego s'efface.

Que fait un tel pianiste à Salzbourg ? Sa carrière, il y a quinze ans, était discrète. Elle a fait un grand bond quand Schiff a commencé à enregistrer pour Decca. Cette maison de disques, quelques agents se sont trompés de format de carrière. Ce n'est pas la première fois que cela se produit et cela n'est pas très grave. Sauf pour l'artiste qui ne résiste pas toujours à être ainsi exposé (ils sont nombreux ceux qui ont quitté la scène). Pas très grave, si ce n'est qu'il y a aujourd'hui de nombreux pianistes vraiment talentueux qui n'ont ni maisons de disques ni lieux prestigieux pour se faire entendre. Et Salzbourg qui prétendait ne pas tenir compte des carrières fabriquées par les multinationales !

Alain Lompech

Quand Turner naviguait sur la Loire

TURNER, LE VOYAGE SUR LA LOIRE. Musée du château des ducs de Bretagne, 1, place Marc-Elder, 44000 Nantes. Tél. : 02-40-41-56-56. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 14 septembre. Entrée 20 F. Catalogue RMN, diffusion Seuil, 190 F.

NANTES
de notre envoyée spéciale

Joseph Mallord William Turner (Londres, 1775-1851) aimait voyager et ne s'en priva pas. Il commença par aller dans son pays, arpenta la région des lacs, le pays de Galles, les Highlands d'Ecosse, puis il entreprit de découvrir le continent après 1802, lorsque la paix d'Amiens lui permit de traverser la France. Mais c'est surtout après 1815 que le peintre parcourut l'Europe, en particulier la France, l'Allemagne, la Suisse et l'Italie. En 1826, d'août à octobre, il fit un périple en France, débarqua à Dieppe, découvrit la Normandie, visita une partie de la Bretagne, remonta la Loire de Nantes à Meung-sur-Loire. Comme à son habitude, il en ramena des carnets de dessins et nombre de feuilles d'esquisses colorées : tout un matériel dont il tira par la suite beaucoup de dessins et de croquis en couleurs plus aboutis, souvent sur papier bleu, qui servirent à la composition d'albums et d'annuaires, notamment à la publication d'un recueil de vingt et une gravures, le *Turner's Tour Annual* de 1833. Le genre d'albums dont la société anglaise raffolait.

Fruit de plusieurs années de recherches de Ian Warrell de la Tate Gallery (où sont conservés quelque 260 carnets et des milliers de feuilles séparées couvrant toute la carrière de Turner), ce premier compte-rendu complet du voyage sur la Loire a permis de rassembler et de situer nombre de dessins et de vues pour la plupart non identifiés jusque-là. D'abord présentée à Londres, puis à Blois, l'exposition est maintenant à Nantes, au château, dont Turner donna plusieurs vues rapprochées, depuis le fleuve grouillant d'activité, ou plus lointaines, depuis le cours Saint-Pierre et ses promeneurs.

PANORAMAS BAIGNÉS DE LUMIÈRE JAUNE

Ce n'est pas forcément l'image convenue (en France) de Turner précurseur de Monet et de l'impressionnisme qui s'impose lors du parcours de la centaine de feuilles présentées. Ni celle du paysagiste à la sensibilité déjà romantique. Il est vrai que le climat et l'esprit des bords de la Loire ne le favorisaient pas. D'une feuille à l'autre, on remarque peu de balayages tempêtueux, et si les effets fugitifs de ciel, de lumière et d'eau mêlés ne manquent pas, ils y sont le plus souvent accordés à des descriptifs précis : topographie des lieux et vie des gens sur le fleuve et ses rives que le peintre curieux de tout, du pittoresque comme des témoignages de la modernité, s'est plu à remonter, probablement en bateau à vapeur. Turner empruntait volontiers les voies fluviales pour découvrir de nouvelles contrées. Son voyage sur la Loire s'inscrit d'ailleurs dans un plus vaste projet de suivre les grandes rivières d'Europe.

Architectures solides et parfois très fouillées des châteaux surplombant la Loire, tabliers de pont en oblique faisant le lien entre la masse des rochers et des murs signalés à l'horizon et le premier plan montrant une foule besogneuse ou des citadins flânant, mâts bien droits et voiles scandant des panoramas baignés de cette lumière jaune que les détracteurs du peintre critiquaient... L'exposition n'est pas seulement l'occasion d'approcher diverses étapes du processus de création du peintre depuis les premiers croquis de plein air jusqu'aux gravures dont il supervisait l'exécution. Elle nous promène aussi dans tous les registres de son art construit et sensible, un art de peintre complet qui allie avec un rare bonheur son goût pour le paysage et son intérêt pour la scène de genre. Et qui exploite toutes les possibilités de l'aquarelle depuis l'extrême économie de nappes de couleurs diluées, épongées, grattées au canif, à l'ongle, frottées au doigt, puis rehaussées de hachures, afin d'arrêter quelques précieux détails, qui bien que fantaisistes parfois, donnent en prime une valeur documentaire à ce travail d'avant le temps de la photographie.

Geneviève Breerette

Les surréalistes à la rencontre du peuple hopi

LA DANSE DES KACHINAS, Pavillon des Halles, porte Rambuteau, terrasse Lautréamont, Paris-1er. Tous les jours sauf lundi et jours fériés, de 11 h 30 à 18 h 30, jusqu'au 25 octobre. 30 F. Catalogue, Paris-musées éd., 224 p., 195 F.

En 1936, André Breton organise dans la meilleure galerie parisienne d'art primitif – celle de Charles Ratton – une exposition d'objets surréalistes. Sur l'affiche de la manifestation, une poupée kachina. Une photo de Man Ray témoigne encore de la place centrale occupée dans cette rétrospective par ces figurines recherchées par presque tous les membres du mouvement surréaliste. Aujourd'hui, après Marseille (en 1994) et Madrid, Paris accueille ces « poupées » venues des confins de l'Arizona et du Nouveau-Mexique. La plupart de celles qui sont exposées ont appartenu à des écrivains et des artistes proches de la mouvance surréaliste, Max Ernst, Marcel Duchamp, Matta et Camacho. Ou à des personnalités comme Lévi-Strauss qui en céda certaines à Jacques Lacan.

Les Hopis sont issus de la civilisation des Pueblos, et malgré les luttes incessantes avec leurs voisins navajos, les Espagnols puis les Américains, ils ont su conserver une certaine indépendance jusqu'au milieu du XIXe siècle. « *Ce qui explique*, indique Lévi-Strauss dans sa préface à la traduction française des mémoires de Don C. Talayesva, *Soleil hopi* (col. « Terre humaine », Plon éd.), *l'exceptionnel état de préservation de leurs coutumes sociales et de leur vie religieuse. Même aujourd'hui, des parties considérables du rituel restent impénétrables aux ethnologues, protégées par un secret jaloux.* »

Le panthéon hopi est riche et compliqué. Il se compose notamment de 300 à 400 esprits, les Kachinas. Ces esprits sont présents dans chaque village de la fin décembre à la fin juillet, incarnés par des danseurs masqués et costumés. Dès lors qu'un membre de la communauté hopie endosse les vêtements de l'esprit, il est investi de ses pouvoirs. Par son intermédiaire, les humains vont adresser des suppliques aux dieux. Les Kachinas peuvent jouer les intercesseurs. Ils peuvent aussi engendrer des catastrophes.

Les poupées kachinas, réductions des danseurs costumés, donc des esprits, sont offertes aux enfants. « *Ils apprennent ainsi, sans effort*, nous dit Marie-Elizabeth Laniel-Le François, *à reconnaître le Kachina en le contemplant et en écoutant les membres de la famille raconter son histoire et expliquer les symboles de chaque motif de son costume ou de ses accessoires.* »

UN ART VIVANT

L'élaboration d'une poupée kachina est un art codifié à l'extrême, où la liberté de l'artiste semble limitée. Pourtant, il y a des différences considérables entre le traitement de la *Kachina-aux-longs-cheveux*, résolument naturaliste, et le *Joueur-de-flûte-bossu*, aux formes simplifiées, chargé d'un symbolisme phallique et d'un érotisme évident. Des styles dominent à certaines époques. Les pièces les plus anciennes remontent au siècle dernier – ce sont des planchettes sommairement découpées peintes de signes géométriques, aux membres simplement suggérés par le pinceau. Mais le culte est vraisemblablement beaucoup plus ancien. La *Kachina-Hibou*, de la collection Horst Antes, aux couleurs vives posées avec une géométrie soignée, a été taillée vers 1910, comme son homologue de la collection Lacan, mouchetée de teintes plus sourdes.

Aujourd'hui, en dépit d'une inévitable dérive commerciale, l'art des poupées kachinas est vivant. Il le restera tant que la mythologie hopiesur laquelle repose l'ordre social et moral subsistera. André Breton dirait une poésie vécue. L'auteur de *Nadja* était à la recherche, lors de son passage en Arizona, pendant la dernière guerre, d'« *une interprétation hiéroglyphique du monde, fondée sur l'analogie entre les passions humaines et les produits des trois règnes de la nature* ». Il l'avait vue en œuvre chez les Hopis pour qui, nous dit Lévi-Strauss, « *tout est lié : un désordre social, un incident domestique, mettent en cause le système de l'univers, dont les niveaux sont unis par de multiples correspondances* ».

Revenu à Paris, après la fin du conflit, André Breton confiait à Jean Duché : « *L'artiste européen, au XXe siècle, n'a de chance de parer au dessèchement des sources d'inspiration entraîné par le rationalisme et l'utilitarisme qu'en renouant avec la vision dite primitive, synthèse de perception sensorielle et de représentation mentale. La sculpture noire a déjà été mise à contribution avec éclat. C'est la plastique de race rouge, tout particulièrement, qui nous permet d'accéder aujourd'hui à un nouveau système de connaissance et de relations.* »

Emmanuel de Roux

SORTIR

PARIS

Morand Cajun Band, Daisy Belle
La Louisiane est l'invitée de ce quatrième bal-concert que le kiosque à musique du parc de La Villette organise chaque dimanche d'été. En Louisiane, vivent les Cajuns, descendants des Français chassés d'Acadie par les Anglais. Bien qu'américanisée, la musique cajun a gardé son originalité grâce à l'accordéon diatonique et ses chants dans un drôle de français. Le zydeco, version noire du cajun, est tiraillé entre ses origines acadiennes et ses racines africaines.
Que l'on soit amateur de jazz, rock, blues, country ou de musiques latines, chacun trouvera son compte dans les musiques jouées par le Morand Cajun Band. Avec Daisy Belle, c'est le côté rock de la musique cajun qui sera abordé. Les cinq musiciens, issus de différents horizons musicaux se sont réunis avec la même envie, celle de retrouver l'esprit des grandes fêtes cajuns et zydeco.
Parc de La Villette, Paris-19e. Mo Porte-de-La-Villette. Le 16, à 17 h 30. Tél. : 0-803-306-306. Entrée libre.

UZESTE (Gironde)

Uzeste musical
Laure Duthilleul, Bernard Lubat, André Minvielle et Patrick Auzier, soit la Compagnie Lubat au carrefour des défis d'Uzeste musical, dont Lubat rappelait, dans le mensuel *Jazzman* de juillet-août, qu'il ne savait toujours pas comment ce festival fonctionne. D'où un programme toujours sujet à surprises, avec moult débats et rencontres plus ou moins préparés et annoncés. Chez les musiciens, devraient donc être présents : François Corneloup, Francis Bourrec, Evan Parker, Tony Hymas, Sam Rivers, Sophia Domancich, Patrick Scheyder, André Minvielle, Han Bennink, Francis Marmande, Sylvain Guérineau, la Compagnie Lubat, les Chants manifestes, The Femmouzes T, l'Orient Express Moving Shnorers, Marcel Castan...
Maison du festival, le Bourg, 33730 Uzeste. Du 16 au 23 août. Tél. : 05-56-25-38-46.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Big Hit
de Kirk Wong (Etats-Unis, 1 h 33).
Ça ne se refuse pas
d'Eric Woreth (France-Belgique, 1 h 30).
Cursus Fatal (*)
de Dan Rosen (Etats-Unis, 1 h 40).
Dr. Dolittle
de Betty Thomas (Etats-Unis, 1 h 25).
Elles
de Luis Galvo Teles (France-Belgique-Luxembourg, 1 h 35).
Loved
d'Erin Dignam (Etats-Unis, 1 h 42).
On va nulle part et c'est très bien
de Jean-Claude Jean (France, 1 h 35).
La Proposition
de Lesli Linka Glatter (Etats-Unis, 1 h 52).
Réactions en chaîne
de David Koepp (Etats-Unis, 1 h 34).
Le Veilleur de nuit (*)
d'Ole Bornedal (Danemark, 1 h 45).
(*) Films interdits aux moins de 12 ans.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

REPRISES

Les Anges du boulevard
de Yuan Muzhi. Chinois, 1937, noir et blanc (1 h 40).
Le Quartier Latin, 5e (01-43-26-84-65).
Broadway Bill
de Frank Capra. Américain, 1934, noir et blanc (1 h 20).
Action Christine, 6e (01-43-29-11-30).
Les Contes de la lune vague après la pluie
de Kenji Mizoguchi. Japonais, 1953, noir et blanc (1 h 37).
Studio des Ursulines, 5e (01-43-26-19-09).
Les Demoiselles de Rochefort
de Jacques Demy. Français, 1967 (2 h).
Les Trois Luxembourg, 6e (01-46-33-97-77).
Guêpier pour trois abeilles
de Joseph L. Mankiewicz. Américain, 1966 (2 h 25).
Action Ecoles, 5e (01-43-29-79-89).
Honkytonk Man
de Clint Eastwood. Américain, 1982 (2 h 02).
MK2 Odéon, dolby, 6e ; MK2 Bastille, dolby, 11e ; MK2 Quai-de-Seine, 19e.
Madame Bovary
de Jean Renoir. Français, 1933, noir et blanc (2 h).
Le Quartier Latin, 5e (01-43-26-84-65).
Manhattan
de Woody Allen. Américain, 1978 (1 h 35).
Action Ecoles, 5e (01-43-29-79-89).
Peau d'âne
de Jacques Demy. Français, 1970 (1 h 30).
Epée-de-Bois, 5e.

FESTIVALS

Au fil de l'eau
Guêpier pour trois abeilles de Joseph L. Mankiewicz, le 15, à 22 h. *Mort à Venise* : le 16, à 22 h.
Parc de La Villette. Prairie du triangle, 19e (01-40-03-76-92).
Ingmar Bergman
Sonate d'automne : le 15, à 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; *Une passion* : le 16, à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.
Saint-André-des-Arts I, 6e (01-43-26-48-18).
John Cassavetes
Gloria : le 15, à 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; *Une femme sous influence* : le 16, à 14 h, 17 h, 20 h.
Le Saint-Germain-des-Prés, salle G. de Beauregard, 6e (01-42-22-87-23).
Marguerite Duras
Agatha ou les lectures illimitées : le 15, à 17 h, 20 h ; *L'Homme atlantique* : le 15, à 16 h, 19 h, 22 h ; *Jaune, le soleil* : le 16, à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.
Le République, 11e (01-48-05-51-33).
Sergueï M. Eisenstein
Octobre : le 17, à 11 h 50.
Denfert, 14e (01-43-21-41-01).
Jean-Luc Godard
Pierrot le fou : le 16, à 12 h 05 ; *A bout de souffle* : le 17, à 12 h 05.
Reflet Médicis III, 5e (01-43-54-42-34).
Alfred Hitchcock
Soupçons : le 15, à 16 h, 18 h, 20 h ; *Rebecca*, le 16, à 13 h 50, 16 h, 18 h 10, 20 h 20.
Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (01-43-54-51-60).
Inédits d'Amérique
The Second Civil War de Joe Dante : le 15, à 16 h, 18 h, 22 h ; le 16, à 14 h, 16 h, 18 h, 22 h.
Action Christine, 6e (01-43-29-11-30).
Terence Malick
Les Moissons du ciel : le 16, à 11 h.
MK2 Quai de Seine, 19e (01-40-30-30-31).
Kenji Mizoguchi
L'Impératrice Yang Kwei Fei : le 17, à 11 h 45.
Studio des Ursulines, 5e (01-43-26-19-09).
Max Ophuls
Lola Montès : le 15, à 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; *Madame de...* : le 16, à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.
L'Arlequin, 6e (01-45-44-28-80).
Pier Paolo Pasolini
Théorème : le 15, à 19 h 40, le 17, à 13 h 50 ; *L'Evangile selon saint Matthieu* : le 16, 13 h 20 ; *Les Contes de Canterbury* : le 16, à 17 h 40 ; *Salo ou les 120 journées de Sodome* : le 16, à 19 h 40.
Accatone, 5e (01-46-33-86-86).
Satyajit Ray
Charulata : le 15, à 16 h 15, 18 h 45, 21 h 15 ; *Délivrance* : le 16, à 13 h 45, 16 h 15, 18 h 45, 21 h 15.
Les Trois Luxembourg, 6e (01-46-33-97-77).
Orson Welles
Citizen Kane : le 15, à 15 h 45, 19 h 50 ; *La Dame de Shanghai* : le 16, à 14 h, 15 h 40, 19 h 50.
Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (01-43-54-51-60).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
Comment te dire ?
d'après douze entretiens entre Daniel Emilfork et Frédéric Leidgens.
Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. Le 15, à 20 h 30 ; le 16, à 16 heures. Tél. : 01-48-13-70-00. 50 F.
Quatuor Arcane
Œuvres de Françaix, Piazzolla, Debussy, Gershwin, Matitia, Florenzo, Watson, Bach et Mozart.
Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris-19e. Mo Porte-de-Pantin. Les 15 et 16, à 16 h 30. Tél. : 01-44-84-44-84. Entrée libre.
Frédéric Pélassy (violon)
Yukari Fujino (piano)
Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 24 « Le Printemps »*. Bartok : *Danses roumaines*. Ravel : *Tsigane*. Sarasate : *Airs bohémiens*.
Parc floral de Paris, bois de Vincennes, 12e. Mo Château-de-Vincennes. Le 16, à 16 h 30. Tél. : 01-43-43-92-95.
Gérard Poulet, Thibault Vieux, Ane Matxain (violon)
Yaël Senamaud (alto),
Livia Stanese (violoncelle)
Jean-François Heisser (piano)
Haydn : *Trio pour piano, violon et violoncelle nº 40*. Schubert : *Trio à cordes D 471*. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 30 nº 3*. Chausson : *Concert*.
Orangerie, parc de Sceaux, 92 Sceaux. RER Bourg-la Reine. Le 16, à 17 h 30. Tél. : 01-46-60-07-79. De 100 F à 140 F.
Mi Son (Venezuela)
Etnia (Colombie)
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10e. Mo Château-d'Eau. Le 15, à 21 h 30. Tél. : 01-45-23-51-41. 120 F.
Makava (reggae)
Cave Cava Café, 9, rue Moret, Paris-11e. Mo Ménilmontant. Le 15, à 22 heures. Tél. : 01-43-55-18-84.

DERNIERS JOURS

22 août :
Ve Prix européen d'architecture Pavillon Mies Van der Rohe
Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Tournon, Paris-6e. Tél. : 01-46-33-90-36. De 12 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Entrée libre.

SAMEDI 15 AOÛT

FILMS DE LA SOIRÉE

21.07 Excalibur ■ ■
John Boorman (Etats-Unis, 1981, 170 min). TSR

0.10 L'Ange pourpre ■ ■
Nunnally Johnson (Etats-Unis, 1960, N., v.o., 100 min). Ciné Cinéfil

1.25 Embrasse-moi ■ ■
Michèle Rosier (France, 1988, 90 min). Arte

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

0.10 Le Monde des idées.
Thème : Le Président est-il un intouchable ? Avec Olivier Duhamel et Guy Carcassone. LCI

MAGAZINES

19.30 Histoire parallèle.
Semaine du 15 août 1948, Italie - Allemagne : Mémoire de la Résistance ou résistance de la mémoire. Invités : Jutta Scherrer, Alessandro Gennari. Arte

19.40 Le Bazar de Ciné Cinémas.
Laëtitia Masson. Ciné Cinémas

20.00 Thalassa.
Un été à la mer, au Bois de la Chaise, à Noirmoutier. TV 5

20.45 Le Magazine de l'Histoire.
Les vies brisées. Invités : Christian Liger, Guillaume Piketti, Christian Jaffrelot. Histoire

20.45 Le Club.
Annette Wademant. Ciné Cinéfil

20.50 Natures de toutes les Russies.
[2/3] Le chant de la Volga. TMC

21.35 Metropolis.
Sharmila in Paris. Cinéma au fil de l'eau. Jemaa El-Fna. Portes ouvertes sur un jardin fermé. Arte

21.45 Sur les pistes du Far West.
[2/2] La terre de tous les espoirs. TMC

22.15 T'as pas une idée ?
Eric-Emmanuel Schmitt. Canal Jimmy

22.50 Fous d'humour.
Invités : André Santini, Marc Jolivet, Dieudonné. France 2

0.00 La France et ses religions.
Le catholicisme. Invités : Jean Daniel, Jean Delumeau, mgr Gérard Defois, Jean-Louis Schlegel. Histoire

DOCUMENTAIRES

18.05 L'Egypte. [2/5]. Pyramides, machines d'éternité. La Cinquième

18.30 Fenua Enata, terre des hommes. Planète

18.40 Marilyn, Last Interview. Ciné Cinémas

19.00 Les Cités prestigieuses d'Italie.
[7/12]. Naples. Odyssée

19.30 Victoria et Albert.
[2/2]. La solitude d'une reine. Odyssée

19.50 Maîtres de guerre.
[11/13]. Bataille de l'Atlantique : l'armée invisible. Planète

20.25 La Passion de la prairie. Odyssée

20.30 Sylvie. Canal +

20.35 Les Grands Parcs nationaux américains.
[2/4]. L'histoire de Yosemite. Planète

20.45 L'Aventure humaine.
Lutter pour vivre. Arte

21.15 Terrorisme.
[2/4]. Œil pour œil. Odyssée

21.30 Soleil dans la nuit. Planète

21.55 Galapagos. [4/4].
Et l'homme arriva au paradis. Planète

22.05 Le Musée du Prado. L'âge d'or, Bosch et Le Titien. Odyssée

22.50 Opium. [2/3]. Planète

23.00 Maxwell, le naufrage d'un nabab. Histoire

23.00 Catastrophes aériennes, pourquoi ? 13ème Rue

23.30 Music Planet.
Dee Dee Bridgewater. Arte

23.35 Vietnam : revivre.
[2/5]. Etranges délices. Odyssée

23.40 Aulis Sallinen. La musique, l'homme, la nature. Planète

SPORTS EN DIRECT

20.00 et 1.00 Tennis.
Tournoi messieurs de Cincinnati. Demi-finales. Eurosport

MUSIQUE

18.00 et 19.05, 23.20, 0.25
Maintenance Shop Jazz 79 : Bill Evans Trio n° 1. Bill Evans, Marc Johnson, Joe Labarbera. Muzzik

18.30 Celibidache dirige l'Orchestre de la Radio de Stuttgart.
Trois Nocturnes, de Debussy ; Songe d'une nuit d'été, de Mendelssohn. Mezzo

20.30 Le Prince Igor. Opéra de Borodine.
Mise en scène. Andrei Serban. Dir. Bernard Haitink. Mezzo

22.05 Pablo Moses.
Au New Morning 97. Paris Première

0.10 Robert Charlebois. Au Spectrum de Montréal 94. Paris Première

THÉÂTRE

22.40 Le Riche convoité. Carlo Goldoni.
Mise en scène de François Sayad. Avec Michel Galabru. France 3

TÉLÉFILMS

20.13 Piège fatal.
H.-C. Blumenberg. 13ème Rue

20.30 Saïgon, l'année du chat.
Stephen Frears. Ciné Cinémas

20.30 Un homme.
Robert Mazoyer [1 et 2/2]. Festival

20.50 Eté brûlant.
Jérôme Foulon. France 3

22.45 Le Clan des gagnants : Les Kennedy. H. Winer [1/2]. TMC

0.25 La Clé. Pavel Tchoukhraï. Arte

SÉRIES

19.00 Absolutely Fabulous.
Peur (v.o.). Arte

19.15 Highlander. La prophétie. Série Club

20.40 Kojak. Le Témoin. RTL 9

20.50 Walker, Texas Ranger.
Mr Justice. TF 1

20.50 FX, effets spéciaux.
Un feu d'enfer. M 6

21.30 Gun. Ricochet. Canal +

21.35 Les Dessous de Palm Beach.
O Surfer n'est pas tuer. TF 1

21.40 The Sentinel. La mort blanche. M 6

22.20 Les Anges de la ville. Les quatre cavaliers de l'Apocalypse. Série Club

22.25 High Secret City.
L'annonce faite à Jimmy. TF 1

22.35 Danger imminent. [1/4]. Arte

22.35 Players, les maîtres du jeu.
Conspirations. M 6

22.55 Stargate. Hathor. TSR

23.00 Le Retour de Sherlock Holmes.
Flamme d'argent. Disney Channel

23.15 Star Trek, la nouvelle génération.
Enigme. Canal Jimmy

23.50 Buck Rogers.
Un amour de princesse. 13ème Rue

0.55 Seinfeld.
La doublure (v.o.). Canal Jimmy

1.20 Friends. Celui qui va se marier (v.o.). Canal Jimmy

NOTRE CHOIX

● 20.50 France 3
Eté brûlant

Cette libre adaptation d'une nouvelle d'Eduard von Keyserling, réalisée par Jérôme Foulon, met en scène un aristocrate russe, le comte Petrov (Claude Rich), et son fils de dix-huit ans, Ivan (Matthieu Rozé), qui vient de rater ses examens. Pour le punir, son père l'emmène passer l'été dans la propriété familiale en Crimée. Retrouvailles avec les cousines, déception amoureuse, tension et rivalité entre père et fils... Justesse du rythme et de l'atmosphère, sensibilité du jeu des acteurs (Claude Rich, remarquable figure du père), beauté des images (fabuleux paysages de Crimée et intérieurs luxueux). Un téléfilm vibrant de nostalgie. – *T. K.*

● 0.45 Ciné Cinéma II
Transit

A Marseille, pendant l'automne 1940, des réfugiés étrangers, juifs pour la plupart, cherchant à échapper aux nazis et à la police de Vichy, s'efforcent d'obtenir un visa pour le Mexique ou les Etats-Unis. Un Allemand, déjà pourvu d'une fausse identité, a récupéré la valise et les papiers d'un compatriote, écrivain émigré qui s'est suicidé à Paris. A cause d'une femme errant dans les cafés de la ville, il endosse la personnalité du mort. D'après un livre de la romancière allemande Anna Seghers, exilée au Mexique sous le régime nazi. Dans cette version cinéma, réalisée en 1990, René Allio a opté pour une approche de l'oeuvre différente de celle de la version télévisée en trois épisodes. Les ellipses sont très (trop) radicales, mais on retrouve bien l'atmosphère absurde, angoissante et kafkaïenne de ce temps de l'épreuve et de la peur. – *J. S.*

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

18.15 Sous le soleil.
19.10 Melrose Place.
20.00 Journal, Spécial F1, Météo.
20.49 1, 2, 3 séries.
20.50 Walker, Texas Ranger. Mr Justice. 21.35 Les Dessous de Palm Beach. O. Surfer n'est pas tuer. 22.25 High Secret City. L'annonce faite à Jimmy.
23.20 Hollywood Night.
Justice à mains nues. Téléfilm. O Stephen Smoke.

FRANCE 2

18.45 1 000 enfants vers l'an 2000.
18.50 Jeux de comédie.
19.20 En avant tôôt.
19.50 et 20.45 Tirage du Loto.
19.55 Au nom du sport.
19.56 et 20.40 Météo.
20.00 Journal.
21.00 Fort Boyard.
22.50 Fous d'humour.
0.30 Journal, Météo.
0.40 Les 30 Dernières Minutes.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.50 Météo des plages.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Mister Fowler, brigadier chef.
20.40 Tout le sport.
20.50 Eté brûlant. Téléfilm. Jérôme Foulon.
22.15 Météo, Soir 3.
22.40 Saturnales. Festival Galabru.
Le Riche convoité. Pièce de théâtre. Carlo Goldoni.
0.30 Saturnales. Journal des festivals.

CANAL +

17.05 Rugby.
Afrique du Sud - Nouvelle-Zélande.
► En clair jusqu'à 20.30
19.00 Décode pas Bunny.
19.30 Meego.
19.55 et 23.00 Flash infos.
20.00 Daria.
20.30 Sylvie.
21.30 Gun.
22.15 Jour de foot.
23.05 VTT Tour 98.
23.10 Albino Alligator ■
Film. Kevin Spacey.

ARTE

19.00 *Absolutely Fabulous. [17/18].*
19.30 Histoire parallèle.
Semaine du 15 août 1948 : Italie-Allemagne : Mémoire de la Résistance ou résistance de la mémoire.
20.15 Le Dessous des cartes.
L'Iran ancien [1/3].
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 L'Aventure humaine.
Lutter pour vivre.
21.35 Metropolis.
22.35 Danger imminent. [1/4].
23.30 Music Planet. Dee Dee Bridgewater.
0.25 La Clé. Téléfilm. Pavel Tchoukhraï.
1.25 Embrasse-moi ■ ■
Film. Michèle Rosier.

M 6

18.10 Extralarge.
19.54 *Le Six Minutes, Météo.*
20.10 Les Piégeurs.
20.35 La Météo des plages.
20.40 Ciné 6.
20.49 La Trilogie du samedi.
20.50 FX, effets spéciaux, la série. Un feu d'enfer. 21.40 The Sentinel. La mort blanche. 22.35 Players, les maîtres du jeu. Conspirations.
23.30 Relations interdites.
Téléfilm. O Warren Clarck.

RADIO

FRANCE-CULTURE

21.20 Atelier de création radiophonique. Images d'Irkala.
22.35 Musiques du monde. Voyages autour des cinq continents. L'Europe.
0.05 La Roulotte du Mans.
Plaisir d'une quête.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Nuit du piano jazz. Concert en direct du parc du Château de Florans à La Roque-d'Anthéron.
0.00 Soleil de nuit. En direct de La Roque-d'Anthéron.

RADIO-CLASSIQUE

20.40 Federico García Lorca et la musique. Œuvres de Chopin, Debussy, Albeniz, de Falla, Ravel, Revueltas.
22.35 Da Capo. Œuvres de Haydn, Mozart, Beethoven, Wagner.

DIMANCHE 16 AOÛT

FILMS DU JOUR

19.30 2001, L'Odyssée de l'espace ■ ■ ■
Stanley Kubrick (Etats-Unis, 1968, 135 min). Cinétoile

20.30 L'Ange pourpre ■ ■
Nunnally Johnson (Etats-Unis, 1960, N., v.o., 100 min). Ciné Cinéfil

20.40 Les Frères Gravet ■ ■
René Féret (France, 1995, 95 min). Ciné Cinémas

20.45 Antoine et Antoinette ■ ■
Jacques Becker (France, 1947, N., 85 min). Arte

21.00 Radio Days ■ ■ ■
Woody Allen (Etats-Unis, 1987, v.o., 90 min). Paris Première

21.45 Parade ■ ■
Jacques Tati (France - Suède, 1974, 90 min). Cinétoile

22.10 La Féline ■ ■
Jacques Tourneur (Etats-Unis, 1942, N., v.o., 75 min). Ciné Cinéfil

22.30 Ma chérie ■ ■
Charlotte Dubreuil (France, 1979, 90 min). Téva

23.25 Ces dames au chapeau vert ■ ■
Maurice Cloche (France, 1937, N., 105 min). Ciné Cinéfil

23.40 Big Man ■ ■
David Leland (Grande-Bretagne, 1991, v.o., 115 min). Ciné Cinémas

0.35 La Dolce Vita ■ ■ ■
Federico Fellini (Italie, 1959, N., v.o., 170 min). Cinétoile

0.35 Outrages ■ ■
Brian DePalma (Etats-Unis, 1989, 115 min). Cinéstar 2

1.35 Hanna K ■ ■
Constantin Costa-Gavras (France, 1983, 110 min). Ciné Cinémas

2.35 New York 1997 ■ ■
John Carpenter (Etats-Unis, 1980, v.o., 95 min). Canal +

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

22.10 Le Monde des idées.
Thème : Le Président est-il un intouchable ? Avec Olivier Duhamel et Guy Carcassonne. LCI

MAGAZINES

12.05 Saga-Cités. Quartiers d'Europe : Belfast, le mur de la paix. TV 5

13.00 Thalassa.
Un été à la mer, au Bois de la Chaise, à Noirmoutier. TV 5

13.30 Les Quatre Dromadaires.
Peuples de la forêt : la forêt des poètes. France 3

14.00 Outremers. TV 5

14.30 Les Dossiers de l'Histoire.
L'honneur perdu de la Suisse. Histoire

14.50 *Inédits.*
Mémoires de Chine [3/5]. RTBF 1

18.05 Paris modes.
Les Japonais à Paris. Paris Première

19.00 52 sur la Une.
Si grande, si fragile. TF 1

19.00 Le Gai Savoir.
Un étrange climat (où sont passés les idéaux ?). Invités : Jean-Claude Carrière, Romain Goupil, Paul-Marie Couteaux, Guy Sorman, Roger Caratini, Jean d'Ormesson. Paris Première

19.10 Le Club.
Annette Wademant. Ciné Cinéfil

19.30 La France et ses religions.
Le catholicisme. Invités : Jean Daniel, Jean Delumeau, Mgr Gérard Defois, Jean-Louis Schlegel. Histoire

20.00 Rive droite, rive gauche. Faut-il un pot à Beaubourg ? Huster est-il un bon Cyrano ? Paris Première

20.45 Les Dossiers de l'Histoire.
Karzan et ses frères. Histoire

20.50 Capital spécial été. Bons plans. M 6

23.00 Envoyé spécial, les années 90.
La vie de Willy. La mort chimique. Maudit virus. Histoire

3.00 Saga-Cités. Quartiers d'Europe : Belfast, le mur de la paix. TV 5

DOCUMENTAIRES

17.35 Secrets des rois. [8/13].
La loi et le désordre. La Cinquième

17.35 Catherine Lara. Paris Première

17.50 Galapagos. [4/4].
Et l'homme arriva au paradis. Planète

17.55 Saint-Cyr, les Hommes d'honneur. Odyssée

18.00 Musiques de Mongolie. Muzzik

18.30 Maxwell, le naufrage d'un nabab. Histoire

18.45 Opium. [2/3]. Hongkong, plaque tournante. Planète

18.55 Musiques du Pakistan. Muzzik

19.00 La Perle et son mystère. Odyssée

19.30 ► Maestro. György Sebök, une leçon de musique. Arte

19.35 Aulis Sallinen. La musique, l'homme, la nature. Planète

19.50 Il était une fois à Hollywood.
L'année du son. Ciné Cinémas

19.55 Rajasthan, musiques du désert. Muzzik

19.55 Vietnam : revivre.
[3/5]. L'ombre du yeti. Odyssée

20.30 Evelyn Glennie. Mezzo

20.30 La Voyance, le marché de l'avenir. Téva

20.35 Indiens hopis, une culture en danger. Planète

20.50 Le Fils de l'ours. Odyssée

21.00 Les Musiques du Baloutchistan. Muzzik

21.25 Méditerranée, rive sud.
[2/13]. Tunisie, quatorze siècles d'islam. Planète

21.45 Les Grands Explorateurs.
[9/10]. Francisco Pizarro. Histoire

21.55 ► Le Temple souterrain du communisme. Planète

21.55 Musiques de Mongolie. Muzzik

22.00 Foire aux maris. Odyssée

22.10 Soirée thématique.
Loto, l'argent tombé du ciel. Arte

22.45 Terrorisme.
[3/4]. Le village de l'ETA. Odyssée

22.50 Une lueur d'espoir ? Planète

22.50 Musiques du Pakistan. Muzzik

23.30 Portrait de cinéaste.
Alain Cavalier. TV 5

23.50 Rajasthan, musiques du désert. Muzzik

0.00 Boîtes noires. 13ème Rue

SPORTS EN DIRECT

13.30 et 16.00 Motocross.
Championnat du monde 250 cc. Grand Prix de Belgique. Eurosport

13.50 Formule 1.
Grand Prix de Hongrie. TSR - TF 1

14.30 VTT. Coupe du monde de descente. Eurosport

16.50 Cyclisme. Coupe du monde. A Hambourg. France 3

21.30 Formule Indy. Eurosport

MUSIQUE

21.25 Evelyn Glennie.
Festival de piano d'été à Munich. Avec Philip Smith, piano. Mezzo

23.00 Airto Moreira. Jazz à Vienne 96.
Avec Airto Moreira, percussions ; José Neto, guitare ; Jovino Santos Neto, claviers ; Gary Brown, basse ; Flora Purim, voix. Paris Première

TÉLÉFILMS

17.15 Ange Esperandieu.
Alain Schwarzstein. M 6

17.55 Assurance paradis.
Peter Bogdanovich. RTL 9

20.00 Août 44, ici Cognacq-Jay.
Laurent Heynemann. TV 5

20.40 Une saison au purgatoire.
David Greene. TSR

20.45 L'assassin est dans la fac.
Maurice Phillips. RTBF 1

20.55 Je voudrais descendre.
Jean-Daniel Verhaeghe. Téva

22.25 Jusqu'à la folie.
Anthony Page. RTL 9

SÉRIES

17.10 Invasion planète Terre.
Miracle. Canal +

18.00 Corky, un enfant pas comme les autres. Le mur. France 3

18.05 Le Fugitif. Le pavillon au fond du jardin. La Cinquième

18.55 Demain à la une.
La grande menace. M 6

19.15 Highlander.
Prise de conscience. Série Club

19.30 Earth 2. Troc cosmique. 13ème Rue

20.45 Les Incorruptibles.
Tueur sans gages. Série Club

20.50 Derrick. Un tout petit truand. Sursis. France 3

21.00 Seinfeld.
La doublure (v.o.). Canal Jimmy

21.25 Dream On. Le choix de l'abonné n° 3 (v.o.). Canal Jimmy

21.55 Presque parfaite.
La prédiction (v.o.). Canal Jimmy

22.20 Buck Rogers.
Un amour de princesse. 13ème Rue

22.25 Friends. Celui qui envoie l'invitation (v.o.). Canal Jimmy

22.50 Profit. The Hero (v.o.). Canal Jimmy

22.55 New York District.
Securitate. France 3

23.20 Millennium. O Désillusion. France 2

23.30 Burning Zone, menace imminente. La météorite. TSR

23.35 Spin City. Souvenirs, souvenirs (v.o.). Canal Jimmy

0.10 Nikita. Gray. France 2

1.05 Cobra. Quelque chose dans l'air. France 2

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :
► Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classiques.

LES CODES DU CSA :
O Accord parental souhaitable.
△ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et – accompagnés du code ShowView – ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

NOTRE CHOIX

● *15.00 La Cinquième*
33 jours en France

Impressions, Mondial

DANS la queue de la comète Mondial, voici un documentaire qui se veut différent. On n'y verra ni joueur, ni terrain, ni ballon, ni but. Pas d'héroïsme, pas de dieux du stade. Les vedettes ne s'appellent pas Zidane ou Ronaldo, Beckham ou Batistuta. Les stars, ce sont les millions d'inconnus, spectateurs, *téléspectateurs*, supporteurs d'un jour ou de toujours, hommes, femmes, des villes et des campagnes, simples passants, riches ou pauvres, qui, eux aussi, à leur manière, firent, trente-trois jours durant, le Mondial.

Des enfants de la cité des Francs-Moisins, à Saint-Denis, aux animateurs de Radio latina, des extravagants drag queens du Gay Pride aux solides vignerons bourguignons, d'un bistrot de Belleville aux salons d'Yves Saint Laurent, d'un couple sur un banc public à la rédaction du *Monde*, Dominique Grimault a promené sa caméra sur ces chemins de traverse.

Sur la ligne du RER, par exemple, qui mène à la station Stade-de-France, dans la cabine du conducteur de la rame qui convoie par centaines des supporteurs braillards vers un spectacle dont lui ne verra rien. Il est de la Martinique. Il dit : une *« colonie française »*, et faute d'équipe martiniquaise, il se sent plus proche des Brésiliens, par géographie et par culture, que des tricolores.

Dans les somptueux salons Vuitton, à Paris, le club des femmes amatrices de cigares se réunit, havane aux lèvres, pour regarder France-Italie à la télé, vibrantes du sentiment de s'encanailler. Dans un café de Lens, à l'heure de l'apéro, les conversations cessent brutalement, l'ambiance se tend soudain quand pénètre dans la salle un Anglais égaré venu innocemment demander son chemin. Dans les restaurants camerounais de la capitale, c'est la déprime qui suit une injuste élimination... Ces saynètes et quelques autres dessinent le tableau très (trop) impressionniste de la vie du pays pendant les cinq semaines de la compétition. Tous ces gens si différents, unis au soir de la victoire, et qui, pour ce moment béni au moins, *« n'avaient plus honte d'être Français ensemble »*.

Jacques Buob

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

13.55 Formule 1.
15.55 Podium F1.
16.05 Pacific Blue.
16.55 Disney Parade.
18.00 Vidéo gag.
18.30 30 millions d'amis.
19.00 52 sur la Une.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Dernier été à Tanger ■
Film. O Alexandre Arcady.
22.50 Ciné dimanche.
23.00 Sans peur et sans reproche.
Film. Gérard Jugnot.
0.40 TF1 nuit, Météo.
0.55 Le Jeune Ballet de France.

FRANCE 2

13.25 Maigret.
14.55 Mortelles rencontres.
Téléfilm. Patrick Jamain.
16.20 L'Ultime Mission.
Téléfilm. Brian Grant.
18.00 JAG.
18.45 1 000 enfants vers l'an 2000.
18.50 Stade 2.
Invité : Roger Lemerre.
19.55 et 20.45 Météo.
20.00 Journal.
21.00 *La Bataille d'Angleterre* ■
Film. Guy Hamilton.
23.15 Séries illimitées.
23.20 Millennium. O. Désillusion. 0.10 Nikita. Gray.
0.55 Journal, Météo.
1.05 Cobra. Quelque chose dans l'air.
1.50 Vagabond du pôle Nord.

FRANCE 3

13.30 Les Quatre Dromadaires.
14.30 Vacances romaines.
Téléfilm. Noel Nosseck.
16.10 Sports dimanche
16.15 Tiercé. 16.50 Cyclisme.
18.00 Corky, un enfant pas comme les autres.
18.50 Météo des plages.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.10 Je passe à la télé.
20.50 Derrick.
Un tout petit truand. Sursis.
22.55 New York District. Securitate.
23.45 Météo, Soir 3.
0.05 Le Grand Jeu ■
Film. Robert Siodmak.

CANAL +

► En clair jusqu'à 14.45
13.30 South Park.
13.50 Dans la nature avec Stéphane Peyron.
14.45 Le Rêve de Jimmy.
Téléfilm. John Hamilton.
16.10 Y'en a marre !
16.25 Les Repentis.
17.10 Invasion planète Terre. [5/22].
17.50 Surprises.
18.00 L'Aventure, c'est l'aventure ■
Film. Claude Lelouch.
► En clair jusqu'à 20.30
19.55 et 21.55 Flash infos.
20.05 Ça cartoon.
20.30 Camilla ■
Film. Deepa Mehta.
22.05 *L'Equipe du dimanche.*
0.35 Golf.
2.35 New York 1997 ■ ■
Film. John Carpenter (v.o.).

LA CINQUIÈME/ARTE

13.30 Les Lumières du music-hall.
Isabelle Aubret.
14.00 La Turquie.
15.00 33 jours en France.
16.00 Les Yeux de la découverte.
16.35 L'Asie mythique.
17.35 Secrets des rois. [8/13].
18.05 Le Fugitif.
19.00 Ayez donc des gosses !
Fire Fighters. Court métrage. Robert McGowan et Tom McNamara.
19.30 ► Maestro. György Seböl, une leçon de musique.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Soirée thématique.
Loto : l'argent tombé du ciel. 20.45 Antoine et Antoinette ■ ■ Film. Jacques Becker. 22.10 Le Flambe. 23.15 Le Jeu des animaux.

M 6

13.15 Le Bonheur au bout du chemin.
Téléfilm. Kevin Sullivan [1 et 2/2].
17.00 Les Piégeurs.
17.15 Ange Esperandieu.
Téléfilm. Alain Schwarzstein.
18.55 Demain à la une.
La grande menace [2/2].
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.05 E=M6.
20.30 La Météo des plages.
20.35 et 0.45 Sport 6.
20.50 Capital spécial été. Bons plans.
22.45 Météo.
22.50 Culture pub. Le retour à l'ordre moral. Touche pas à mon image.
23.10 Onze jours, onze nuits 2.
Téléfilm. □ Joe d'Amato.
1.00 Boulevard des clips.

RADIO

FRANCE-CULTURE

18.35 Les 13e rencontres de Pétrarque.
Le passé a-t-il un avenir ? Comment transmettre l'Histoire ?
20.00 De bouche à oreille.
Les délices du Carême (rediff.).
20.30 Le Bon Plaisir de...
Patrick Chamoiseau (rediff.).
22.35 La Roque-d'Antheron. Concert.
A l'occasion du 18e Festival international de piano. Avec Markus Groh.
0.05 Le Corridor étoilé.
Le paradoxe du rêveur définitif.

FRANCE-MUSIQUE

19.00 L'Oreille du monde. Inde du Sud.
19.36 Soirs de fête.
20.05 Yuri Temirkanov dirige l'Orchestre philharmonique de Saint-Pétersbourg.
Concert donné en direct du Casino de Wiesbaden, *Le Coq d'or*, suite, de Rimski-Korsakov ; *Concerto pour violon et orchestre n° 2 op. 63*, de Prokofiev ; *Symphonie n° 5 op. 64*, de Tchaïkovski.
22.30 Concert.
Donné le 9 mai, en l'Abbaye royale de Fontevraud, par l'Ensemble Sagittarius, dir. Michel Laplénie, Emmanuelle Gal et Françoise Masset, sopranos ; Catherine Jousselin, mezzo-soprano ; Pierre Sciama, alto ; Jean-Xavier Combarieu et Patrick Aubailly, ténors ; Michel Laplénie, baryton ; Marco Loureiro de Sa, basse ; Sylvie Moquet, dessus de viole ; Œuvres de Lejeune, Vallet.
0.05 Akousma. Œuvres de Laubier, Anderson, Capelle, Noetinger, Halmrast.

RADIO-CLASSIQUE

20.00 Soirée lyrique.
I Lombardi alla Prima Crociata, opéra de Verdi, par le Chœur et l'Orchestre du Metropolitan Opera, dir. James Levine. Anderson (Giselda), Pavarotti (Oronte), Ramey (Pagano).
22.10 James Levine, chef d'opéra.

هكذا من الأصل

La Cour suprême argentine clôt les recherches sur les disparus de la dictature militaire

Vingt ans après, les corps de 30 000 victimes supposées de la répression restent à localiser

BUENOS AIRES
de notre correspondante

Les associations de défense des droits de l'homme ont subi un dur revers en Argentine avec la décision, prise jeudi 13 août, par la Cour suprême de justice de mettre fin à toute recherche sur le sort des disparus – estimés à 30 000 par ces associations – pendant la dernière dictature. L'arrêt a été adopté par cinq des neuf juges de la Cour qui dispose pas d'un statut lui garantissant l'indépendance vis-à-vis du gouvernement de Carlos Menem. Il est interprété à Buenos Aires comme un message politique destiné à tranquilliser les secteurs militaires préocupés par l'arrestation, le 9 juin, de l'ancien général Jorge Rafael Videla, l'auteur, âgé aujourd'hui de soixante-douze ans, du coup d'Etat du 24 mars 1976, qui est impliqué dans plusieurs cas de *« détournement et appropriation illégale d'enfants nés en captivité »* durant la « sale guerre » menée par les militaires contre la guérilla.

Carmen Aguilar de Lapaco, la mère d'une disparue, membre de l'association des Mères de la place de Mai (ligne fondatrice), avait demandé au contraire que la Cour suprême mène une enquête serrée auprès de l'armée, de la police, des services secrets et des organismes gouvernementaux, pour reconstituer ce qui s'est passé dans les années 70 pendant la répression, afin de permettre de retrouver les cadavres des victimes. La Chambre fédérale de justice avait donné un avis favorable à cette demande. Le procureur général de la nation, Nicolas Becerra, avait souligné que la recherche de la *« vérité historique »* était une obligation de l'Argentine en vertu de divers traités internationaux comme la Convention sur la disparition forcée de personnes et la Convention américaine des droits de l'homme, ratifiées par l'Argentine.

Le magistrat avait ajouté que cette recherche pouvait également aider les familles à *« faire le deuil »* de leurs parents et amis. De nombreuses études menées par des psychiatres ont en effet souligné les souffrances des survivants, notamment les difficultés provoquées par l'absence de cadavre et de rites funéraires. Dans la mesure où il n'y a pas d'évidence de la mort des êtres chers, nombreux sont ceux qui continuent inconsciemment à attendre le retour des disparus, même si cela est totalement improbable vingt ans après. Des centaines de familles de disparus invoquent leur droit *« à la vérité »* sans demander pour autant que les militaires impliqués soient condamnés. Les lois d'amnistie de 1987 – dites du « devoir d'obéissance » et du « point final » – et la grâce accordée aux chefs militaires en 1990 ont en effet mis fin à toute poursuite judiciaire contre ceux qui ont été reconnus coupables de violations des droits de l'homme.

La justice argentine a perdu beaucoup de sa crédibilité à la suite de retentisants scandales de corruption. La Cour suprême de justice est souvent appellée *« la cour de Menem »* car la majorité des juges approuve inconditionnellement les projets gouvernementaux. Il y a quelques jours, le parti péroniste, au pouvoir, a réussi à faire rejeter par une commission de la Chambre des députés les quatorze demandes de jugement politique présentées par l'opposition contre cinq juges de la Cour suprême.

Christine Legrand

L'administration pénitentiaire veut faire baisser le nombre de suicides en prison

EN 1997, tirant les leçons d'une inquiétante progression du nombre des suicides en prison – passé de 67 en 1991 à 138 en 1996, puis 125 en 1997 –, l'administration pénitentiaire avait lancé un programme de prévention du suicide dans onze établissements (*Le Monde* du 3 juin 1997). Un an plus tard, anticipant sur la généralisation de ce dispositif, le directeur de l'administration pénitentiaire, Gilbert Azibert, a fait diffuser, dans une circulaire datée du 29 mai et dont *Le Monde* révèle le contenu, un certain nombre de règles susceptibles de réduire le nombre des suicides en prison.

S'appuyant sur les travaux du démographe Nicolas Bourgoin, l'administration pénitentiaire a constaté que le risque suicidaire est plus élevé dans les quarante-huit heures suivant l'arrivée en prison et lors des placements en quartier disciplinaire. Estimant que *« les premiers contacts du détenu avec les agents du greffe ou de surveillance (...) sont des moments particulièrement importants au regard de la prévention des comportements auto-agressifs »*, la circulaire rappelle donc qu'il *« importe que ces agents informent le détenu arrivant des phases ultérieures de la procédure d'accueil »*. A son arrivée en prison, le détenu doit ainsi être reçu *« dès que possible »* par le directeur de l'établissement ainsi que par le service socio-éducatif, *« ces entretiens* [devant] *être l'occasion pour chacun des intervenants d'opérer (...) une approche susceptible de repérer la détresse du détenu »*.

Afin de *« limiter le choc de l'incarcération et ses effets extrêmement anxiogènes »*, un *« minimum »* de moyens d'hygiène corporelle et vestimentaire devra être procuré au détenu. Une douche devra lui être proposée sans délai tandis qu'une trousse de toilette, des sous-vêtements et une paire de chaussettes devront lui être fournis. La circulaire préconise également d'*« accueillir avec bienveillance »* les demandes des familles qui veulent faire parvenir des effets vestimentaires aux détenus. Les directions d'établissements devront aussi *« veiller »* à ce que les détenus puissent disposer rapidement du nécessaire pour correspondre avec leurs proches, *« sauf avis contraire des magistrats »* instructeurs.

MISE À NU INTERDITE

Au cours de la détention, la circulaire rappelle que *« la mise en prévention au quartier disciplinaire* [dans l'attente de la comparution devant la commission de la discipline] *doit rester une mesure exceptionnelle (...), le placement au quartier disciplinaire* [étant] *en lui-même un facteur important de risque suicidaire »*. C'est pourquoi il est préconisé, si le détenu fait preuve d'un *« comportement très agressif »*, d'aviser rapidement le service médical de la prison, afin qu'il détermine si le placement au « mitard » n'est pas incompatible avec sa santé. De la même façon, est désormais interdite la pratique courante qui consiste à déshabiller et laisser nu un détenu qui présente des risques suicidaires, au motif qu'il pourrait utiliser ses vêtements pour mettre fin à ses jours. Cette mesure *« vécue comme une humiliation renforçant l'état anxiogène »* n'empêche pas, en effet, certains détenus de passer à l'acte.

Enfin, la circulaire préconise une attention toute particulière pour les détenus ayant déjà fait des tentatives de suicide ou s'étant automutilés. Bien que ces actes puissent constituer, *« de la part du détenu, un moyen de pression par rapport à l'autorité carcérale »*, la circulaire estime qu'ils ne sont *« pas exclusifs d'une souffrance et d'un risque suicidaire sérieux »*. Une étude a en effet démontré que les détenus qui s'étaient suicidés entre 1982 et 1991 avaient fait près de vingt-cinq fois plus de tentatives de suicide que les autres détenus, avaient commis six fois plus de gestes d'automutilations et entamé trois fois plus de grèves de la faim.

Parce que *« l'acte auto-agressif peut être vécu comme le seul moyen de formuler une demande ou de s'opposer à l'autorité »* de l'institution pénitentiaire, la circulaire demande aux personnels d'engager le dialogue avec le détenu, pour *« éviter l'escalade dans la violence auto-agressive »*. Le détenu qui a commis un acte d'auto-agression devra donc être systématiquement reçu par le personnel de direction, ainsi que par un membre du service socio-éducatif. La famille du détenu pourra également être alertée, si celui-ci y consent. Enfin, la présence d'associations d'écoute et d'accueil est recommandée afin qu'elles rencontrent les détenus, les codétenus qui ont pu être témoins d'un acte traumatisant, mais aussi les membres du personnel de surveillance qui souhaiteraient être aidés dans leur appréhension du phénomène du suicide en prison.

Cécile Prieur

Un prêtre du Haut-Rhin écroué pour viols sur mineurs

UN PRÊTRE de la paroisse d'Oderen, près de Thann (Haut-Rhin), a été mis en examen par le juge d'instruction de Mulhouse, Marie-Catherine Marchioni, jeudi 13 août, pour *« agressions sexuelles »* et *« viols sur mineurs de moins de quinze ans par personne ayant abusé de l'autorité de sa fonction »*. Il a été écroué à la maison d'arrêt de Mulhouse. Agé de trente-cinq ans, le prêtre aurait reconnu s'être livré à plusieurs reprises, entre 1992 et cet été, à des attouchements sur des enfants et avoir commis des viols sur cinq mineurs, âgés de onze à quatorze ans. La plupart des victimes seraient des servants de messe.

L'enquête de gendarmerie a débuté sur le signalement, en juillet, d'un jeune garçon, qui s'était plaint auprès de sa famille des attouchements dont il était victime. L'audition de cet enfant, puis de plusieurs autres garçonnets servants de messe, a débouché sur l'interpellation, début août, du prêtre de la paroisse, sur son lieu de vacances. Au cours de sa garde à vue, l'homme aurait reconnu avoir commis des attouchements sur ces enfants mais aussi des viols. Dans un communiqué, l'archevêque de Strasbourg, Mgr Joseph Doré, indique qu'il *« revient à la justice d'établir l'exactitude des faits et de se prononcer sur eux. L'archevêque de Strasbourg la laissera faire son enquête et suivre son cours sans chercher, pour sa part, ni à excuser ni à couvrir l'un des siens »*.

DÉPÊCHES

■ **FOOTBALL** : en matches avancés de la deuxième journée du championnat de France de football de première division, vendredi 14 août, Lyon a écrasé Toulouse par 6 buts à 1, et Lens a concédé le nul à domicile face à Lorient (1-1).

■ Trois joueurs italiens, Alessandro Del Piero (Juventus Turin), Dino Baggio et Enrico Chiesa (Parme), ont été entendus par la justice, vendredi 14 août, dans le cadre d'enquêtes sur le dopage consécutives aux accusations de l'entraîneur de l'AS Rome (*Le Monde* du 14 août).

Tirage du *Monde* daté samedi 15 août 1998 : 469 743 exemplaires. 1